

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 353 - SEPTEMBRE 2023

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 353

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Offre en net retrait, prix à la hausse
- Le commerce extérieur recule, la consommation apparente résiste

Jeunes bovins

Europe

- Hausse saisonnière des cours en Italie

Femelles

Europe

- Léger mieux sur les cours

Maigre

- La réouverture du marché algérien raffermi les prix

Veaux de boucherie

- Consommation et cours atones

Veaux laitiers

- La cotation retrouve sa trajectoire historique

Lait de vache

Collecte laitière

- Croissance ralentie dans les principaux bassins exportateurs
- Érosion préoccupante de la collecte de lait en France

Consommation

- L'inflation affecte la consommation de produits laitiers bio et AOP

Marché des produits laitiers

- La baisse des cours des commodités laitières durant l'été est-elle terminée ?

Viande ovine

France

- Commerce encore ralenti cet été

UE et monde

- Une filière ovine britannique résiliente

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- L'activité industrielle freinée par la baisse de la demande de fromages

Prix du lait de chèvre

- Hausse du prix du lait et baisse des charges au 2ème trimestre

La PAC dans tous ses États

Hausse des cours

Dernière révision le 19 septembre 2023

Les hausses saisonnières des cours des jeunes bovins et des veaux de boucherie ont été retardées dans certains États membres par les fortes chaleurs de début septembre. Mais le manque d'offre continue de soutenir les prix de toutes les catégories de bovins. Seuls les veaux laitiers ont vu leurs prix se replier après leur pic de juillet, retrouvant leur saisonnalité habituelle.

La décapitalisation a ralenti pendant l'été grâce à une production fourragère meilleure qu'en 2022. Le disponible exportable de broutards reste toutefois très en deçà des années précédentes du fait de la baisse des naissances et d'un meilleur maintien de l'engraissement en France.

Viandes bovines » Gros bovins » France » Offre en net retrait, prix à la hausse

Dernière révision le 19 septembre 2023

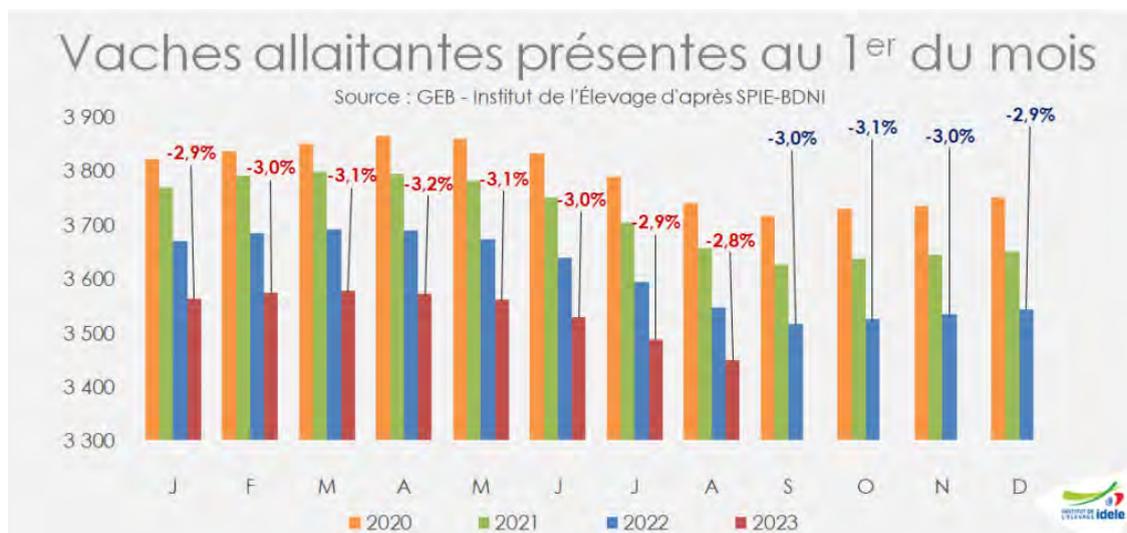
Le fort recul des abattages de vaches cet été, amplifié par une production fourragère relativement favorable, a permis de ralentir la décapitalisation laitière et allaitante. Les prix des vaches sont orientées à la hausse, de même que ceux des jeunes bovins qui ont entamé leur remontée saisonnière.

Forte de chute des abattages durant l'été

Sur les huit dernières semaines connues (29 à 36), **les abattages de gros bovins ont enregistré une baisse de -8% /2022** d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. La baisse se chiffrait à **-16% pour les vaches laitières** et **-12% pour les vaches de type viande**, la pousse de l'herbe relativement favorable par rapport à une année 2022 extrêmement sèche a permis de limiter les réformes. Les abattages de **génisses de type viande** restaient quasiment stables (-1%), mais ceux de bœufs affichaient une chute de -16% et ceux de jeunes bovins laitiers ont poursuivi leur recul (-7%). **Seuls les jeunes bovins de type viande ont affiché une hausse (+6%)** qui découle de mises en places dynamiques en 2022.

Décapitalisation allaitante : enfin un signe de ralentissement

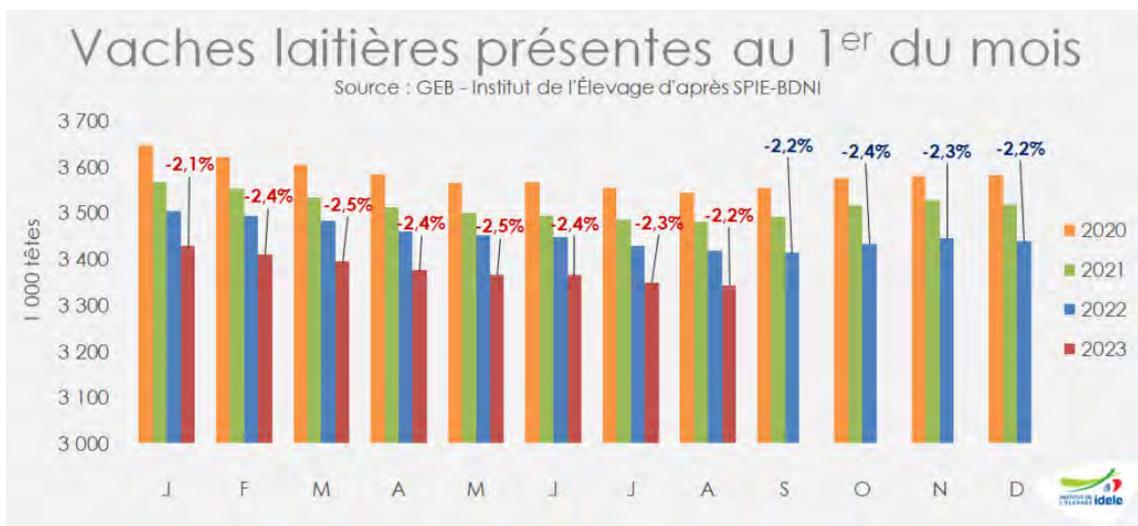
Au 1er août, le recul du **nombre de vaches allaitantes** présentes en France n'était que de **-2,8%** /2022 contre -3,1% au 1er mai. Il s'agit tout de même d'une baisse de -98 000 têtes en un an et de 360 000 têtes en 4 ans (depuis le 1er août 2019).



A partir d'avril, la forte baisse des réformes de vaches a permis de ralentir la décapitalisation. Mais sur 12 mois glissants (août 2022-juillet 2023), c'est le fort recul des entrées de génisses dans les troupeaux (-5% par rapport à la période précédente) qui a été le principal moteur de la baisse du cheptel.

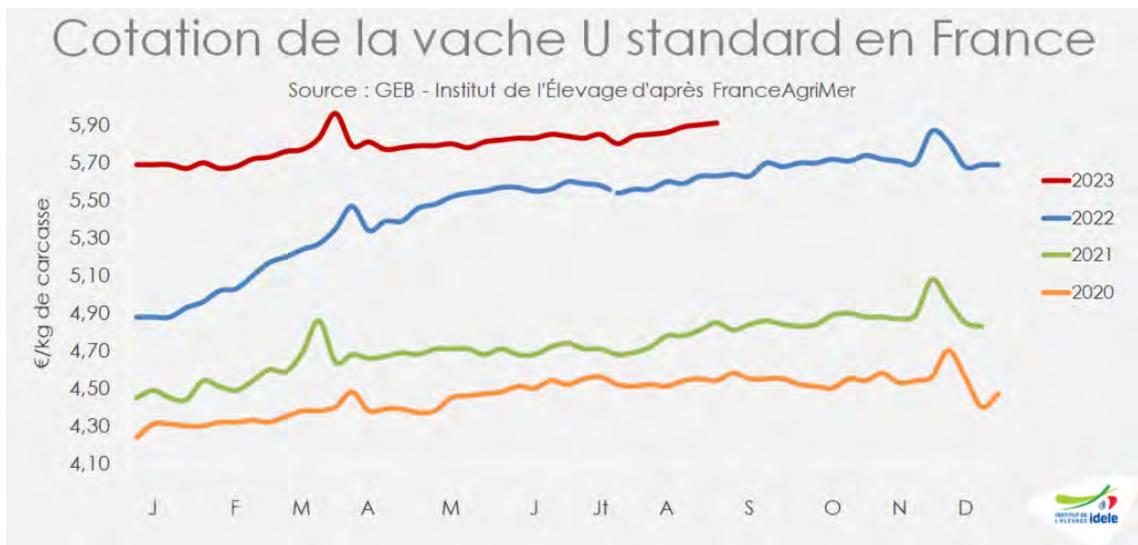
Coup de frein sur la décapitalisation laitière

La baisse annuelle du **nombre de vaches laitières** est passée de -2,5% au 1^{er} mai à **-2,2%** au 1^{er} août. Ce **ralentissement de la décapitalisation** découle d'un coup de frein sur les réformes ces derniers mois, mais aussi d'une légère hausse des entrées de génisses en juin (+1%) et juillet (+3%) après plusieurs mois de fort recul. Sur 12 mois glissants, c'est d'ailleurs comme pour le cheptel allaitant la chute des entrées de génisses (-5%) qui reste le principal moteur du recul du cheptel, les sorties ayant baissé plus modestement (-3%). Sur un an, la décapitalisation laitière se chiffre à -74 000 têtes. Sur 4 ans, elle atteint -270 000 têtes.



Les cotations des vaches de type viande toujours bien orientées

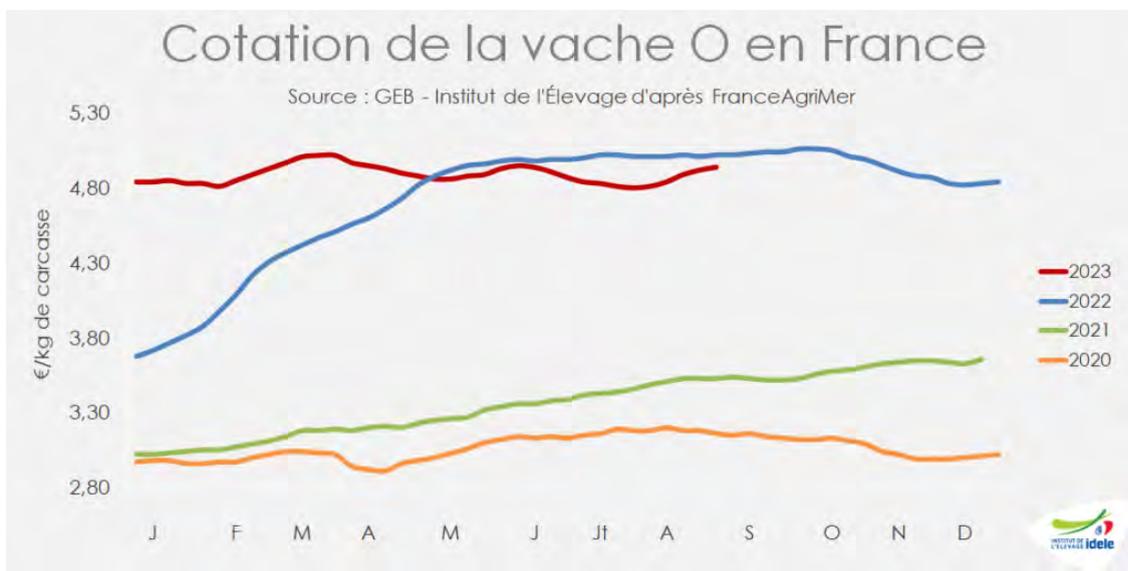
La forte baisse de l'offre à abattre permet de soutenir les cours des vaches les mieux conformées.



La **cotation** de la **vache U** standard a gagné 6 centimes en un mois pour remonter à 5,91 €/kg de carcasse en semaine 36 (+5% /2022 et +22% /2021). Celle de la **vache R** a gagné 9 centimes sur le même temps, pour grimper à 5,55 €/kg (+4% /2022 et +32% /2021).

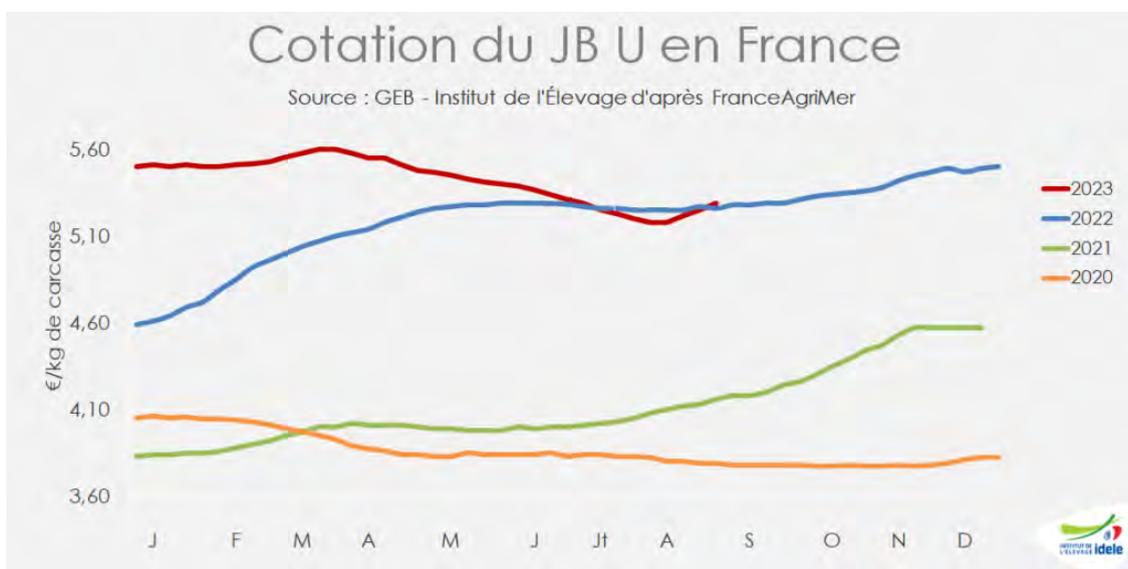
Les cotations des laitières remontent, mais restent inférieures au niveau de 2022

La très forte baisse des réformes laitières pendant l'été a permis aux cours des vaches de se redresser. Ils restent néanmoins inférieurs à leur niveau de 2022, les industriels de la viande subissant la concurrence croissante des viandes d'importation. La **cotation** de la **vache O** a regagné +13 centimes en un mois à 4,94 €/kg (-2% /2022 mais +40% /2021). Celle de la **vache P** a regagné +20 centimes à 4,71 €/kg (-3% /2022 mais +41% /2021).



Remontée saisonnière des prix des jeunes bovins

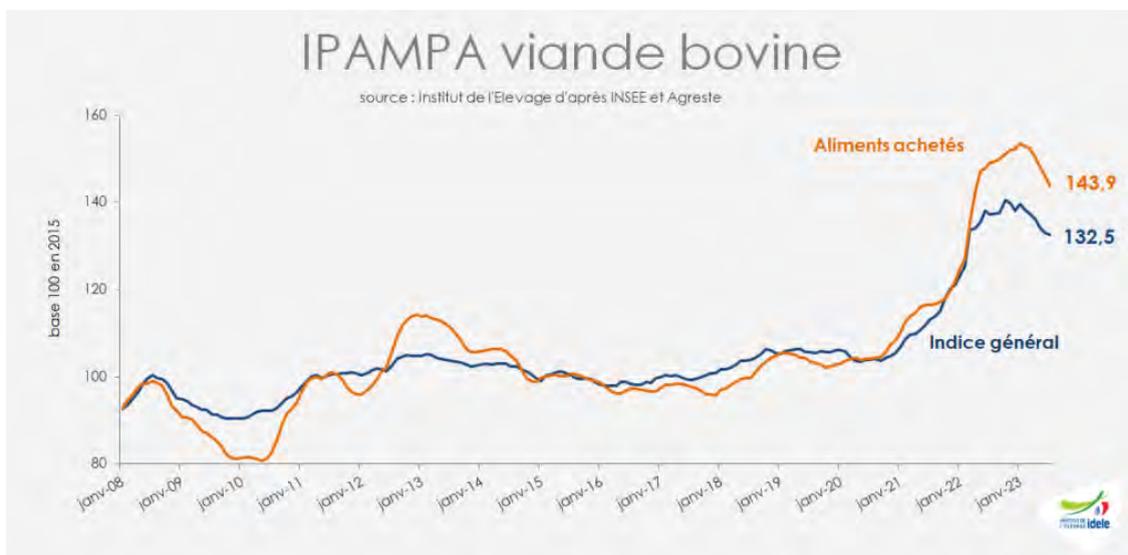
Les prix des jeunes bovins français ont entamé leur remontée saisonnière dans le sillage des prix italiens. La pénurie de vaches à abattre pendant l'été a sans doute contribué à dynamiser le marché du jeune bovin sur le marché français. La concurrence des viandes polonaises et allemandes sur les marchés export (lire l'article sur les JB en Europe) complique toutefois la tâche des opérateurs.



La cotation du **JB U** a gagné +11 centimes en un mois pour repasser à 5,29 €/kg en semaines 36 (+1% /2022 et +27% /2021). Celle du **JB R** a gagné +13 centimes à 5,17 €/kg (= /2022 et +30% /2021) et celle du **JB O** est remontée de +11 centimes, à 4,91 €/kg (-1% /2022 mais +41% /2021).

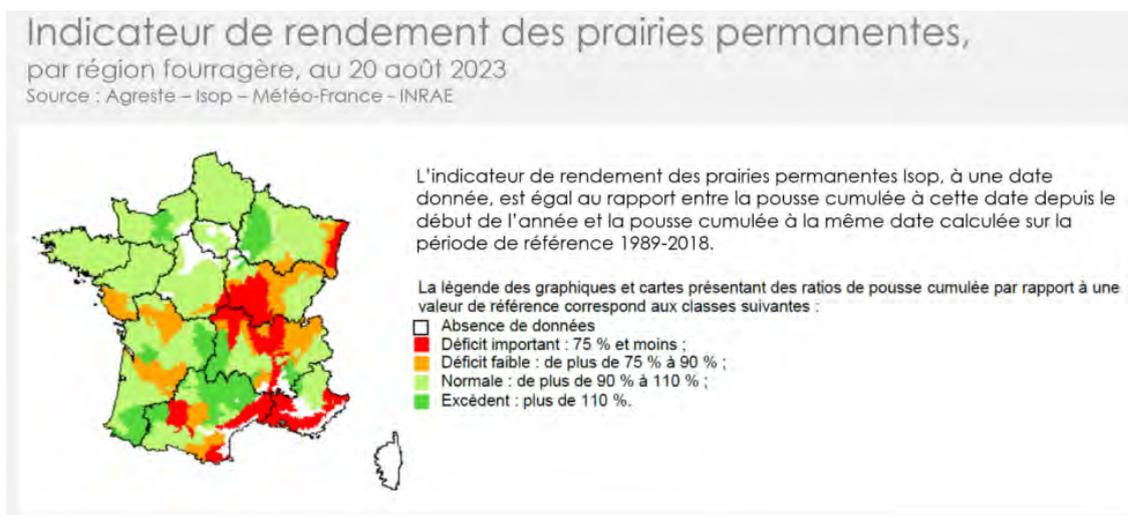
Charges en baisse mais toujours très élevées

En juillet 2023, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait à 132,5 points (-3,4% / juillet 2022, mais toujours +17% /2021). L'indice des prix des aliments achetés était à -3,4% /2022 et +24% /2021. L'indice des énergies et lubrifiants est légèrement remonté sur les 2 derniers mois à 157,5 (-16% /2022, mais toujours +32% /2021) et celui des engrais et amendements a poursuivi sa baisse, à 137,0 (-33% / 2022, mais +26% /2021).



Une pousse de l'herbe plus favorable qu'en 2022 jusqu'au 20 août

D'après la note de suivi de la **pousse de l'herbe des prairies permanentes** publiée par Agreste, la production cumulée des prairies permanentes au 20 août était **inférieure de -4% à celle de la période de référence 1989-2018 au niveau national**. La situation s'est dégradée dans le bassin charolais et en Alsace. La pousse de l'herbe est restée globalement excédentaire dans le Massif central. Toutefois, les très fortes chaleurs de la fin août et du mois de septembre ont ralenti la pousse et l'indicateur au 20 septembre sera sans doute fortement dégradé.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

Le commerce extérieur recule, la consommation apparente résiste

Dernière révision le 19 septembre 2023

Le commerce extérieur français de viande bovine est en retrait depuis le début de l'année. La consommation apparente de viande bovine a résisté dans un contexte marqué par l'inflation. Depuis la fin de la pandémie de covid-19, le secteur de la restauration est particulièrement dynamique.

Un commerce extérieur en retrait

Le **commerce extérieur français de viande bovine** était en retrait sur le **premier semestre 2023**. Mais l'ampleur des baisses restait très différente suivant les flux :

- Les **importations françaises de viande bovine** étaient en léger repli, à moins de 183 000 téc (-1% /2022, +25% /2021). Les imports de viande bovine réfrigérée et congelée étaient notamment en hausse depuis la plupart des fournisseurs, à l'exception notamment de la Pologne (-9% /2022 à 15 500 téc) et du Royaume-Uni (-15% à 21 000 téc).
- Les **exportations** étaient en retrait bien plus marqué alors que les disponibilités françaises restaient limitées. Sur le semestre, les envois de viande bovine réfrigérée et congelée ont seulement atteint 108 000 téc (-14% /2022, -6% /2021). Quasiment toutes les destinations étaient concernées par la baisse.

Attention toutefois, la progression des échanges est affectée par des flux avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs néerlandais font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas (cf. infra).

Commerce extérieur français de viande bovine réfrigérée et congelée sur 6 mois

Importations

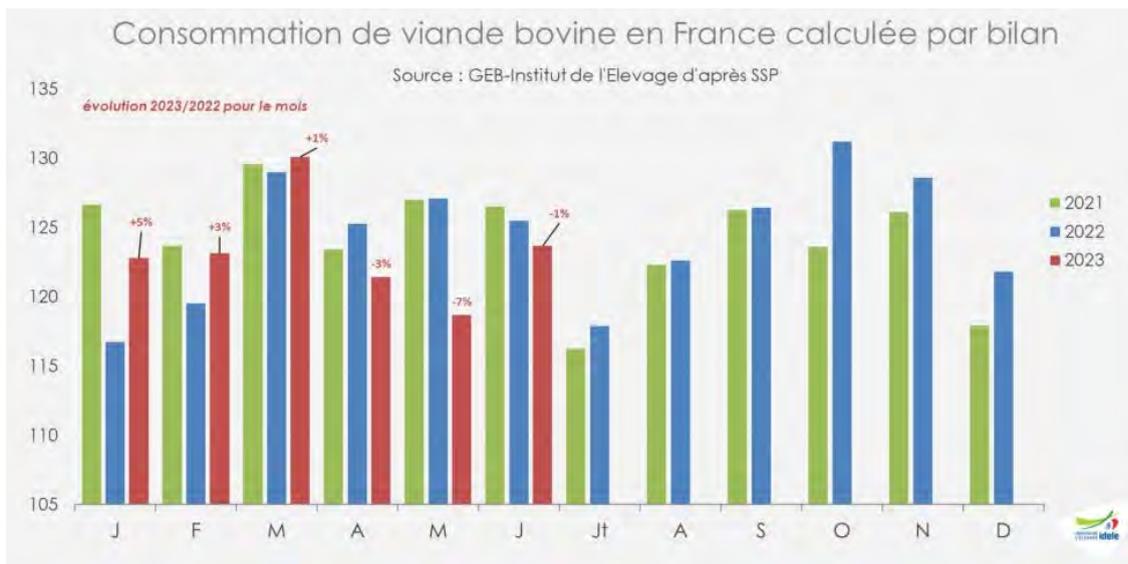
Source : Idele-GEB d'après Eurostat et Douanes

Exportations

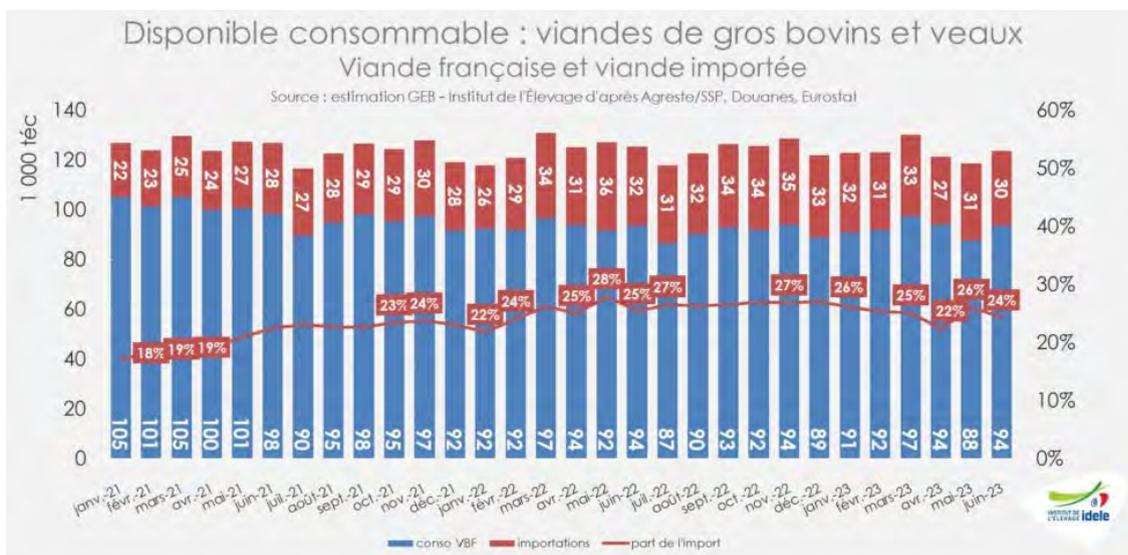


La consommation apparente a résisté depuis le début de 2023

En **juin 2023**, la consommation calculée par bilan de viande bovine (gros bovins et veau) a approché les 124 000 téc, en léger retrait par rapport aux années précédentes (-1% /2022 et -2% /2021). En cumul sur le **premier semestre 2023**, elle a atteint 740 000 téc, proche du niveau de 2022 (-1% /2022 et -2% /2021).

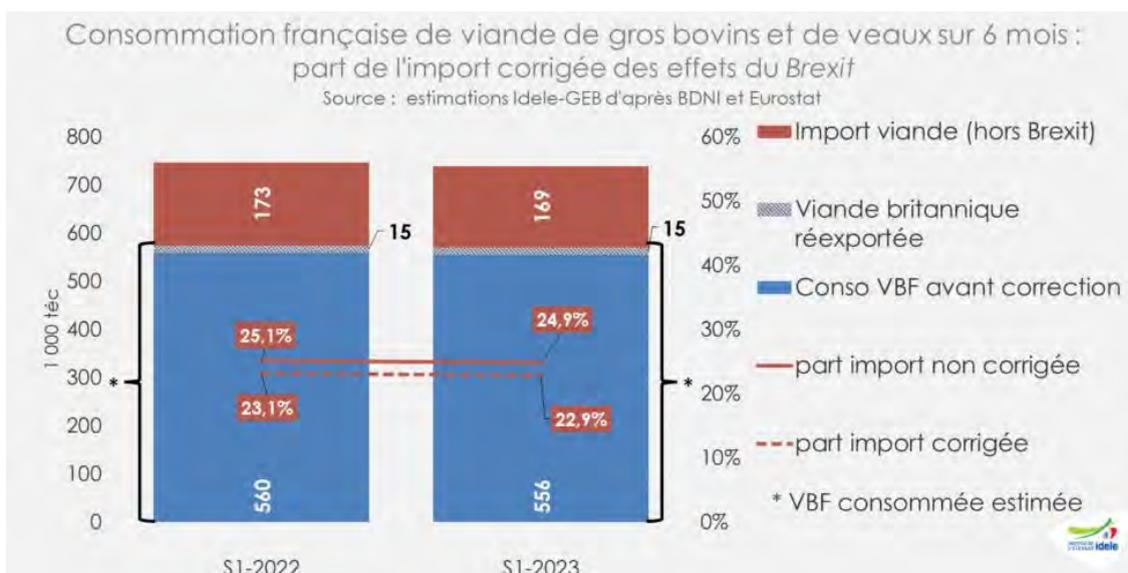


Sur **les 6 premiers mois de 2023**, la part des importations de viande bovine (sans correction des effets du *Brexit*) au sein du disponible consommable en France étaient sensiblement la même qu'un an auparavant : elle atteignait officiellement 24,9% en 2023 contre 25,1% en 2022.



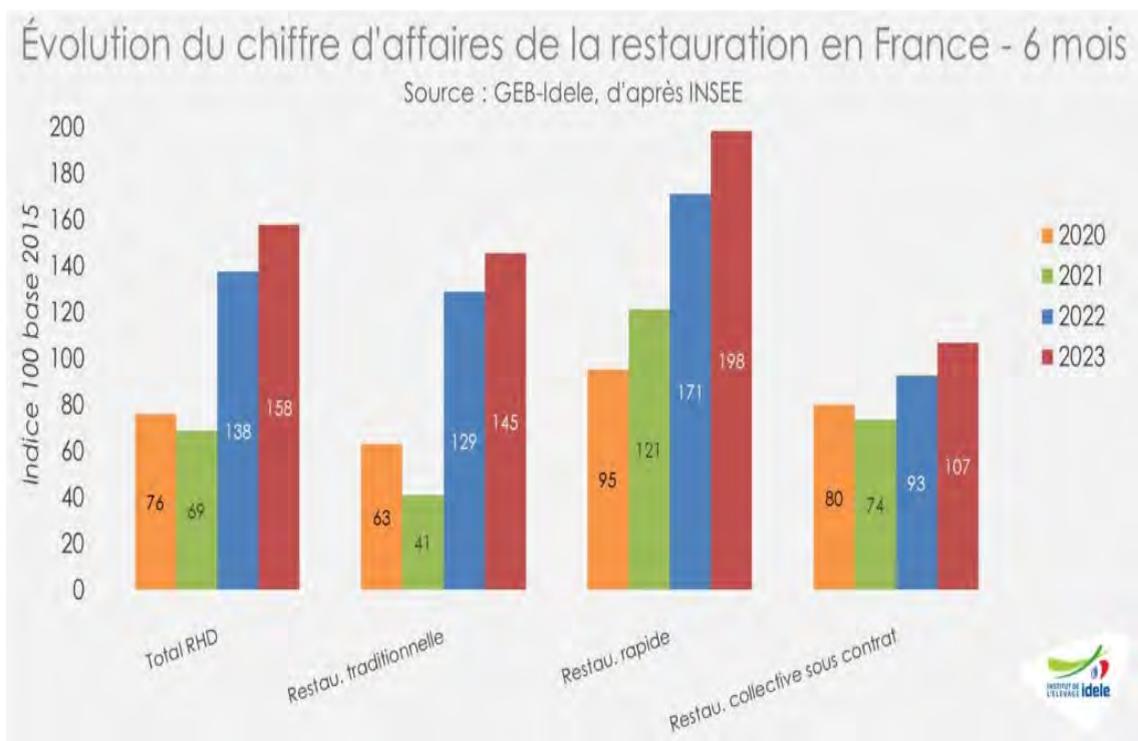
Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée. Et la part d'import est surestimée par les effets du Brexit.

Les niveaux d'importation de viande bovine en France sont cependant surestimés depuis l'entrée en vigueur du Brexit. En effet, depuis 2021, afin de faciliter leurs procédures, plusieurs opérateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux transitoires perturbent la lecture du commerce extérieur français de viande bovine, aussi bien à l'import (hausse des flux depuis le Royaume-Uni) qu'à l'export (hausse des envois à destination des Pays-Bas). En corrigeant ces importations des estimations de flux liés au dédouanement de produits britanniques destinés à la réexportation vers les Pays-Bas depuis le Brexit, la part d'import dans le disponible consommable sur le **premier semestre 2023** atteindrait plutôt 22,9% en 2023 et 23,1% en 2022.

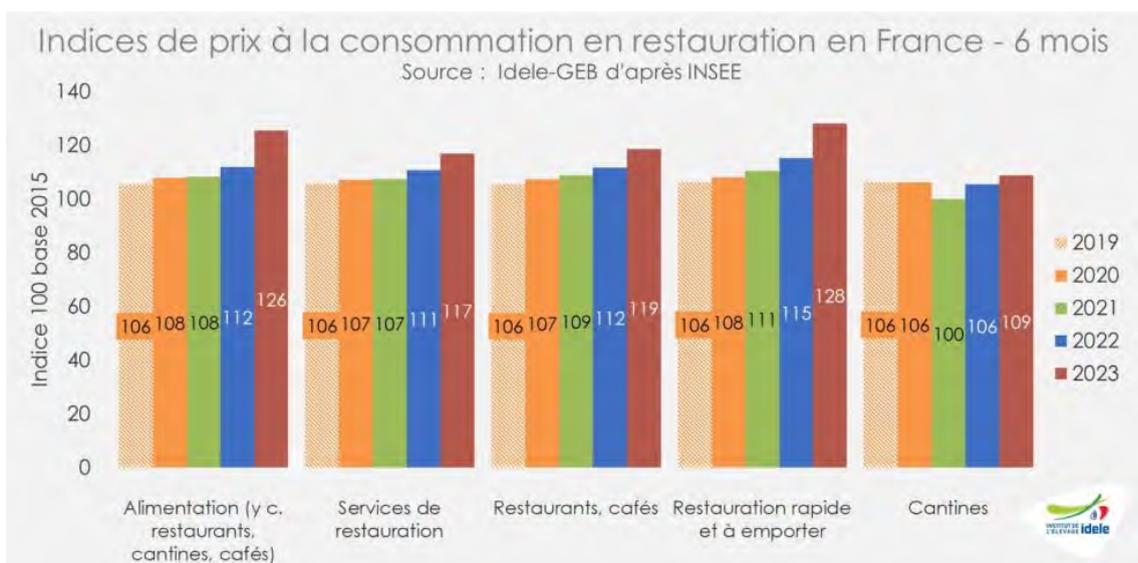


Le chiffre d'affaires de la restauration boostée par le dynamisme du secteur et par l'inflation

D'après l'INSEE, sur le **premier semestre 2023**, le chiffre d'affaires global de la restauration en France a poursuivi sa progression sur un an, mais aussi par rapport à l'avant pandémie (+15% /2022 et +28% /2019). Le secteur de la restauration rapide est particulièrement dynamique (+16% /2022 et +43% /2019), tout comme celui, dans une moindre mesure, de la restauration traditionnelle (+13% /2022 et +24% /2019). La progression est moins marquée pour le secteur de la restauration collective, son chiffre d'affaires étant équivalent au niveau d'avant pandémie (+15% /2022 mais = /2019). Les nouvelles habitudes prises lors de la pandémie restent fortes, comme le télétravail par exemple.



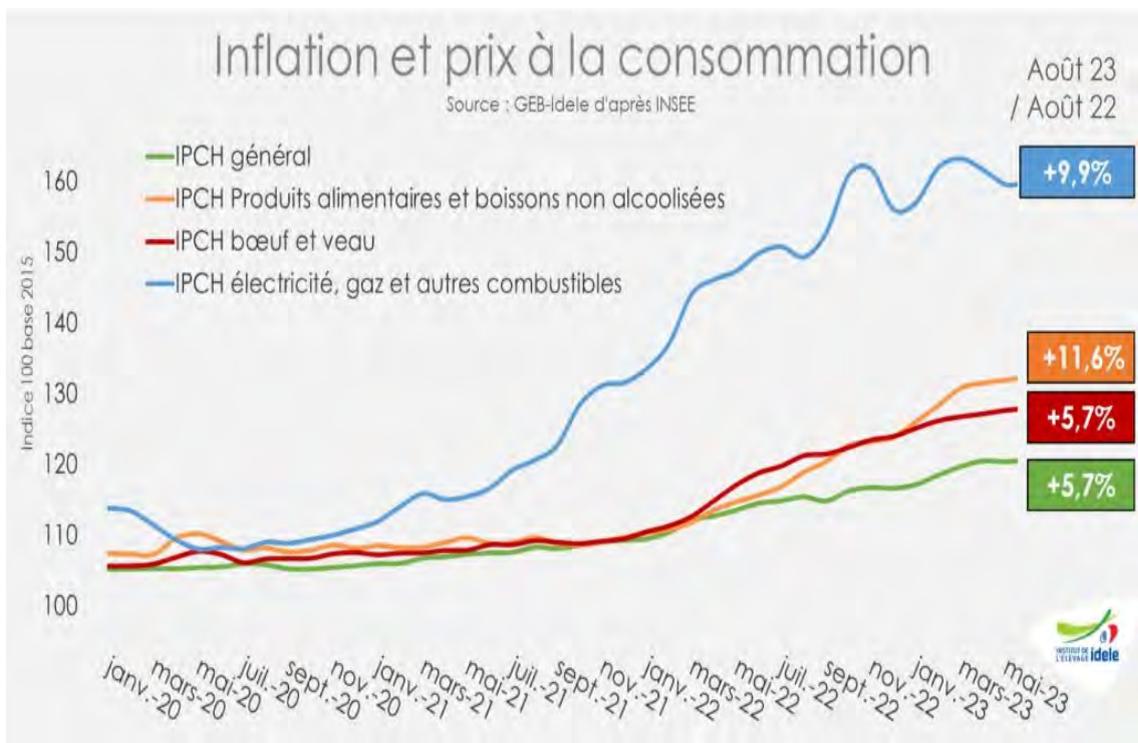
La progression générale du chiffre d'affaires est en partie liée au dynamisme du secteur, mais aussi à l'inflation. D'après l'INSEE, sur **la même période**, les prix en restauration étaient en progression sur un an, comme par rapport à l'avant pandémie (+6% /2022 et +11% /2019). La hausse était particulièrement forte dans la restauration rapide (+11% /2022 et +21% /2019).



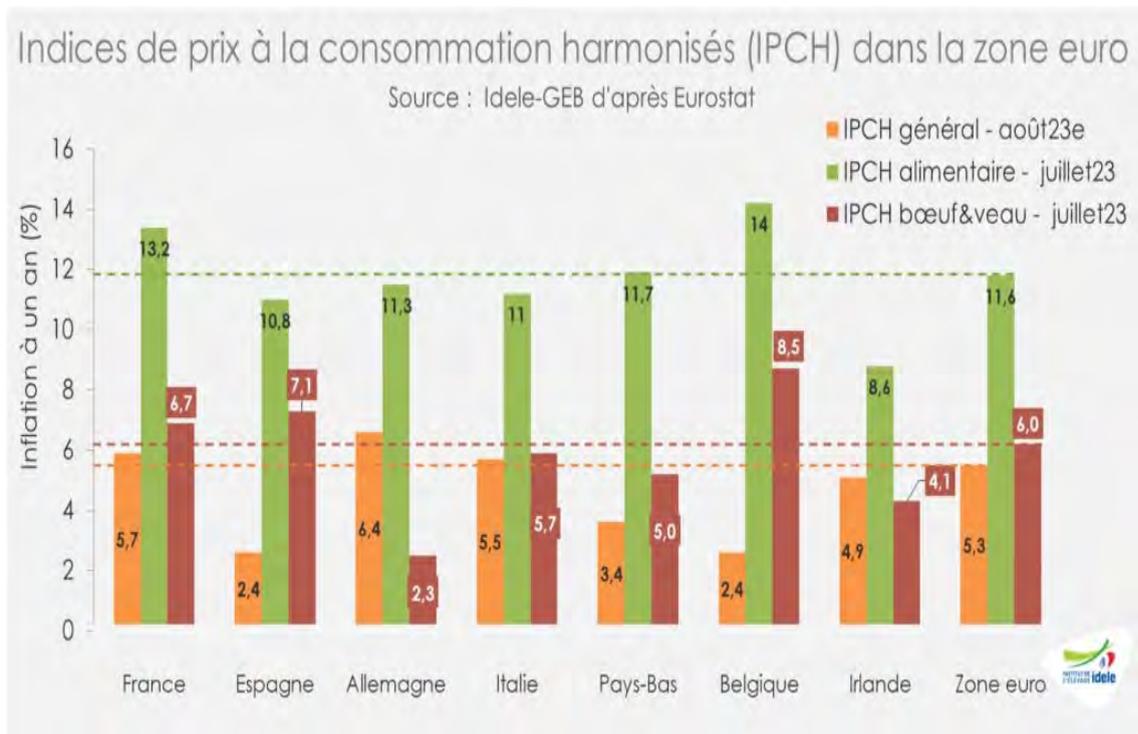
En **juillet 2023**, les prix à la consommation en restauration ont poursuivi leur progression, mais à un rythme plus limité : +6% pour l'ensemble du secteur /juillet 2022, +11% dans les *fast-foods* et +6% dans les restaurants et cafés. Elle restait plus mesurée pour les cantines (+3%).

L'inflation alimentaire poursuit son ralentissement, mais reste élevée

Après une pause de trois mois, le rythme de progression de l'indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est reparti à la hausse en **août 2023**, à +5,7% sur un an (contre +5,1% sur un an en juillet). Cette hausse est liée notamment au rebond du prix de l'énergie, car le ralentissement de la progression des prix sur un an se poursuivait pour l'ensemble des produits alimentaires (+11,6% /2022 contre +13,2% un mois auparavant) comme pour la viande bovine (+5,7% /2022 contre +6,7% un mois auparavant) ont suivi la même inflexion dans leur évolution.

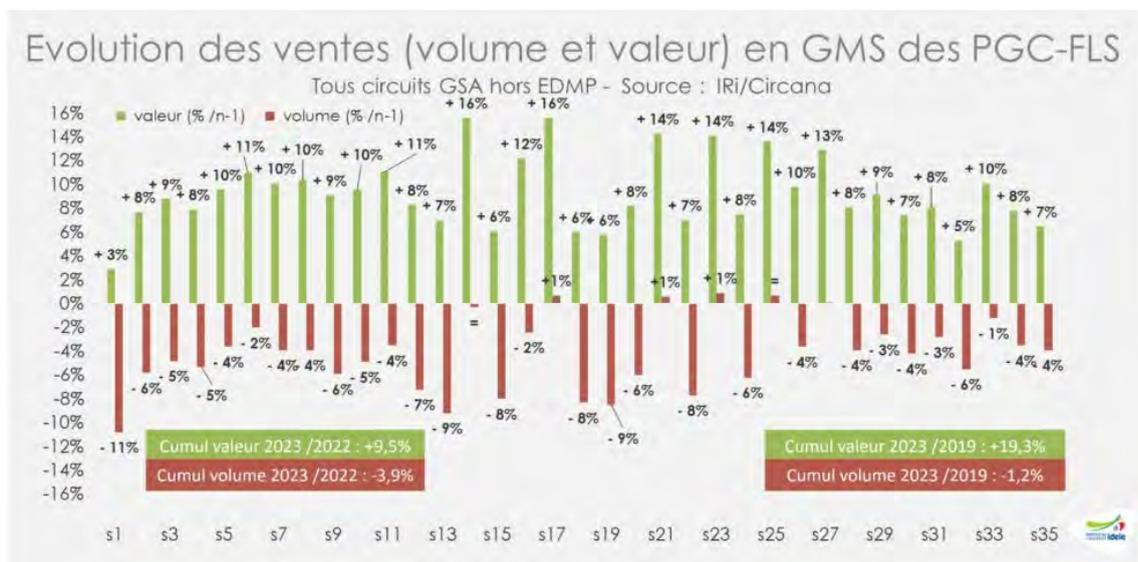


En août 2023, l'inflation générale sur un an en France restait légèrement supérieure à la moyenne de la zone euro (+5,3% /2022). Plus tardive qu'ailleurs en Europe, la progression de l'inflation sur les produits alimentaires en France restait forte pour l'ensemble de la zone en juillet dernier (+13,2% /2022 en France contre +11,6% dans la zone euro). La différence était moins marquée pour la progression des prix sur le bœuf et le veau (+6,7% /2022 en France contre +6,0% dans la zone euro). Il s'agit probablement d'un effet de rattrapage alors que l'inflation avait été initialement plus faible en France.

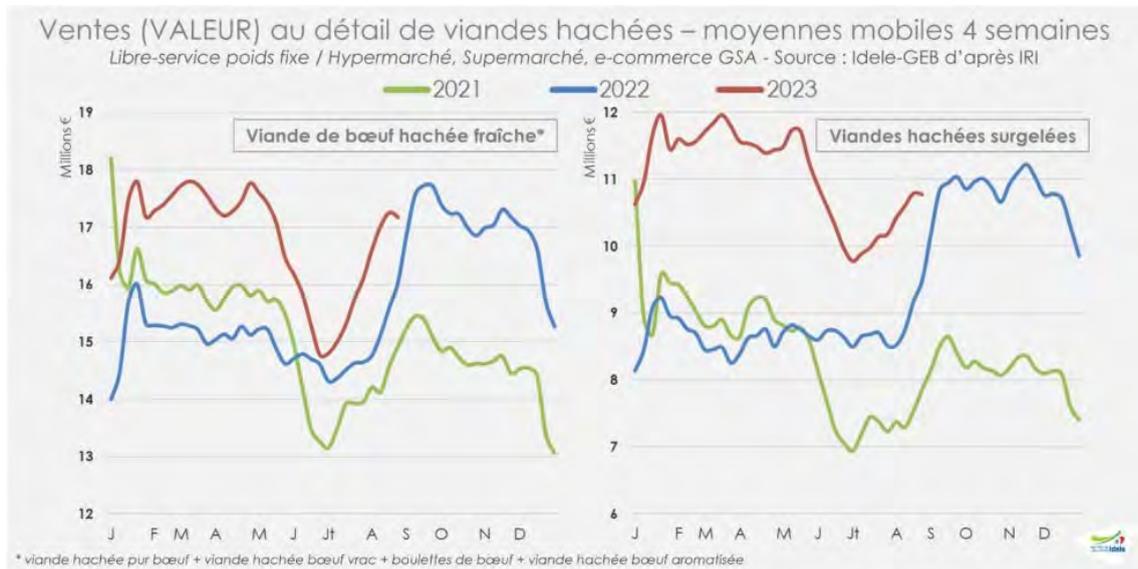


L'inflation continue de peser sur les ventes en volume au détail

Depuis le début de l'année (s1 à s35), d'après Circana, l'inflation participe à la hausse des ventes au détail des produits de grande consommation et de frais libre-service (PGC-FLS) en valeur (+10% /2022). Mais elle entraîne une baisse des volumes achetés sur la même période (-5%). Les volumes commercialisés sont même inférieurs par rapport à l'avant pandémie (-1%).



Depuis le début de l'année, l'inflation participait au soutien des ventes en valeur au détail de viande hachée. En cumul (semaines 1 à 34), elles restaient en hausse pour le bœuf haché frais (+11% /2021 et 2022) et surtout pour la viande hachée surgelée (+26% /2022 et +33% /2021).



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Hausse saisonnière des cours en Italie

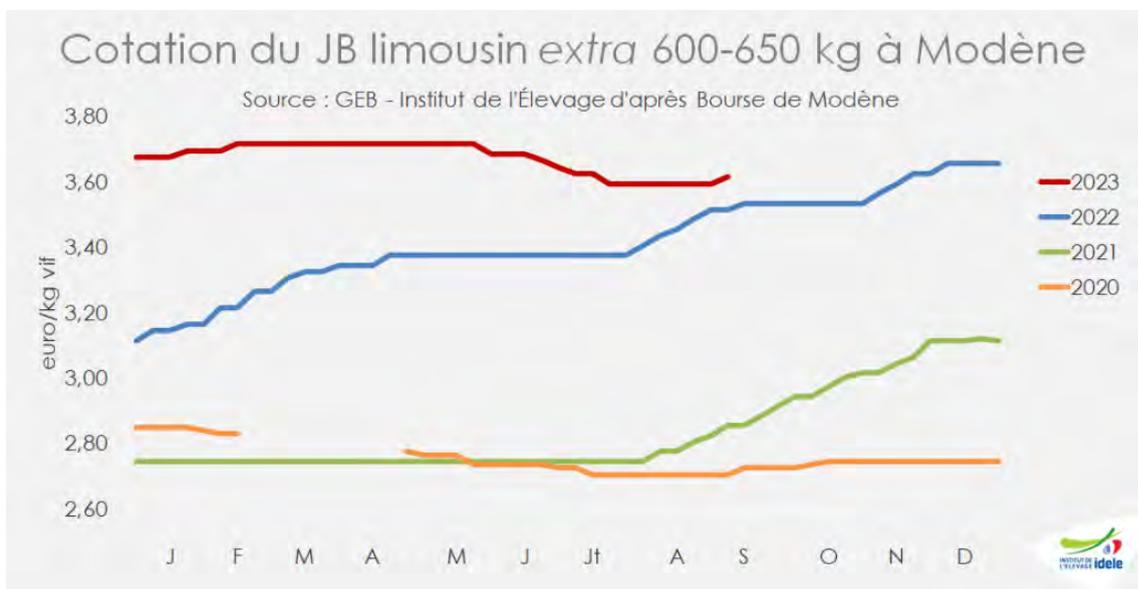
Dernière révision le 19 septembre 2023

Alors que les cours remontent en Italie grâce à un meilleur équilibre offre-demande, les prix patinent toujours en Pologne, Allemagne et Espagne. La baisse des températures devrait toutefois relancer la demande.

ITALIE : remontée saisonnière des cours

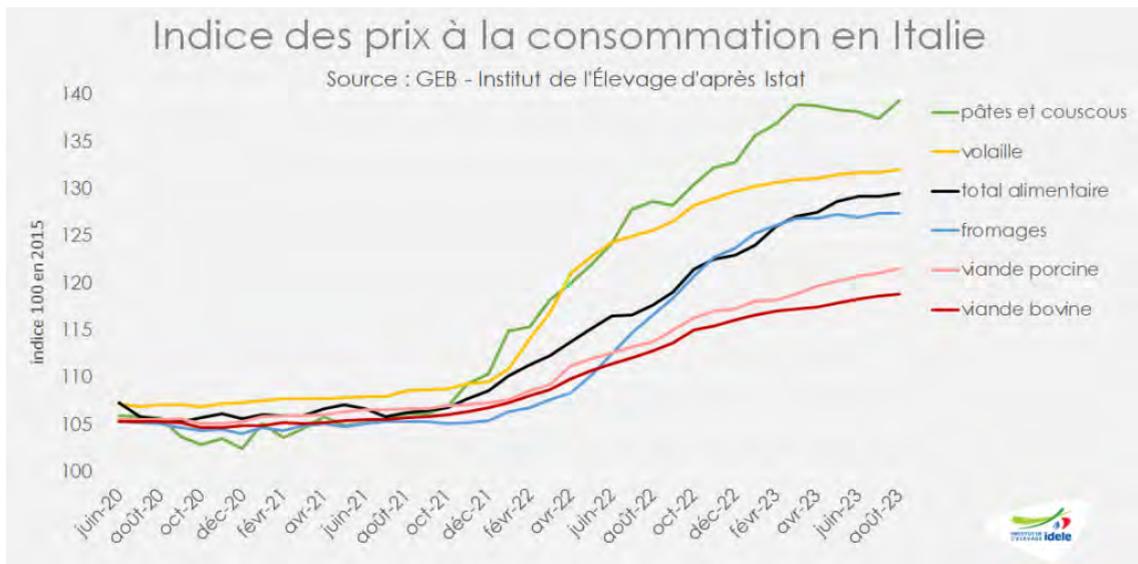
En Italie, les sorties de jeunes bovins restent très limitées alors que la demande se réactive après avoir été atone durant l'été. Les prix ont donc enclenché leur hausse saisonnière.

Sur la bourse de Modène, la cotation du mâle charolais fini extra a regagné +6 centimes en 2 semaines, à 3,47 €/kg vif le 11 septembre (+1% /2022 et +26% /2021) et celle du Charolais « prima qualité » +8 centimes à 3,38 €/kg vif (+1% /2022 et +27% /2021). Le mâle limousin, dont la cotation est beaucoup moins volatile, a regagné +2 centimes à 3,67 €/kg vif (+3% /2022 et +27% /2021). Les cotations des femelles restent stables, à 3,66 €/kg vif pour la Limousine (+3% /2022 et +26% /2021) et 3,38 €/kg pour la Charolaise (+1% /2022 et +23% /2021).



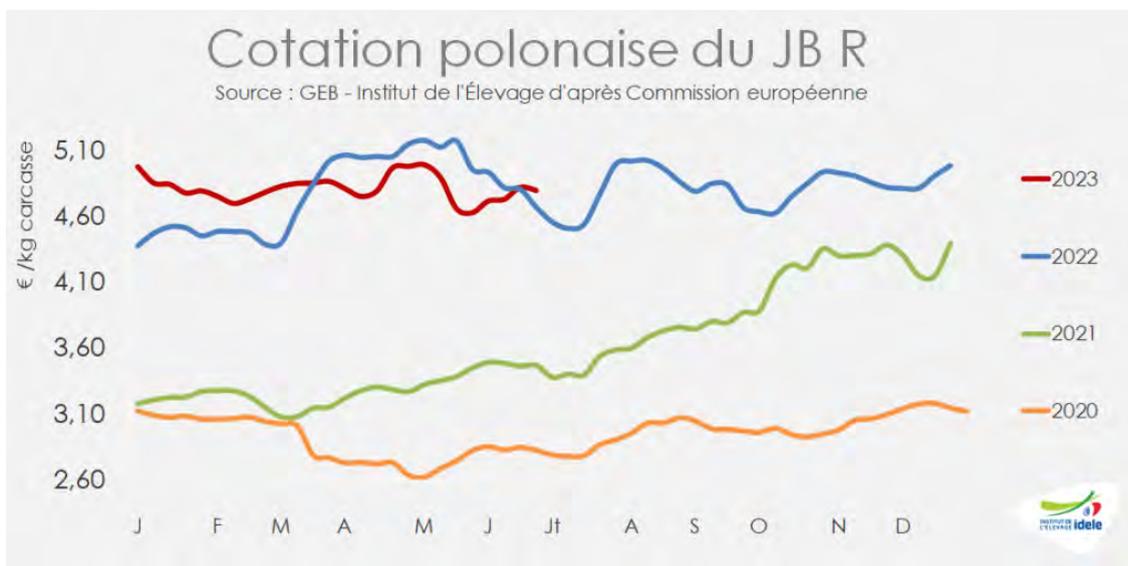
Les achats de viande bovine par les ménages étaient en légère baisse au 1^{er} semestre d'après le panel Ismea-Nielsen (-2,4% /2022). Mais on assiste à une descente en gamme des achats, avec une baisse plus forte pour le segment démarqué de la génisse ou *scottona* (-7% /2022) que pour la viande de bovin adulte qui inclut le JB mâles (-1,6%). La baisse des achats sur le veau était quant à elle de -2,5%. Dans un contexte de pouvoir d'achat réduit, la demande pour la viande de génisse (qui représente 10% des achats de viande bovine, contre 57% pour le bovin adulte et 33% pour le veau) semble arriver à saturation.

L'inflation générale sur un an a poursuivi son lent repli pendant l'été selon Istat (à +5,5% en août contre +5,9% en juillet et 6,4% en juin). Les produits alimentaires restent toutefois particulièrement concernés par la hausse des prix (toujours +10,0% en août /2022). L'inflation sur 1 an restait modérée pour la viande bovine (+5,3%) au regard d'autres produits comme les fromages (+9,3%), les œufs (+10,4%) ou les pâtes et semoules (+8,2%). L'inflation sur un an pour les autres viandes a également ralenti (+6,9% sur la viande de porc et +5,2% sur la volaille dont le prix avait très fortement augmenté au printemps 2022).

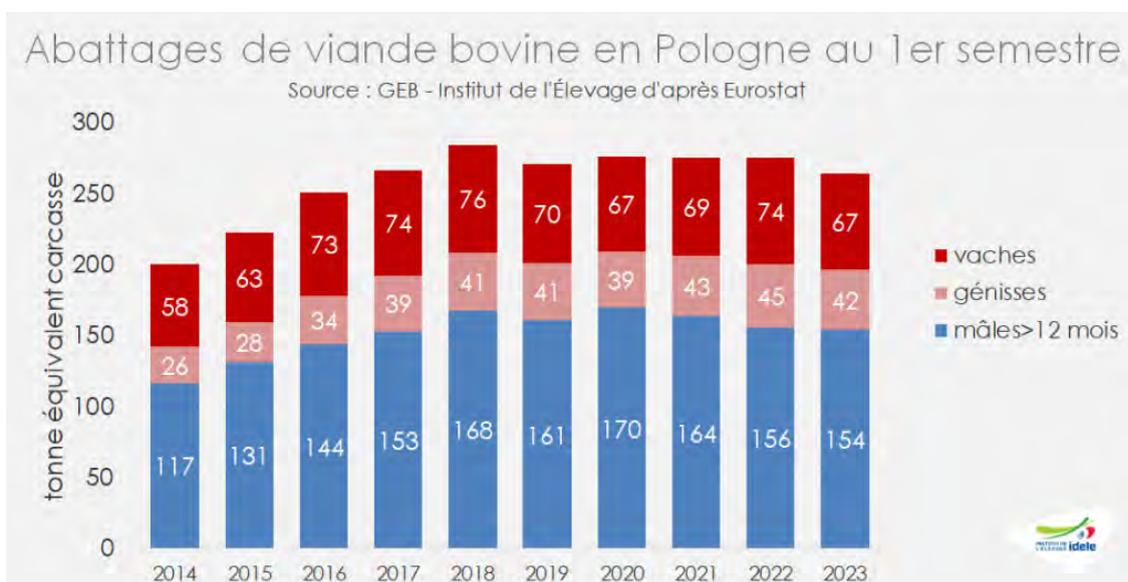


POLOGNE : des prix sous pression malgré une production en recul

Les **cotations** des jeunes bovins polonais sont remontées cet été de façon continue jusqu'en semaine 35 avant de replonger en semaine 36 sous le poids du taux de change, à 4,54 €/kg de carcasse pour le JB R (-5% /2022 et +21% /2021) et 4,41 €/kg pour le JB O (-5% /2022 et +21% /2021).



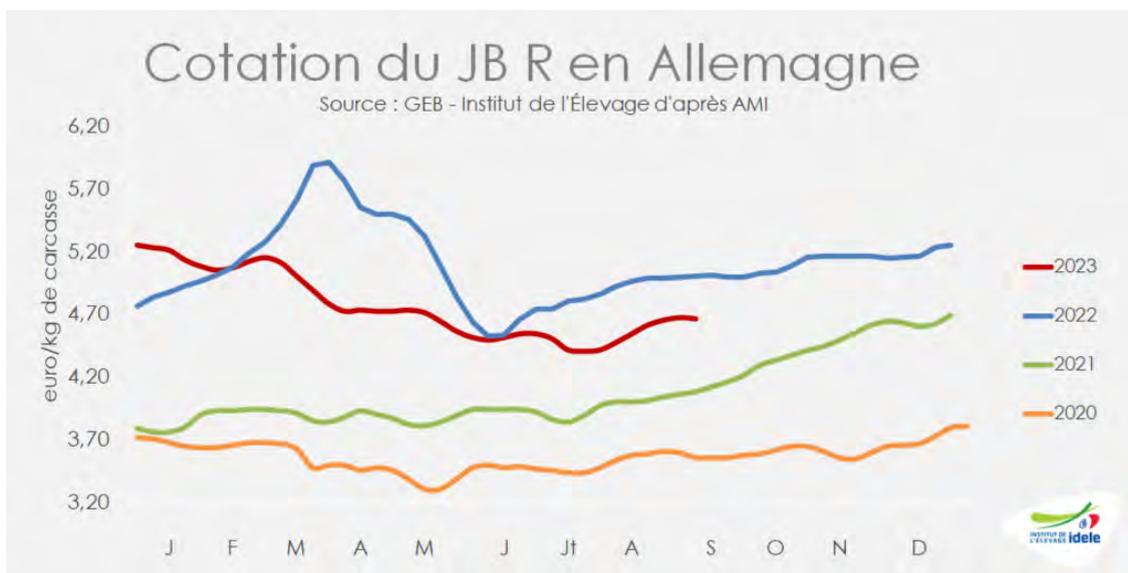
La **production de viande bovine** en Pologne sur le 1^{er} semestre a totalisé 265 000 téc, un niveau inférieur de -4% à celui des 3 années précédentes. Les abattages de taurillons étaient en retrait à 154 000 téc (-1% /2022 et -6% /2021), de même que ceux de génisses à 42 000 téc (-6% /2022 et -1%/2021). Ceux de vaches sont retombés à 67 000 téc (-10% /2022 et -3% /2021). Après plusieurs années de croissance, la production polonaise plafonne, faute de veaux à engraisser.



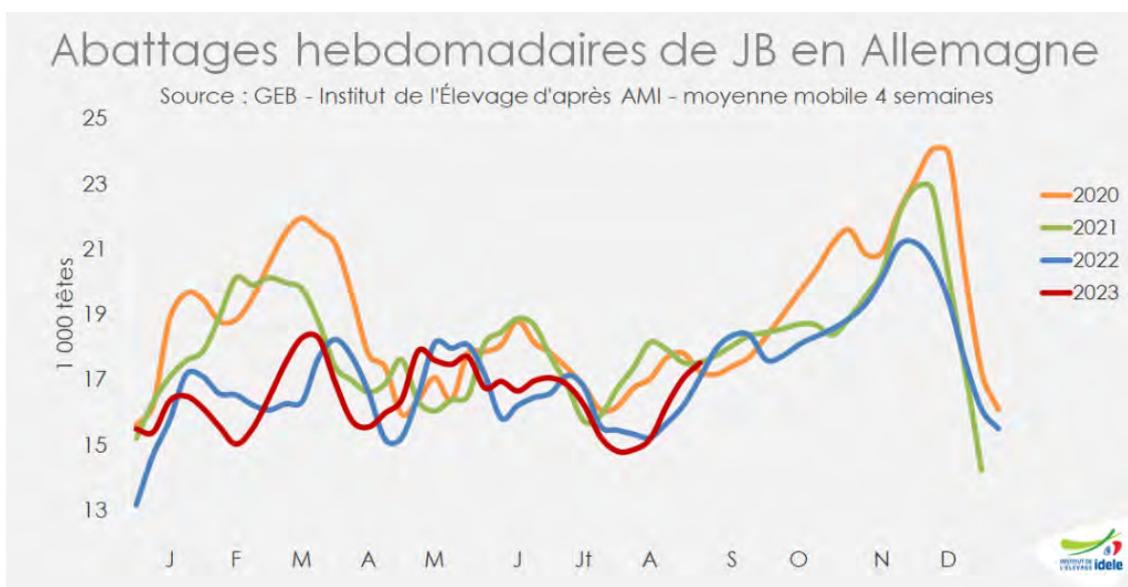
ALLEMAGNE : demande très calme

En **Allemagne**, le marché du jeune bovin semble moins atone qu'au cœur de l'été, mais les prix ont encore du mal à remonter en raison de sorties légèrement plus importantes que les besoins des abatteurs. Toutefois, les experts d'AMI misent sur la baisse des températures actuelle pour réactiver la demande.

Les **cotations** des JB se situaient en semaine 36 à un niveau intermédiaire entre ceux de 2021 et 2022 (-7% /2022 et +14% /2021). Le JB U cotait 4,74 €/kg de carcasse, le JB R 4,66 €/kg et le JB O 4,42 €/kg éc.



Les **abattages** de jeunes bovins ont été légèrement plus élevés que l'an dernier ces dernières semaines (+3% /2022 sur les semaines 33 à 36). En cumul depuis le début de l'année, ils sont toutefois à leur niveau de 2022 et très inférieurs au niveau de 2021 (-7%).



Les **prévisions** d'AMI publiées début septembre annoncent une production totale de viande bovine en légère hausse sur l'ensemble de l'année en 2023 (+1,6% /2022), mais une consommation en baisse de plus de 5%. Pour équilibrer l'équation, les importations affichent une forte baisse (-12%) et les exportations une hausse (+3%). Le bilan se dégraderait encore en 2024 : -4% pour la consommation face à une production quasi stable, bridant les importations (-3% /2023) et augmentant le disponible exportable (+7%).

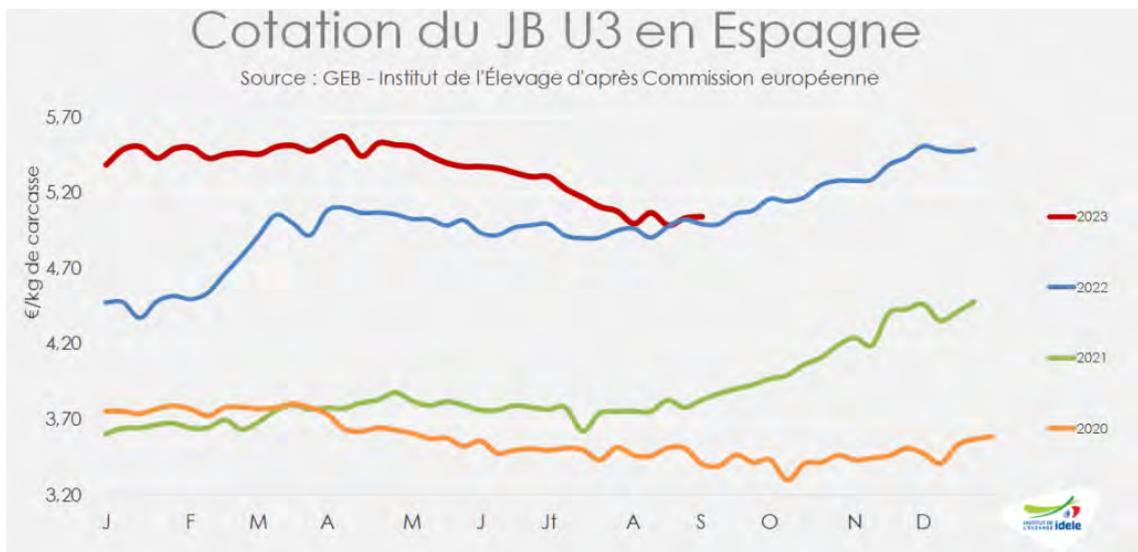
L'économie allemande, basée sur une industrie très gourmande en énergie, ne va pas bien. Dans ses prévisions de l'été, la Commission européenne annonce une récession en Allemagne pour l'année 2023 (-0,4% de PIB /2022). La perte de pouvoir d'achat liée à l'inflation a par ailleurs fortement affecté la **consommation** allemande. Et la viande bovine a été particulièrement touchée sur ce marché très sensible au prix. Sur les sept premiers mois de l'année, les **achats des ménages de viande bovine piécée ont chuté de -6,2% /2022** d'après le panel GFK, alors que les produits meilleur marché se maintenaient mieux (-0,3% pour les saucisses, et même +3,2% pour la viande hachée mélangée porc/bœuf).

ESPAGNE : l'afflux massif de touristes compense la demande nationale atone

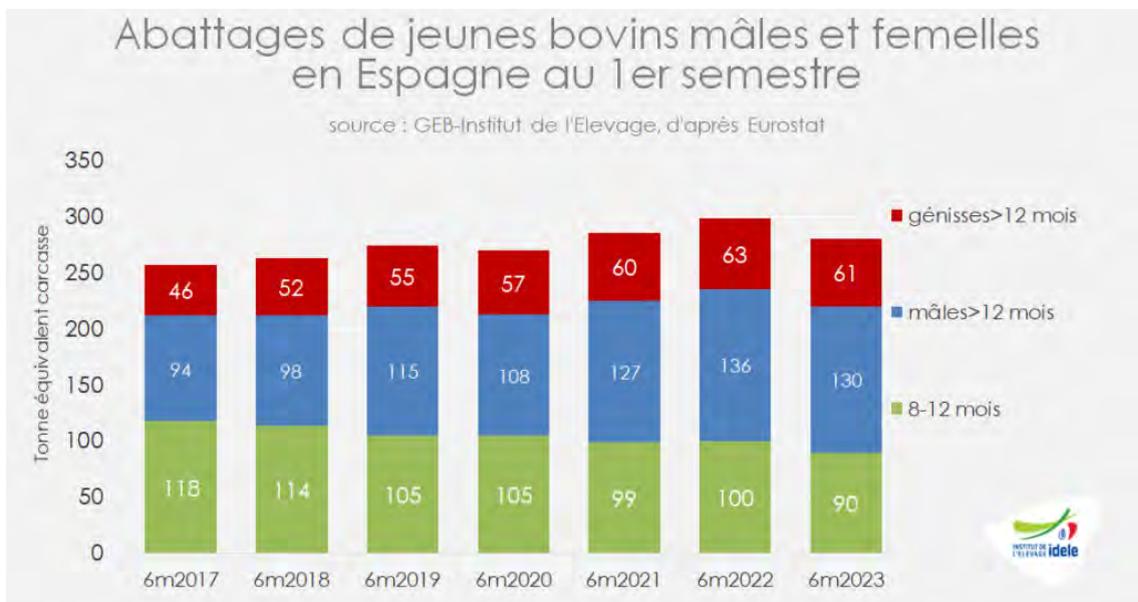
En **Espagne**, les très fortes chaleurs et la baisse du pouvoir d'achat ont réduit la demande. Le nombre record de touristes, notamment sur la côte et dans les îles, a toutefois permis de maintenir un peu de consommation.

Sur les marchés export, la viande espagnole est concurrencée par les origines Pologne et Allemagne, meilleur marché, ce qui a conduit à une forte pression sur les prix durant l'été. Avec le retour de températures favorables, des bateaux sont à nouveau prévus pour l'export en vif vers l'Afrique du Nord ce qui devrait redonner un peu d'air au marché, mais la problématique sanitaire pourrait venir entacher ces espoirs. La fièvre hémorragique du cerf ne pénalise pas pour le moment les envois en vif, mais la situation pourrait évoluer.

Les **prix** des JB sont restés orientés à la baisse durant l'été : ils sont retombés à leur niveau de 2022 et ont du mal à se redresser. La cotation du JB U a perdu 30 centimes en 2 mois pour tomber à 5,04 €/kg de carcasse en semaine 36 (+1% /2022 et +32% /2021). La cotation du JB R a perdu 20 centimes dans le même temps, à 5,04 €/kg (+3% /2022 et +33% /2021).



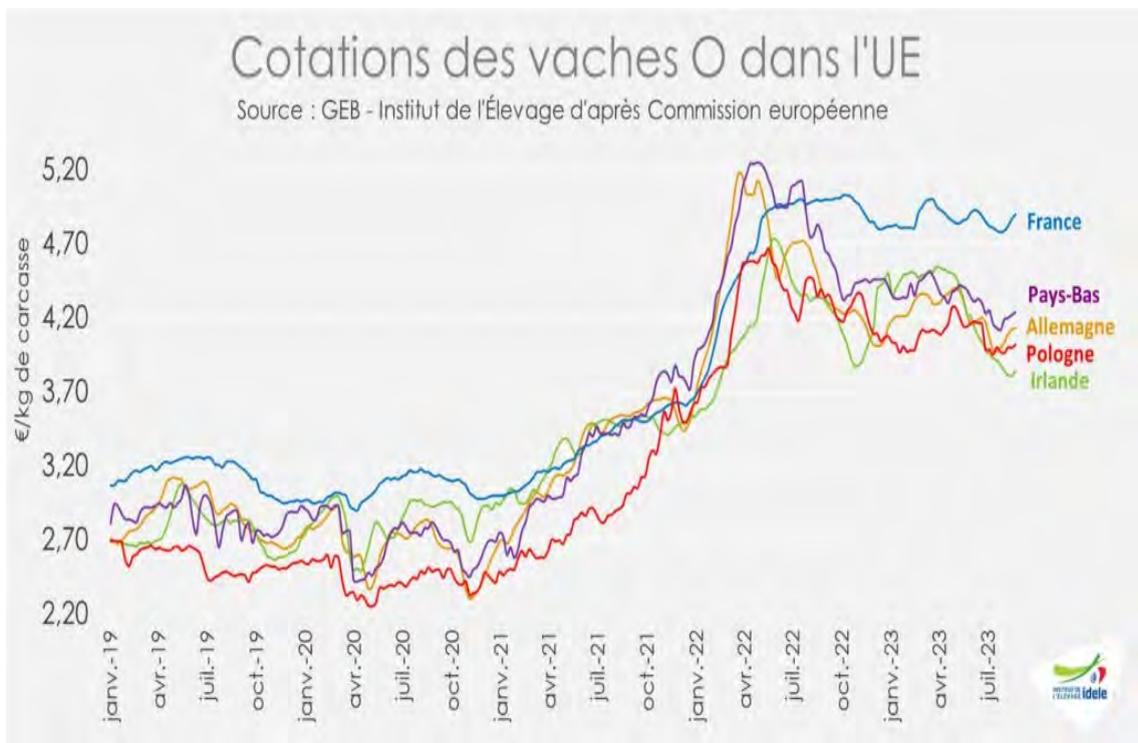
Après plusieurs années de hausse, **la production espagnole marque le pas**. Sur le 1^{er} semestre, les abattages de jeunes bovins mâles et femelles sont retombés à 281 000 téc (-6% /2022 et -2% /2021), dont 130 000 téc issues de mâles de 1 à 2 ans (-4% / 2022 ; +3% /2021), 90 000 téc de bovins de 8-12 mois (-10% /2022 et -9% /2021) et 61 000 téc de génisses (-4% /2022 et = /2021).



Viandes bovines » Femelles » Europe » Léger mieux sur les cours

Dernière révision le 19 septembre 2023

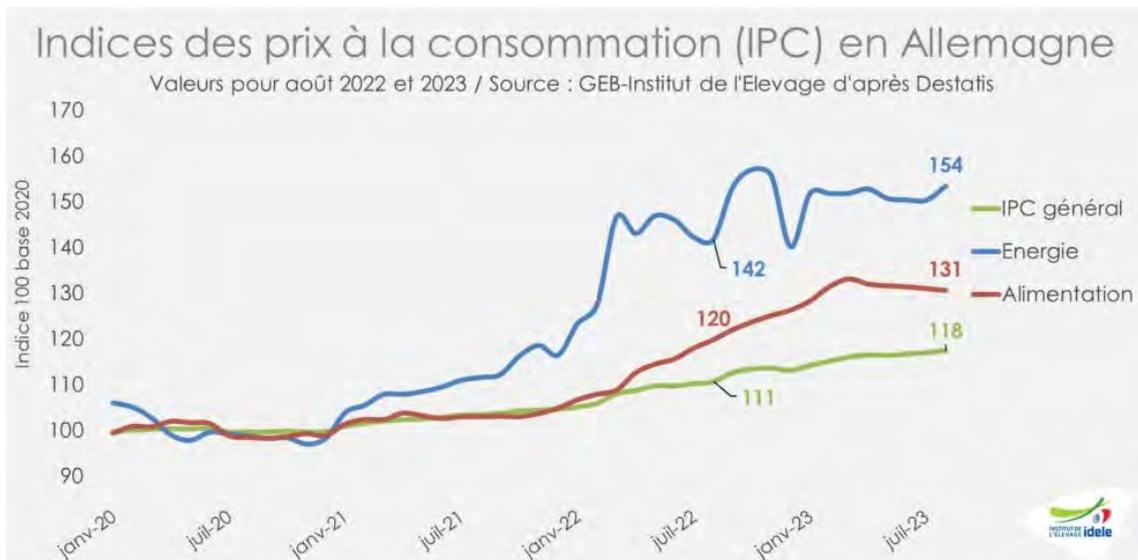
Les abattages de vaches de réforme restent limités dans une large majorité des États membres de l'UE-27 alors que la demande est restée atone durant l'été. L'inflation connaît une légère détente et la météo désormais moins chaude devrait relancer la demande. Après leur baisse de l'été, les cours sont désormais orientés à la hausse.



ALLEMAGNE : l'inflation alimentaire recule, les cours frémissent

En **Allemagne**, l'inflation alimentaire a poursuivi son ralentissement bien qu'elle demeure assez forte et pèse toujours sur le marché. Depuis plusieurs mois maintenant, l'offre peu abondante en réformes continue de rencontrer une demande limitée outre-Rhin.

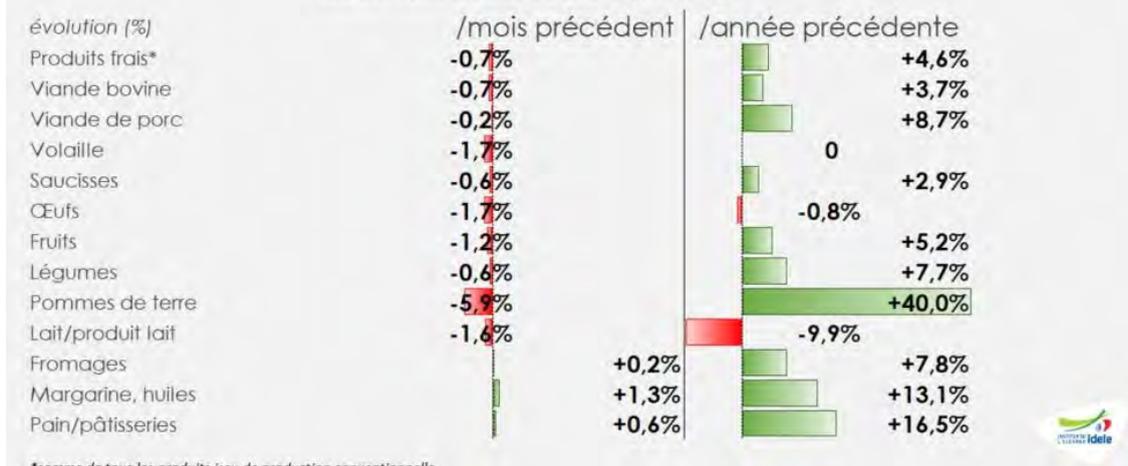
Selon l'Office fédéral de la statistique (Destatis), la hausse des prix sur un an des denrées alimentaires restait supérieure à l'**inflation** générale en **août 2023**. L'inflation alimentaire était de +9% /août 2022 alors que le taux d'inflation générale sur un an était de +6% et le celui de l'énergie était de +8%. L'inflation alimentaire poursuit cependant son recul : de +14% en juin à +11% en juillet 2023.



L'inflation sur un an (par rapport à un niveau de prix 2022 élevé) pour les produits frais a poursuivi sa détente (+5% sur un an). La hausse restait particulièrement forte pour les pains et pâtisseries (+20% /août 2022) ou les pommes de terre (+40%) alors qu'à l'opposé, les prix du lait et des produits laitiers étaient orientés à la baisse (-10%). L'inflation sur les viandes se situait à un niveau intermédiaire. Elle n'était plus que de +4% sur un an pour la viande bovine.

Evolution des prix à la consommation des produits alimentaires frais en Allemagne en août 2023

source : AMI, d'après Verbrauchpreisspiegel



Malgré le ralentissement de l'inflation constaté, les prix plus élevés pèsent sur la consommation des ménages. En cumul **de janvier à juillet 2023**, les achats de viandes par les ménages ont reculé en volume (-1,6% /2022), la baisse étant plus marquée pour les viandes bovine et porcine. La viande bovine piécée, plus chère et majoritairement issue de JB, restait affectée par une baisse marquée (-6% /2022 en volume). La baisse était de la même ampleur pour la viande de porc. Dans le même temps, on assiste à une descente en gamme dans la consommation de viande. La demande des consommateurs s'est reportée vers les saucisses et la volaille dont les achats sont restés relativement stables et surtout vers la viande hachée mélangée (+3%) alors que les prix de ces produits étaient concernés par des hausses marquées (respectivement +8%, +12% et +7%).

Achats de viandes, saucisses et volaille par les ménages allemands de janvier à juillet 2023

source : AMI, d'après GfK-Haushaltspanel

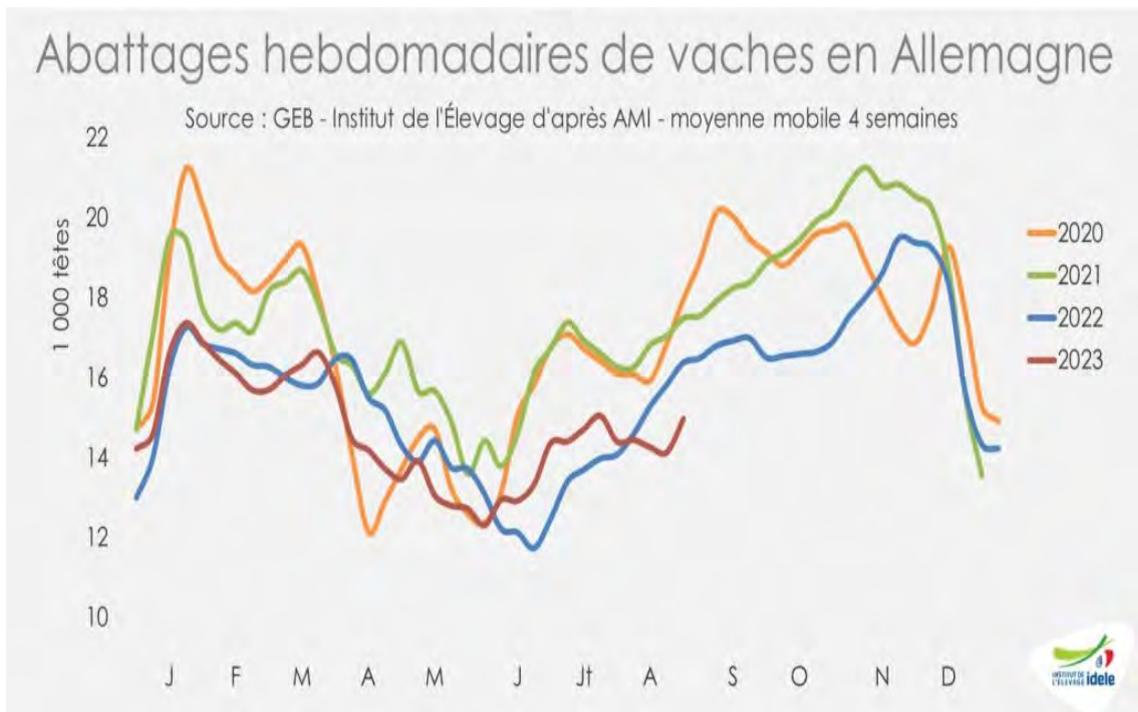


Et depuis le début de l'année, les performances du secteur allemand de la restauration restent fragiles. En **juin 2023**, le chiffre d'affaires de la restauration restait équivalent au niveau de 2022 et dépassait légèrement le niveau d'avant pandémie (+8% /2019 et = /2022) alors que l'inflation restait soutenue dans le secteur.

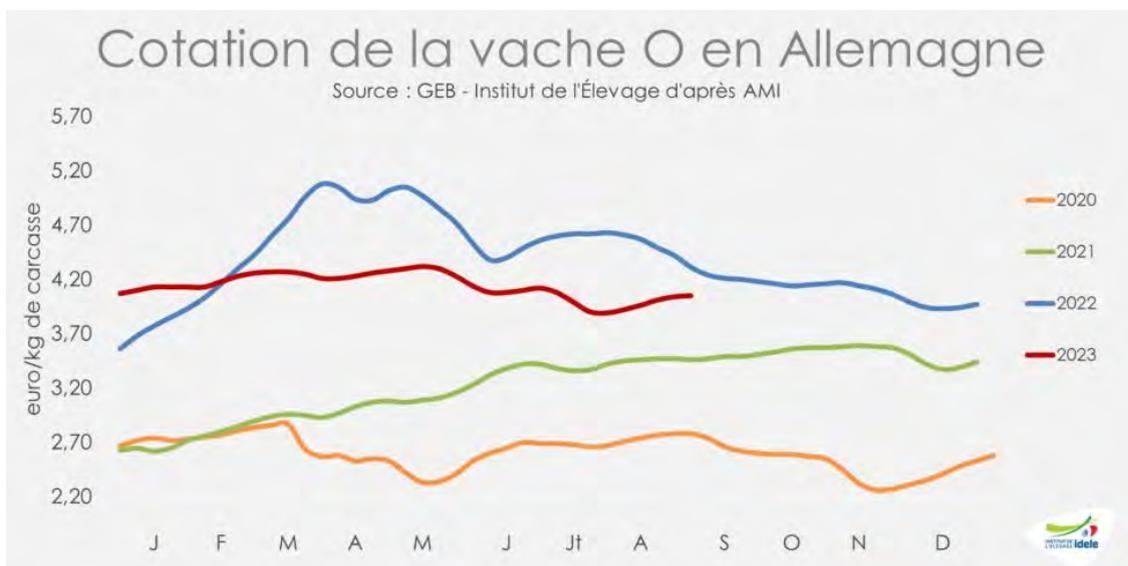


D'après AMI, la consommation de viande bovine en Allemagne devrait diminuer en 2023 et en 2024. Ainsi sur le premier semestre 2023, les importations de viande bovine ont nettement reculé (-8% /2022).

Peu de changement ont affecté le marché de la viande bovine. En effet, l'offre en vaches de réforme demeure limitée. Sur les quatre dernières semaines connues, les abattages de vaches étaient en deçà des années précédentes (semaines 32 à 35 : -9% /2022 et -14% /2021). Et depuis le début de l'année, la baisse des abattages de réformes restait en deçà du faible niveau de 2022 (-1% /2022 et -12% /2021).



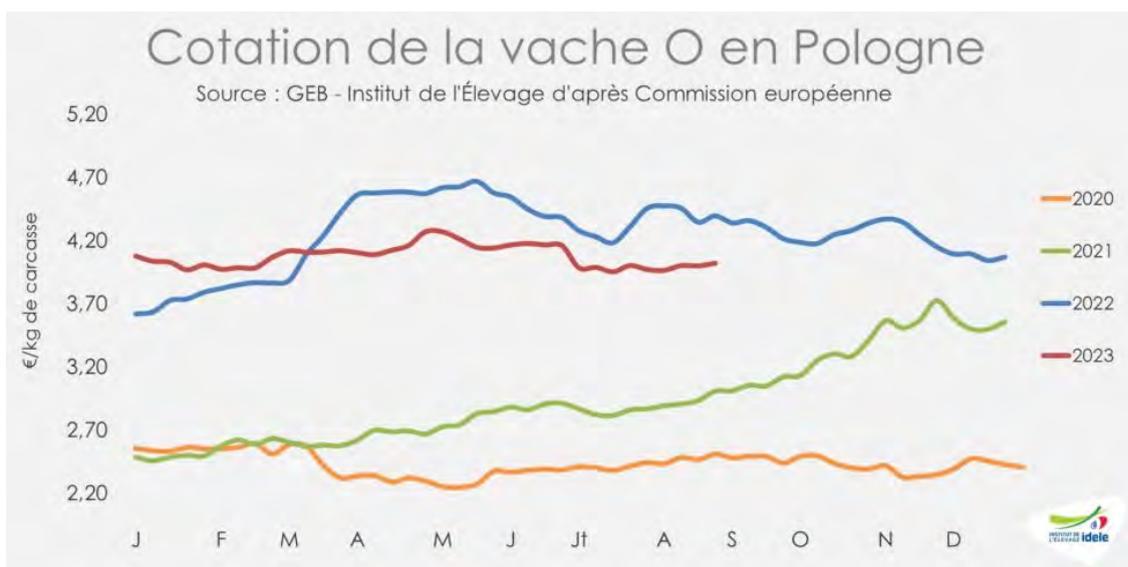
Cette offre limitée a rencontré une faible demande pour la viande de réforme au cœur de l'été. Après une baisse jusqu'à la mi-juillet, les cours ont commencé à se redresser. La cotation de la vache O a repris +13 centimes en un mois (+3%), à 4,05 €/kgéc en semaine 35 (-6% /2022, mais +17% /2021).



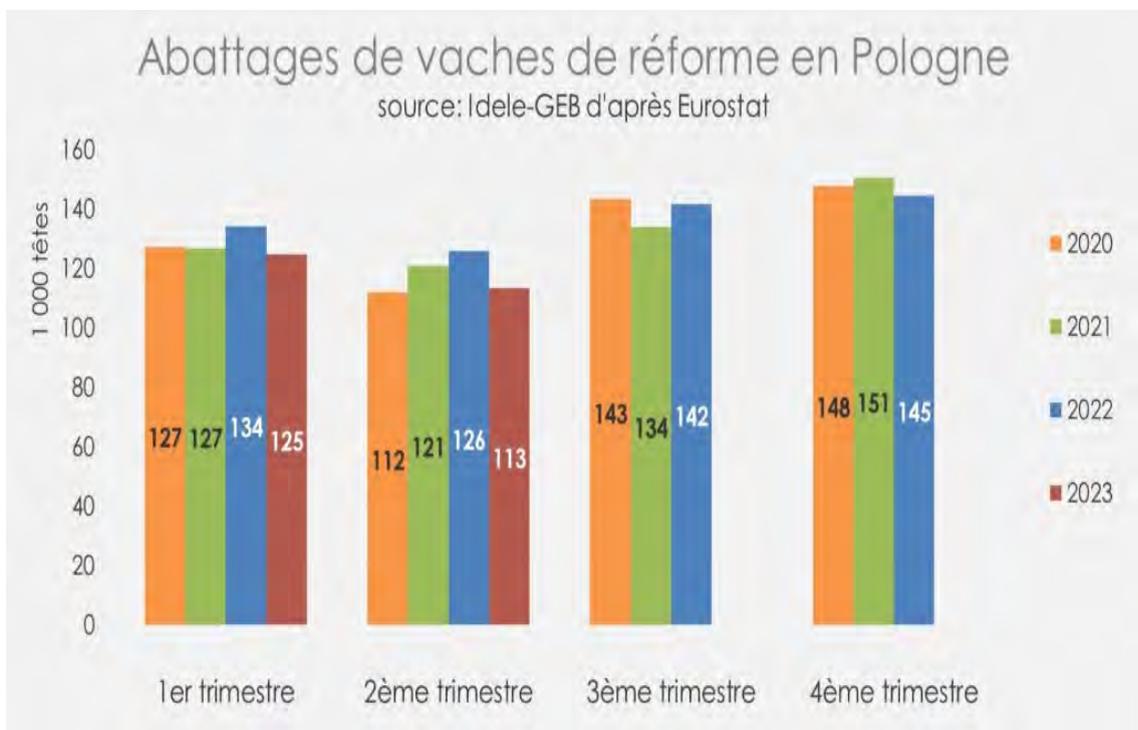
D'après AMI, de nombreux opérateurs s'attendent à ce que l'activité reprenne avec la baisse des températures. Dans le même temps, une offre moindre est attendue dans les semaines à venir, ce qui pourrait favoriser la poursuite de la hausse.

POLOGNE : frémissement des cours

En **Pologne**, le marché européen plutôt atone a limité la demande en viande de réforme et ce alors même que l'offre européenne restait toujours plutôt limitée. Les cours sont ainsi stables depuis plusieurs semaines. Mais depuis trois semaines, les cotations sont légèrement orientées à la hausse. En semaine 35, le cours de la vache O atteignait 4,02 €/kg de carcasse (-9% /2022, mais +34% /2021), soit une hausse de +5 centimes en un mois (+1%).

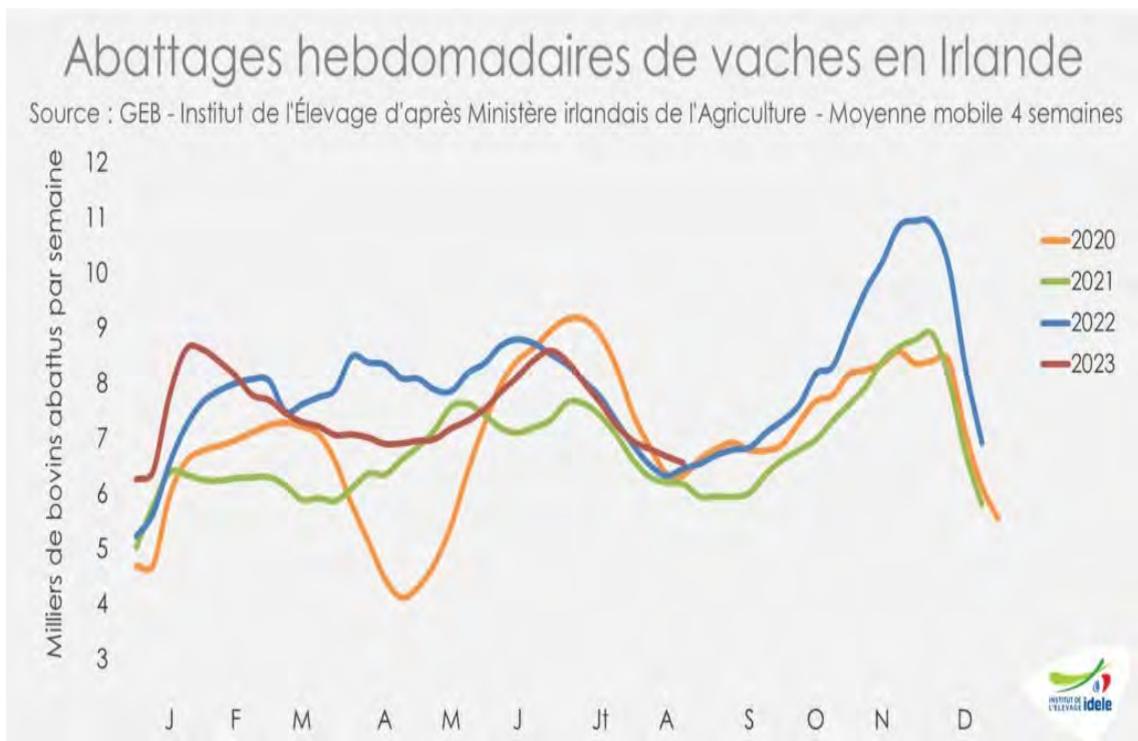


Et à l'instar du reste de l'Europe, l'offre en réformes a été plutôt réduite depuis le début de l'année. Sur le **premier semestre 2023**, les abattages de réformes en Pologne étaient en retrait par rapport aux années précédentes (-8% /2022 et -4% /2021).

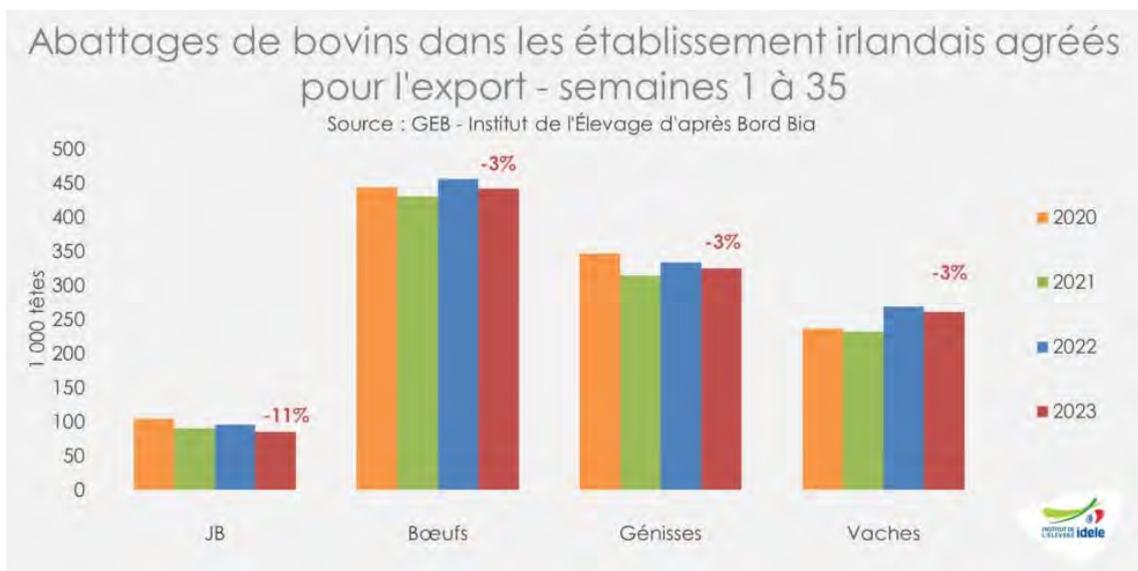


IRLANDE : fin de baisse des cours

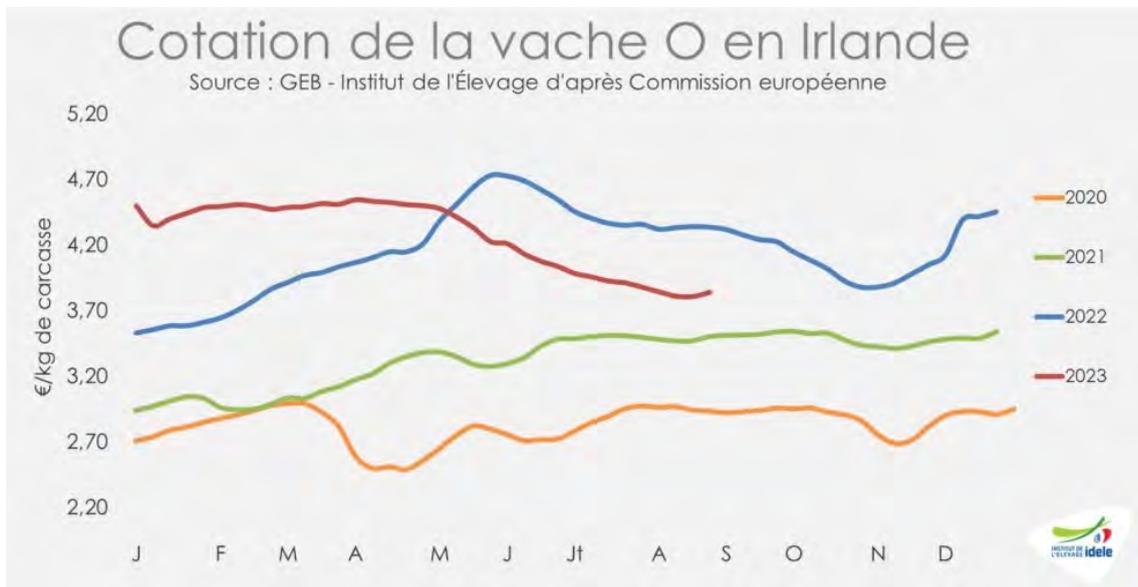
En **Irlande**, les disponibilités en vaches de réforme comme en jeunes bovins ont reculé, notamment en raison des bonnes conditions de pâturage estivales. Les niveaux d'abattage restaient cependant un peu plus soutenus que lors des années précédentes entre les semaines 32 à 35 (+2% /2022 et +6% /2021) d'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais.



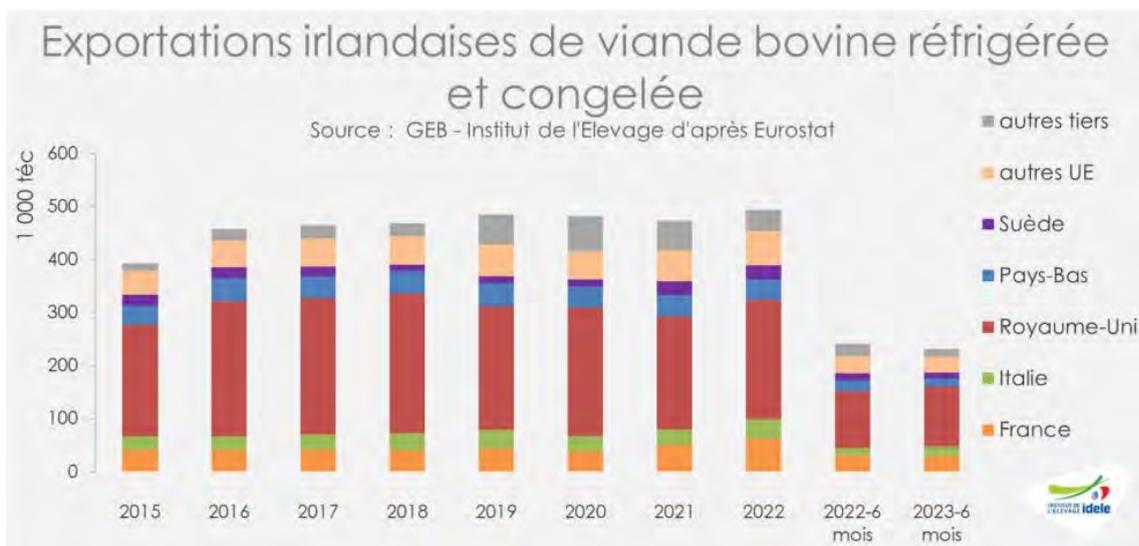
Mais depuis le début de l'année (cumul sur les semaines 1 à 35), les abattages irlandais étaient en retrait pour les vaches (-3% /2022) ainsi que pour toutes les autres catégories : JB (-11%), bœufs et génisses (-3% chacun).



D'après Bord Bia, malgré l'offre relativement contenue et des poids carcasse moyens plus faibles, la baisse de consommation sur les marchés clients de l'Irlande a pesé depuis la fin du printemps et tout au long de l'été. Désormais cependant, l'offre et la demande semblent équilibrées. Après plusieurs semaines, les cotations des réformes se sont stabilisées. En semaine 35, le cours de la vache O atteignait 3,84 €/kg de carcasse, niveau intermédiaire entre ceux des deux dernières années (-11% /2022, mais +10% /2021). La tendance est la même pour le bœuf R3, à 4,62 €/kg (-3% /2022 et +24% /2021) et pour la génisse R3, à 4,63 €/kg (-3% /2022 et +23% /2021).



En cumul sur le **premier semestre 2023**, les **exports** irlandais de viande bovine étaient en léger retrait sur un an à plus de 258 000 téc (-3% /2022, mais +6% /2021). Ils étaient cependant en hausse vers l'Italie (+13%) ou le Royaume-Uni (+5%), pas vers la France (-1%).

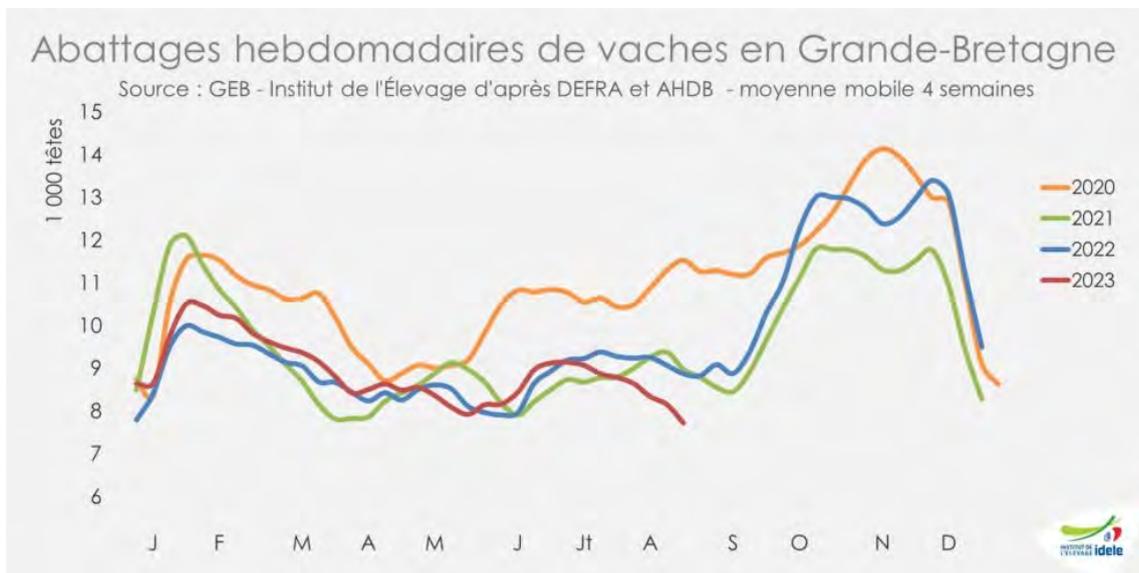


Le manque d'offre actuelle au Royaume-Uni (cf. ci-dessous) pourrait soutenir à court terme les cotations et exportations irlandaises d'après AHDB notamment.

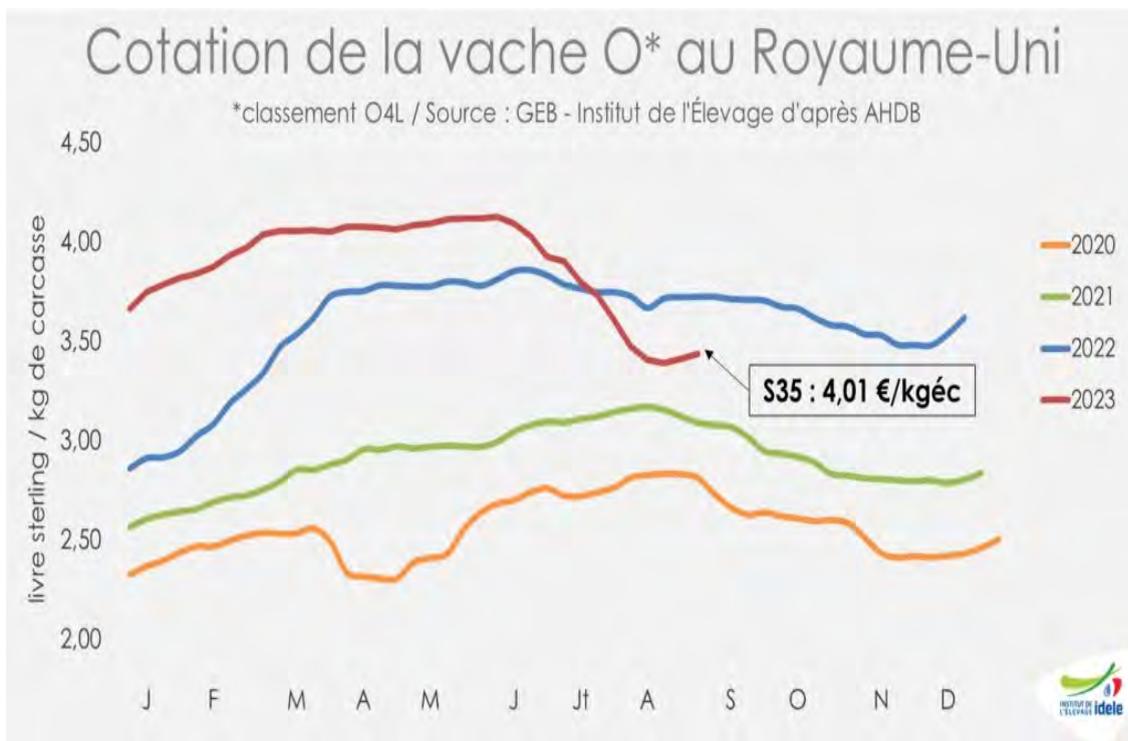
A moyen terme, la production bovine irlandaise pourrait être affectée par la fin de la dérogation sur l'application de la directive nitrates. Certes, la directive de l'UE prévoit une dérogation à l'utilisation d'un maximum de 170 kg d'azote organique par hectare, mais celle-ci est limitée dans le temps. À l'heure actuelle, la dérogation de l'Irlande autorise l'utilisation d'un maximum de 250 kg par hectare. La Commission européenne a récemment confirmé que cette dérogation doit expirer le 1^{er} janvier 2026. Mais les effets sur la production bovine pourraient être plus rapides, la limite de dérogation devant être réduite à 220 kg/ha le 1^{er} janvier 2024 dans certaines zones où les résultats sur la qualité de l'eau n'ont pas montré d'amélioration suffisante.

ROYAUME-UNI : offre toujours plus limitée, redressement sensible des cours

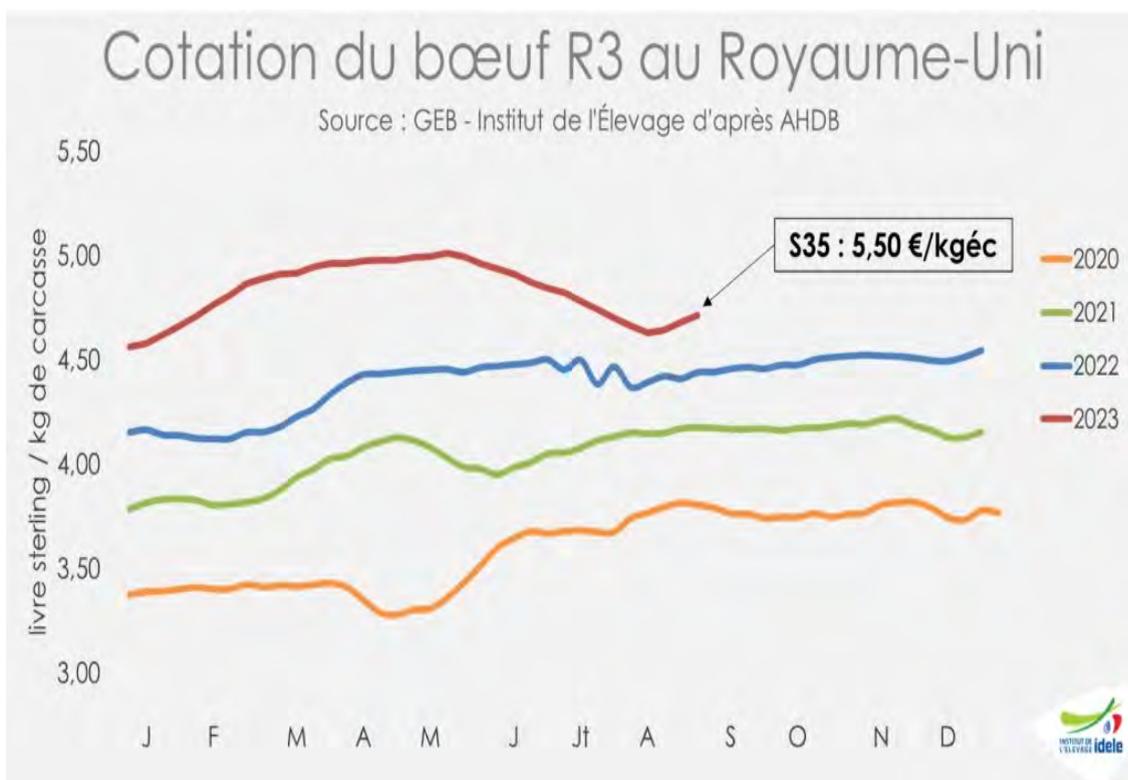
Au **Royaume-Uni**, les abattages de bovins ont à nouveau marqué le pas durant l'été. D'après l'indicateur d'AHDB, ils étaient en net recul (-4% /2022 et -5% /2021) sur les semaines 32 à 35. La tendance était plus marquée pour les vaches (-13% /2022 et -14% /2021).



Alors que les cours des réformes avaient entamé une baisse dès le mois de juin et jusqu'en août, passant sous le niveau historique de 2022, l'offre limitée participe désormais à leur stabilisation. Ils connaissent même une hausse, certes limitée, depuis quelques semaines. En semaine 35, la cotation de la vache O atteignait 3,44 £/kg de carcasse (-8% /2022 et +11% /2021), soit 4,01 €/kg.



Les cotations des jeunes animaux (*prime cattle*) n'ont pas connu de baisse aussi forte et sont restées supérieures à celles des années précédentes. Le cours du bœuf R3 s'est redressé à 4,72 £/kg (+6% /2022 et +13% /2021), soit 5,50 €/kg.



Viandes bovines » Maigre »

La réouverture du marché algérien raffermi les prix

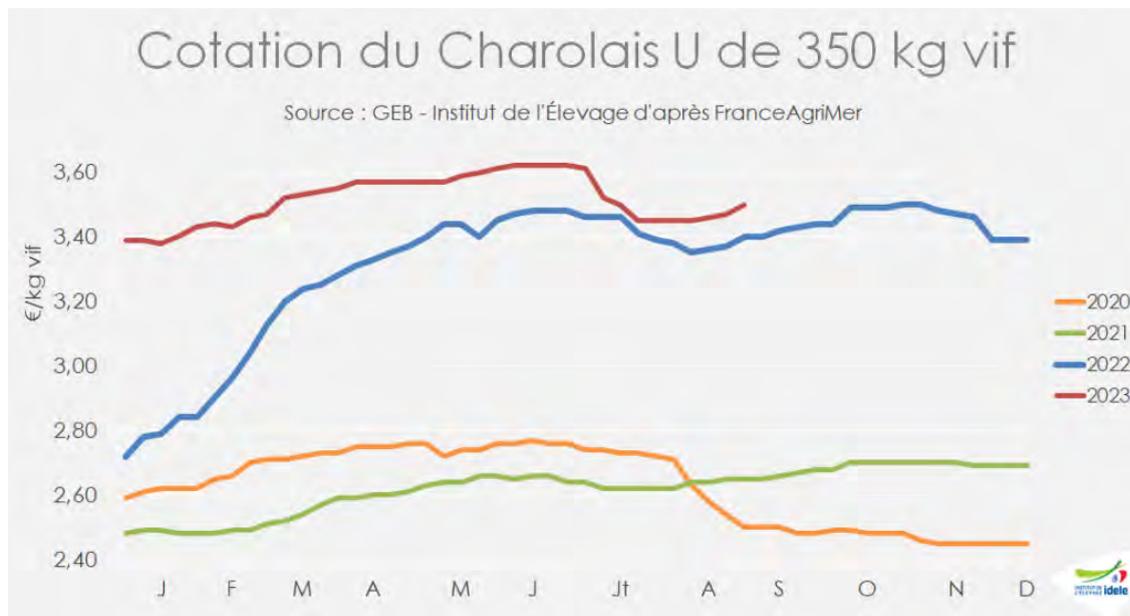
Dernière révision le 19 septembre 2023

Après une courte baisse saisonnière cet été, le prix des broutards s'est raffermi lors de la réouverture du marché algérien. Les exports du mois d'août vers l'Italie ont été plus ralentis que depuis le début de l'année, par la canicule qui a gêné le transport et limité la consommation italienne de viande et avec les effectifs de broutards toujours restreints en France. L'engraissement en France se maintient.

Remontée des prix après un creux saisonnier

Les cours des broutards ont subi une légère baisse saisonnière en juillet, du fait de la baisse de la demande italienne en viande durant les chaleurs estivales, ralentissant le rythme des sorties des ateliers d'engraissement. Puis ils se sont raffermis à l'approche du 1^{er} septembre, date de la réouverture du marché algérien aux imports de broutards. Les prix ont été soutenus par cette demande supplémentaire, la faiblesse des effectifs et les bonnes conditions herbagères dans la majorité des zones, qui n'imposaient pas de sorties précoces cette année.

Ainsi début septembre en semaine 36, **le cours du broutard charolais U de 350 kg vif** cotait 3,50 €/Kg vif, et avait repris 5 centimes en 4 semaines pour rester au-dessus de sa valeur de 2022 (+4% ou +10 cts) et de 2021 (+32%).



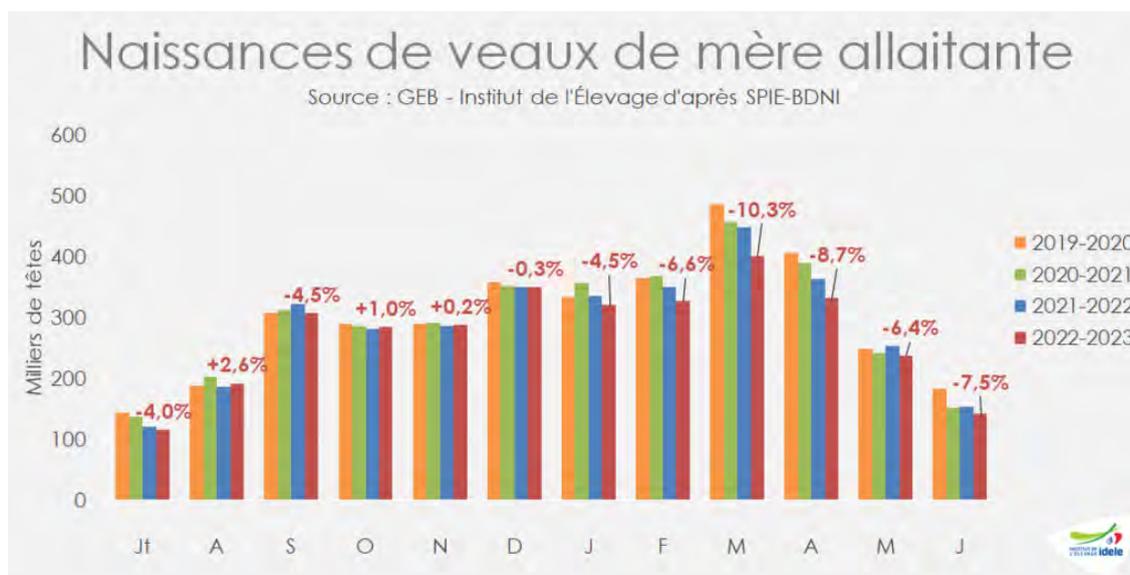
Le cours du Charolais U de 450 kg, plus rare à la fin de l'été, a également pris 7 centimes en 4 semaines, pour s'établir à 3,41 €/kg vif (+3% ou +11 cts /2022, +37% /2021). **Le Limousin E de 350 kg vif** s'est également apprécié de +5 centimes en 4 semaines pour atteindre 3,85 €/kg vif en semaine 36 (+12% ou +40 cts /2022, +32% /2021).

Enfin le prix des broutards mâles croisés R, plus légers de 300 kg vif, a un peu moins progressé (+2 centimes), s'établissant tout de même à 3,15 €/kg vif (+4% ou +13 cts /2022, +31% /2021).

En femelles, le prix de la Limousine E de 270 kg vif avait subi une correction de -10 centimes début août, les femelles étant un peu moins demandées en 2023, le marché de la viande de génisse arrivant à un palier en Italie. Il s'était ensuite stabilisé à 3,30 €/kg vif en semaine 36 (+5% ou +15 cts /2022, +17% /2021). De son côté, **le prix de la Charolaise U de 270 kg vif** a progressé après une chute printanière et a même rattrapé le niveau de prix de la Limousine E, pour atteindre 3,30 €/kg vif aussi (+4% ou +12 cts /2022, +24% /2021).

156 000 naissances allaitantes en moins durant la campagne 2022-23

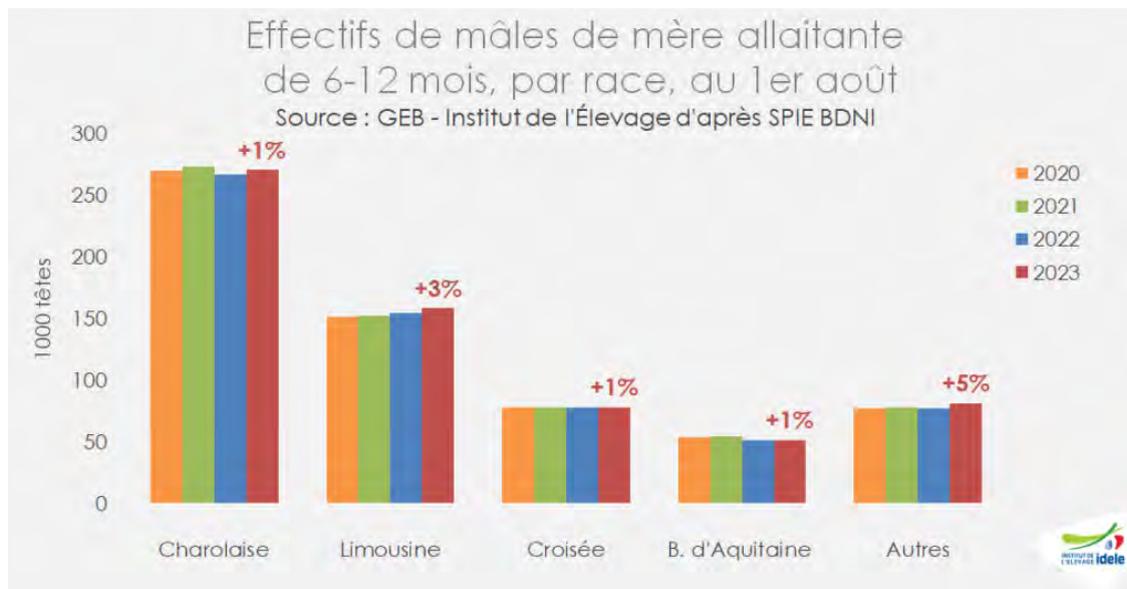
En juillet, les naissances de veaux de mère allaitante ont été presque stables d'une année sur l'autre (-0,7% /2022) d'après les données SPIE-BDNI, grâce aux vêlages des génisses. Cependant, sur l'ensemble de la **campagne juillet 2022-juin 2023**, les naissances ont fortement reculé pour la 2^{ème} campagne consécutive, de **-4,5% /2021-22 (-156 000 veaux)** et de -7,1% /2020-21, à seulement 3 299 000 veaux.



Au 1er août, le cheptel de vaches allaitantes se repliait un peu moins fortement (**-2,8%** ou -98 000 têtes /2022) avec 3 450 000 vaches présentes.

Des effectifs de broutards de 6-12 mois en hausse en août

Les effectifs de mâles allaitants de 6 à 12 mois sont plus étoffés pour le quatrième mois consécutif, de +2% /2022 à 639 000 têtes au 1^{er} août, grâce à une cohorte de naissances en recul de seulement -1,3%, sur la période août 2022-février 2023, et des mises à l'engraissement dynamiques en France.



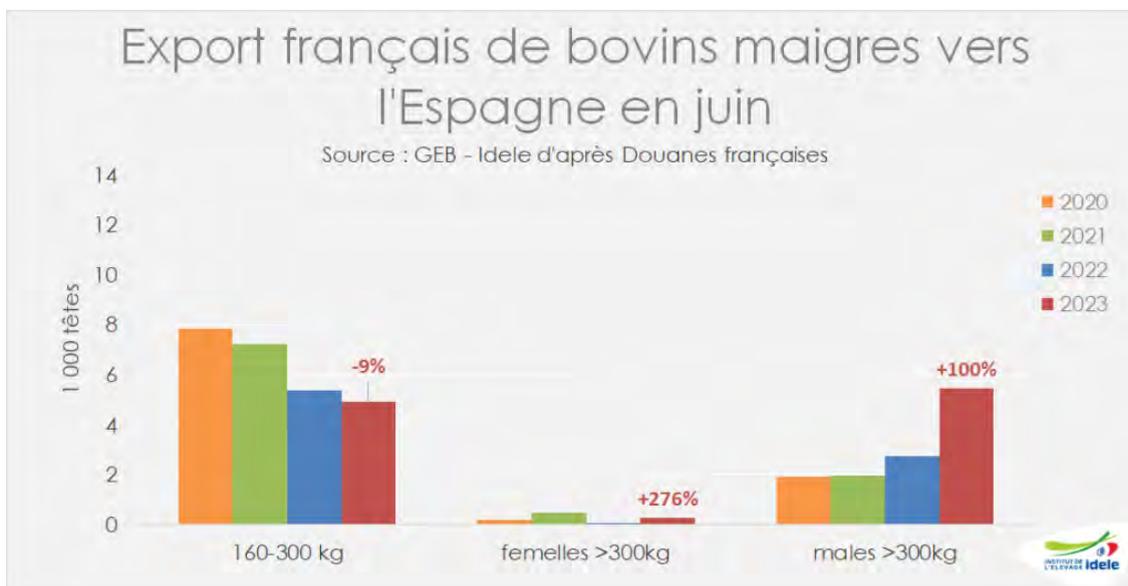
Les effectifs de 0 à 6 mois sont par contre toujours réduits, avec 729 000 mâles de 0-6 mois présents au 1^{er} août (-7% /2022 ou -54 000 têtes, -9% /2021), sous l'effet de la décapitalisation et du décalage de naissances vers l'automne.

En juin recul des ventes vers l'Italie et bond vers l'Espagne

En juin selon les Douanes, la France a envoyé 68 000 broutards mâles et femelles en Italie (-12% /2022 ou -9 000 têtes et -14% /2021). Ce recul est sans doute accentué par un effet calendrier. Juin 2023 ne compte que 4 mercredi-jeudi, contre 5 en 2022. Durant le 1^{er} semestre 2023, 418 000 broutards (mâles et femelles) de plus de 160 kg ont traversé les Alpes, soit -5% /2022 (-23 000 têtes) et -8% /2021 ; un recul cohérent avec la baisse des naissances allaitantes et la bonne tenue des mises en place à l'engraissement en France.

De son côté l'Espagne a accru ses achats de broutards. La France y a expédié 11 000 têtes en juin, soit +30% /2022 (+2 000 têtes) et +10% /2021. Les engraisseurs espagnols ont privilégié les broutards mâles lourds de plus de 300 kg (5 500 têtes soit x2 /2022 et x2,8 /2021), pour réduire les durées d'engraissement, face au recul des récoltes de fourrages et de céréales provoqué par la sécheresse extrême. En effet, la récolte espagnole aurait chuté entre -39% et -54% /2022 selon le ministère de l'Agriculture espagnol.

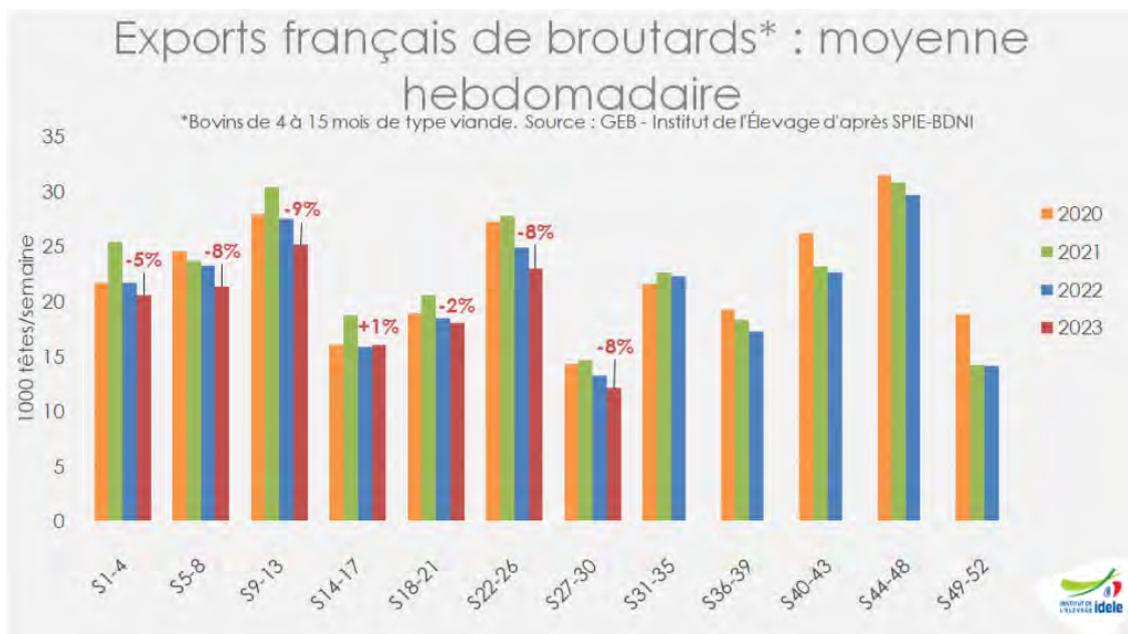
En 6 mois, 57 000 broutards mâles et femelles ont été expédiés vers l'Espagne, +32% /2022 (+14 000 têtes) sans toutefois retrouver l'effectif de l'année 2021 (-18% /2021). A noter : les volumes envoyés en Espagne restent beaucoup plus modestes que ceux envoyés vers l'Italie et le volume global de broutards exportés de France recule donc.



Des exports restés faibles en juillet

En juillet les exportations de maigres sont restées ralenties. Sur les semaines 27 à 30, elles ont chuté de -8% /2022 et de -17% /2021 selon SPIE-BDNI, à 61 000 broutards de 4-15 mois.

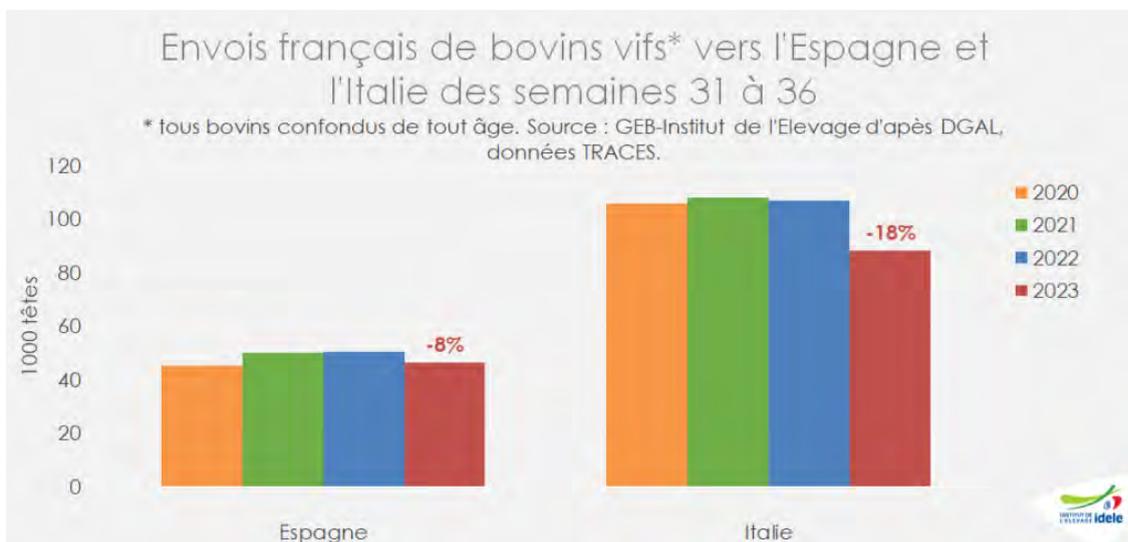
Sur 7,5 mois de janvier et jusqu'au 20 août, 609 000 broutards ont été expédiés à l'étranger, en recul de **-7% /2022** (-45 000 têtes) et -10% /2021. La part de femelles (35% des effectifs totaux) est restée stable d'une année sur l'autre.



En août, revers pour les exports de bovins de tous âges vers l'Italie

Sur la période la plus récente, du 30 juillet au 9 septembre (semaines 31 à 36), 88 000 bovins de tous âges, sexes et types, ont été exportés **vers l'Italie**, en fort recul de -18% /2022 et 2021 (données TRACES-DGAL). Les exports vers l'Italie ont été particulièrement ralenties en août, du fait de la canicule, de la baisse de la consommation de viande en Italie liée à cette chaleur et des abattages italiens d'août ralenties en conséquence.

Vers l'Espagne, pour la première fois depuis le début de l'année, nous assistons à un recul des envois totaux de bovins, y compris veaux, lié encore à la canicule compliquant le transport et réduisant la consommation en Espagne et en Europe. 46 000 bovins français de tous âges et types sont partis entre les semaines 31 et 36, selon TRACES-DGAL (-8% /2022 ou -4 000 bovins mais +1% /2021).



Redémarrage de l'export vers l'Algérie en septembre

En juin, seuls 340 broutards ont été exportés vers les pays tiers, vers le Maroc plus précisément. En juillet, les autorités algériennes ont indiqué qu'elles autoriseraient les importations de broutards sans limite inférieure de poids, à partir du 1^{er} septembre. Des bateaux sont en préparation.

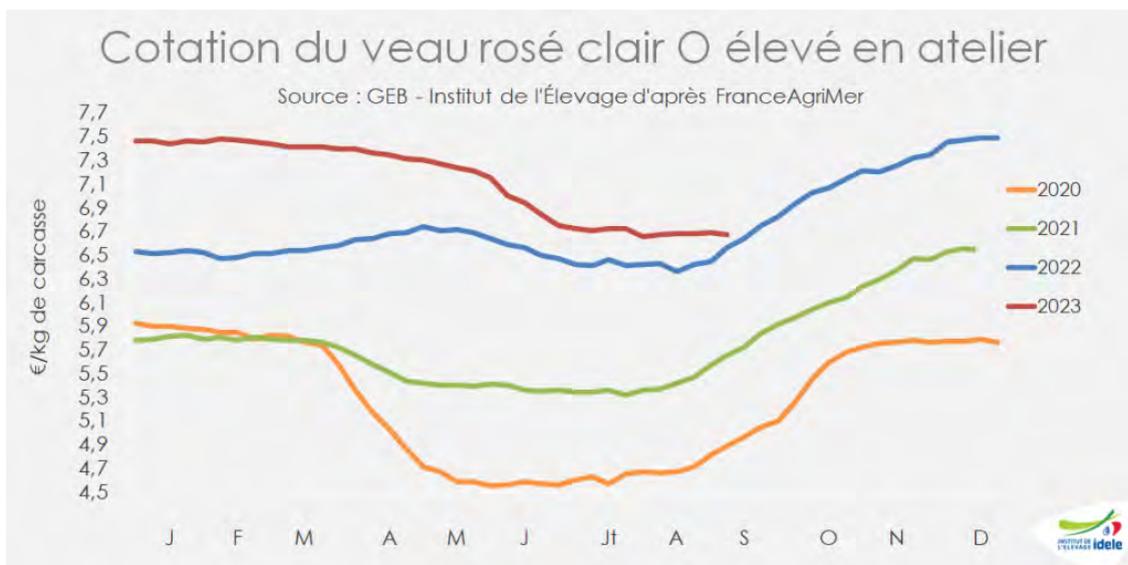
Viandes bovines » Veaux de boucherie » Consommation et cours atones

Dernière révision le 19 septembre 2023

Le beau temps début septembre a douché les espoirs de retrouver rapidement une demande plus dynamique pour la viande de veau en sortie d'été. En conséquence, les cours des veaux gras n'ont toujours pas enclenché leur hausse saisonnière en France comme dans les autres pays producteurs. Point positif : les coûts des aliments pour veaux poursuivent la baisse entamée en début d'année.

La hausse automnale des cours se fait attendre

Les cours des veaux de boucherie, stables début septembre, tardaient à entamer leur hausse saisonnière, dans un contexte de fortes chaleurs défavorables à la consommation. Ainsi, en semaine 36, le **veau rosé clair O élevé en atelier** cotait 6,67 €/kg éc, légèrement au-dessus de sa cotation à pareille époque en 2022 (+2% ou +11 cts), mais stable sur quatre semaines. Le cours du **veau rosé clair R élevé en atelier** suivait la même tendance, à 7,04 €/kg éc (+2% ou +13 cts /2022).

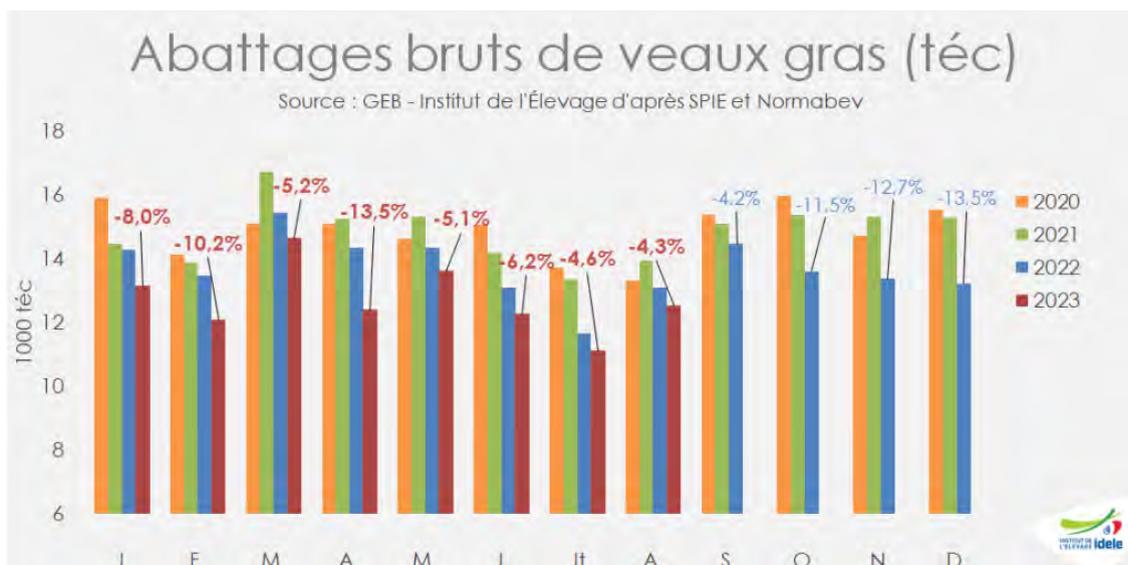


La hausse saisonnière était cependant engagée côté veau sous la mère. Ainsi, le **veau rosé clair U élevé au pis** cotait 9,22 €/kg éc en moyenne sur les semaines 33 à 36 (+9% ou +73 cts /2022), en hausse de +28 cts sur quatre semaines.

Nouveau recul des abattages

Dans un contexte de consommation estivale limitée, les **abattages de veaux gras** ont été historiquement faibles en juillet, avec 75 000 têtes (-4,5% ou -3 500 têtes /2022) pour 11 000 téc (-4,5% ou -3 500 téc /2022, et -2 200 téc/2021).

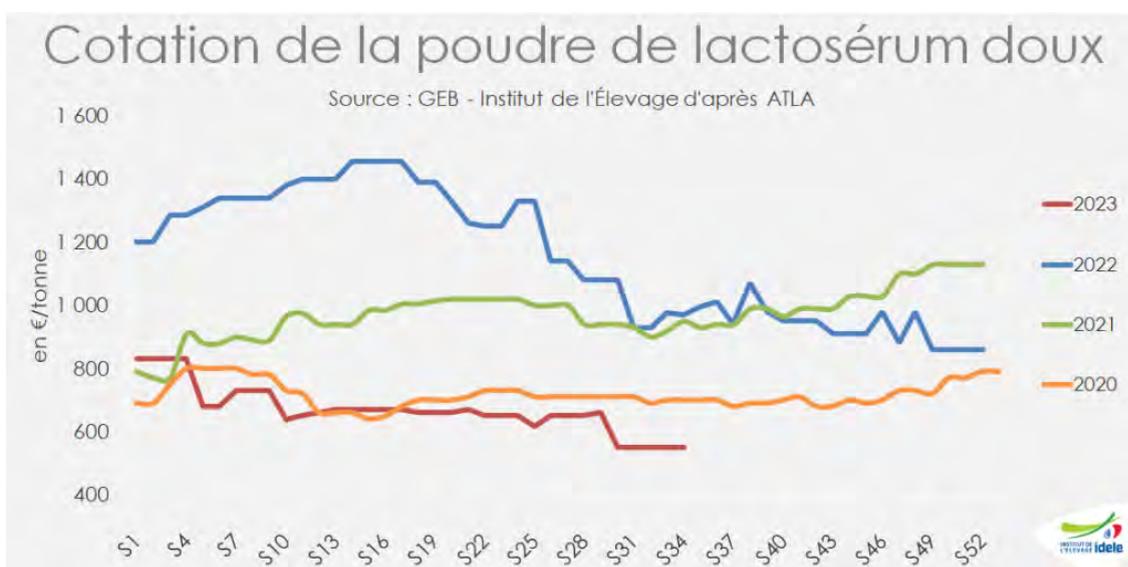
En août, en prévision du retour d'une consommation plus dynamique à l'automne, les abattages étaient en hausse, à **84 000 têtes**, mais restaient nettement inférieurs à ceux de l'année dernière (-4,6% ou -4 000 têtes /2022). La production s'établissait à **12 500 téc** (-4,3% ou -1 500 téc/2022), en lien avec des carcasses légèrement plus lourdes, à **149,3 kg éc** (+0,5 kg éc /2022). L'âge à l'abattage restait plutôt élevé, à **193,6 jours** (+1,4 jour /2022, +3,6 jour /2021).



En cumulo sur six mois, la production française de veau de boucherie totalisait 101 500 téc, en net recul pour la seconde année consécutive : -7,2% /2022, soit un déficit de près de 8 000 téc, et -13% /2021, soit -15 000 téc !

Coût de production moins élevés

Suivant la tendance engagée depuis le début de l'année, les cours des matières premières lactées ont poursuivi leur reflux. Ainsi, en semaine 34, la **poudre de lait écrémé** cotait 2 200 €/t, en repli de -37 % /2022, et proche de son niveau de 2019. La **poudre de lactosérum doux** suivait la même tendance et restait sous son niveau de 2019, à 650€/tonne (-43% /2022, -34% depuis le début de l'année).



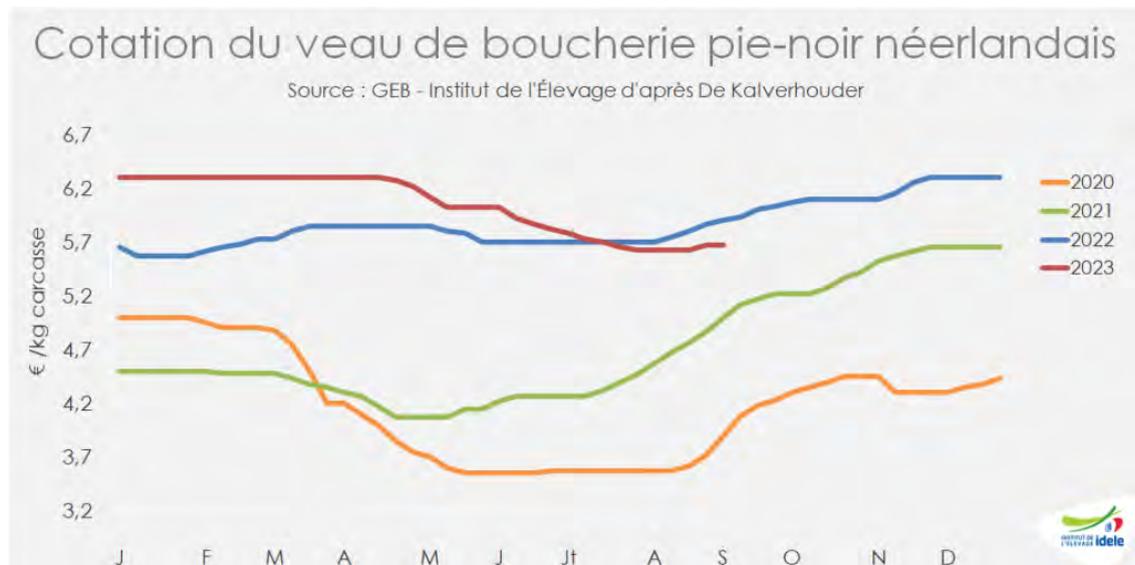
Les indices des prix étaient également orientés à la baisse. En juillet, l'**IPAMPA aliment d'allaitement pour veaux** s'établissait ainsi à 138,9 points, en baisse de -18% sur un an et de -12% depuis le début de l'année. L'**IPAMPA autres aliments** (partie fibreuse) poursuivait son repli, à 141,7 points (-4% /2022), en baisse de -8% depuis son pic de janvier 2023. La remontée des cours des céréales, liée au non-renouvellement de l'accord sur les exportations via la mer Noire, n'a pas encore eu de répercussion sur les indices.

Les prix de l'énergie restaient élevés : en juillet, l'**IPAMPA gaz** s'établissait à 142,4 points, en baisse de -3% sur un an et inférieur de -12% à son pic de septembre 2022. Les cours du **Brent de mer du Nord**, dont le propane, utilisé en élevage, est un dérivé, remontaient dans la foulée de la limitation de la production décidée par l'OPEP+, pour atteindre 79 €/baril (-19% /2022, mais +33% /2021) sur les cours mondiaux, soit +9% en un mois.

Pas de hausse saisonnière des cours aux Pays-Bas

Les prix des veaux gras néerlandais sont restés relativement stables au début du mois de septembre, du fait d'une demande plus faible qu'espérée en lien avec la météo.

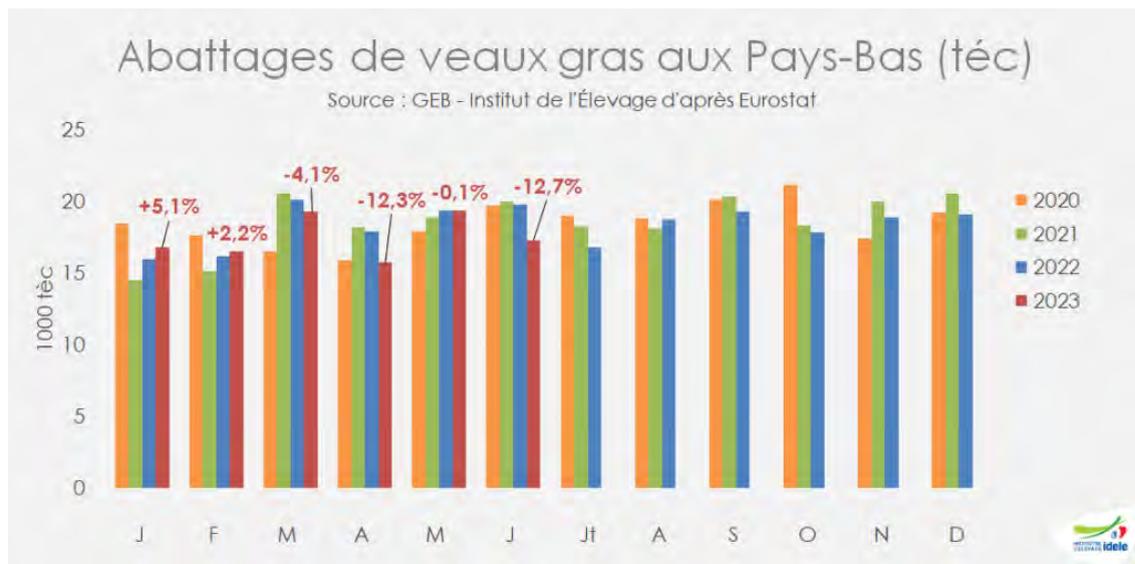
Ainsi, le **veau de boucherie pie noir néerlandais** cotait, à 5,67 €/kg éc en semaine 36, en très légère hausse de +4 cts sur quatre semaines, mais inférieure à la cotation de 2022 de -23 cts (ou -3,9%).



À Modène, le **veau pie noir italien** cotait 6,10 €/kg éc, en légère hausse de +5 centimes sur quatre semaines, soit un niveau inférieur de -4% à la cotation de 2022 à pareille époque.

Abattages néerlandais en baisse au début de l'été

En juin, dans la lignée des mois précédents, les **abattages de veaux gras** ont reculé aux **Pays-Bas** d'après Eurostat, avec 111 000 têtes abattues (-11% ou -14 000 têtes /2022). Du fait de carcasses plus légères, à 155,8 kg éc en moyenne, la situation est encore plus marquée en volume, avec **17 000 téc** (-12,7% ou -2 500 téc /2022).



En **cumul sur six mois**, les **Pays-Bas** ont produit 105 000 téc de viande (-4% / 2022) issues de 694 000 veaux de boucherie (-2,5% /2022). Le plan de réduction de l'élevage, qui prévoit le rachat par le gouvernement de fermes à un prix dépendant de leur chiffre d'affaires, pourrait inciter les éleveurs à augmenter dans l'immédiat leur production, pour disposer d'une référence économique plus élevée, ce qui risque d'inonder un marché européen déjà peu dynamique.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

La cotation retrouve sa trajectoire historique

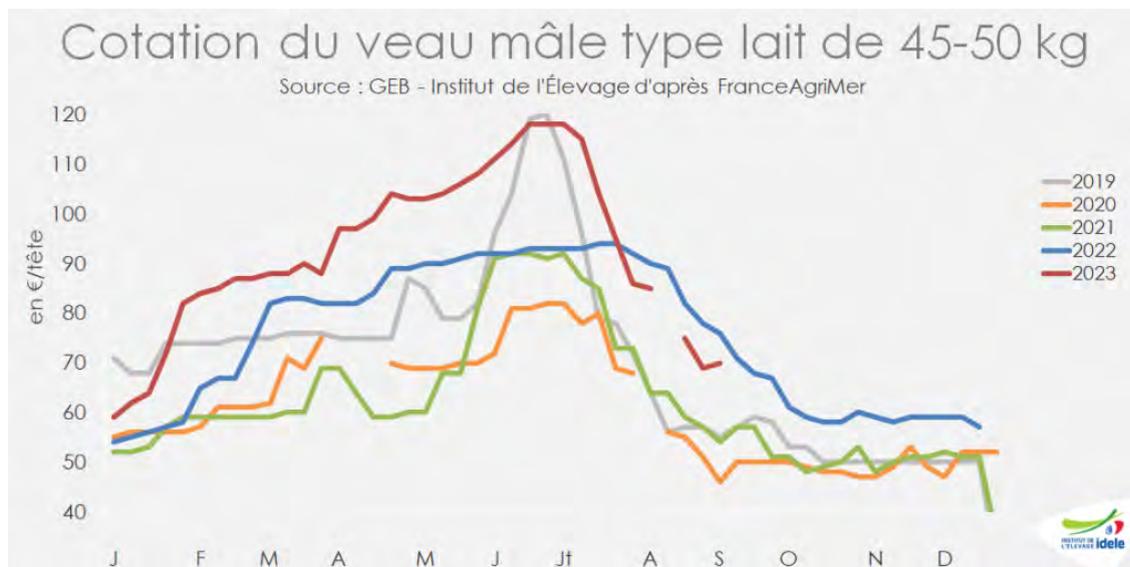
Dernière révision le 19 septembre 2023

Après avoir connu début juillet leur premier vrai pic saisonnier depuis 2019, les prix des veaux laitiers ont nettement reflué en août, reprenant ainsi leur trajectoire historique. Malgré des disponibilités toujours limitées, les exports de veaux laitiers sont repartis à la hausse en juillet.

Pic estival de prix

En semaine 35, le **veau mâle laitier de 45 à 50 kg** cotait ainsi 69 €/tête, en repli de 17 € sur quatre semaines et inférieur de -11,5% (-9 €) à la cotation de 2022. L

a cotation du veau mâle laitier de 50 à 55 kg, un peu plus lourd, atteignait 92 €/tête en semaine 35, en baisse également sur quatre semaines (-19 €) et passé également sous la cotation de 2022 (-12,4% ou -13 €/2022).

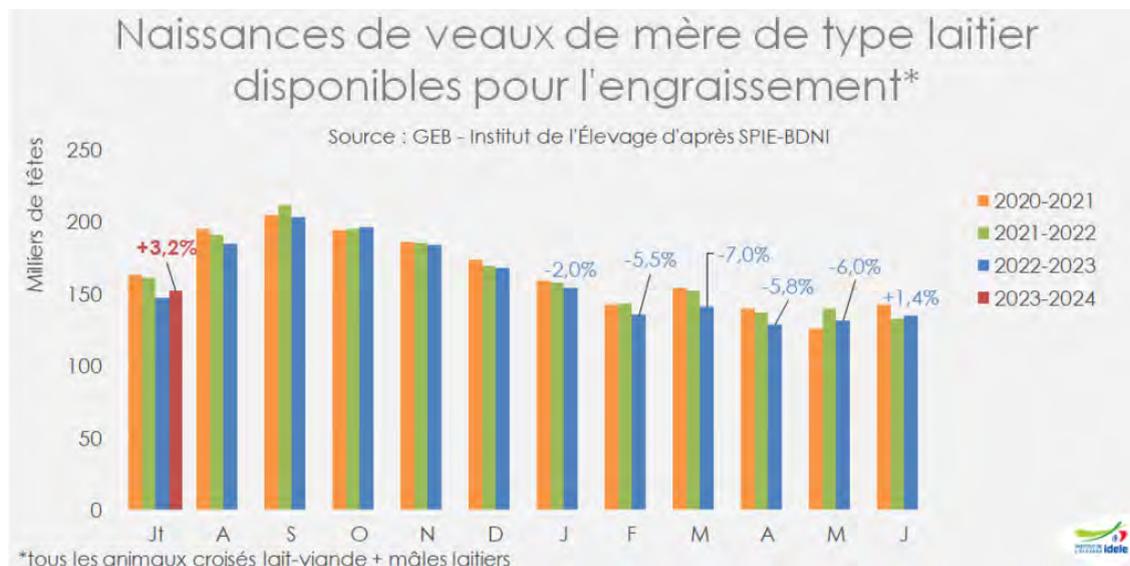


Les prix des **veaux mâles de type viande** (races mixtes, croisés lait-viande et allaitants) ont connu une évolution similaire au cours de l'été. En semaine 35, la cotation nationale atteignait 231 €/tête, en repli de -2% (-5 €) sur quatre semaines, mais demeurait supérieure au niveau des années précédentes (+11% ou +23 €/2022, +59 €/2021).

D'après les opérateurs enquêtés, les effectifs de veaux laitiers achetés en juin et juillet ont été similaires à ceux de l'an dernier, soutenant les cours. En août en revanche, les mises en place en France auraient reculé, ce qui aurait entraîné les prix des veaux laitiers dans leur sillage.

Légère hausse des naissances d'été

En juillet, les **naissances de veaux issus du troupeau laitier** étaient en hausse de +3,6% /2022, à 252 000 têtes, mais restaient inférieures à celles 2021 (-7,1%). Les **naissances de veaux destinés à l'engraissement** (tous mâles issus de mère laitière et mâles et femelles croisés lait-viande) suivi la même progression, de +3,2% /2022 mais -5,6% /2021, pour s'établir à 152 000 têtes en juillet.



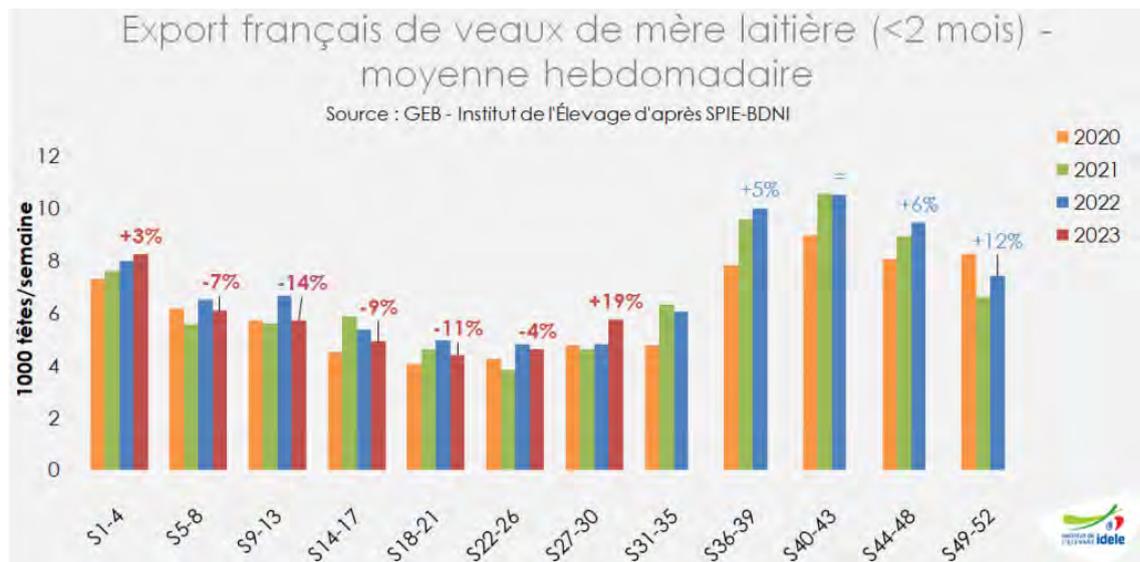
Sur la **campagne 2022-2023**, qui s'est achevée en juin, 3 204 000 veaux sont nés de mère laitière, un effectif en baisse de -3,6% (-120 000 têtes) par rapport à la campagne précédente. Les naissances de veaux disponibles pour l'engraissement ont reculé moins fortement, à 1 914 000 têtes (-3,3% ou -65 000 têtes /2022).

À l'été 2023, la **décapitalisation laitière** se poursuivait à un rythme un peu moins soutenu que les mois précédents. Ainsi, au 1^{er} août 2023, 3 344 000 vaches laitières étaient présentes en France, en baisse de -2,2% /2022 et -4% /2021.

Reprise des envois de veaux laitiers

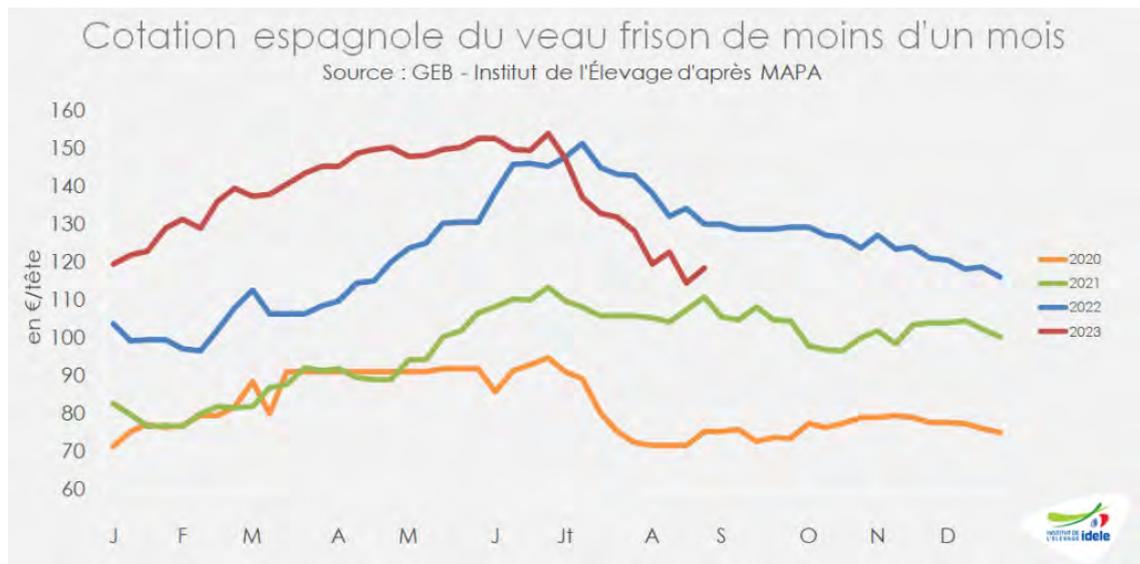
En juillet d'après les données **SPIE-BDNI**, les **exports de veaux laitiers français**, toutes destinations confondues, sont repartis à la hausse après un début d'année en léger recul. Ainsi, en juillet, 23 000 veaux de mère laitière ont été exportés, en hausse de +19% /2022 (+3 500 têtes). En **cumul sur sept mois**, les envois se sont élevés à 169 000 têtes, en recul de -3,8% (ou -7 000 têtes) /2022, mais en hausse de +5,5% /2021.

D'après les **Douanes**, l'Espagne restait en début d'année la destination privilégiée des veaux français. Ainsi, sur le **premier semestre 2023**, 91% des animaux exportés l'ont été vers l'Espagne. L'Italie demeure la deuxième destination, avec 8% des envois.



Baisse saisonnière des cours des veaux laitiers en Espagne

Après avoir connu un plateau à des niveaux élevés entre avril et juin, les prix des **veaux laitiers en Espagne** ont amorcé une baisse saisonnière relativement rapide début juillet, repassant même sous leur niveau de 2022. Ainsi, en semaine 35, le veau frison de moins d'un mois cotait 118 €/tête (-9% ou -12 €/2022, mais +8 €/2021).



Économie laitière apaisée ?

Dernière révision le 19 septembre 2023

En France, la bonne tenue du prix du lait et une année fourragère plutôt favorable n'enrayent pas le recul de la collecte française.

A l'inverse, la baisse du prix du lait, amorcée depuis le début de l'année dans la plupart des bassins excédentaires, émousse la croissance la production laitière de l'UE-27 et des États-Unis.

En Nouvelle-Zélande, la nouvelle campagne démarre sous de meilleurs auspices grâce à une météo plutôt favorable pour le moment. Ainsi, après une orientation baissière, les marchés des commodities laitières semblent plutôt équilibrés entre une offre laitière peu abondante moins dynamique et une demande contenue par la hausse des prix au détail.

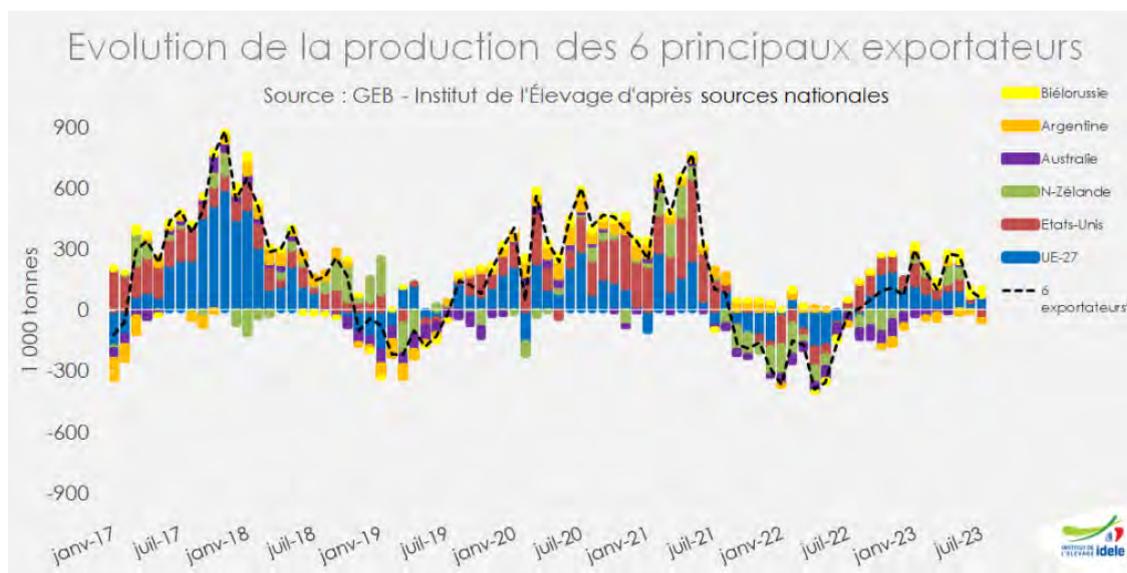
En France, la consommation des produits laitiers est affectée par la hausse spectaculaire des prix depuis deux ans, même s'ils tendent à se stabiliser depuis cet été. La déconsommation touche particulièrement les produits laitiers démarqués sous signe de qualité (bio et AOP).

Lait de vache » Collecte laitière »

Croissance ralentie dans les principaux bassins exportateurs

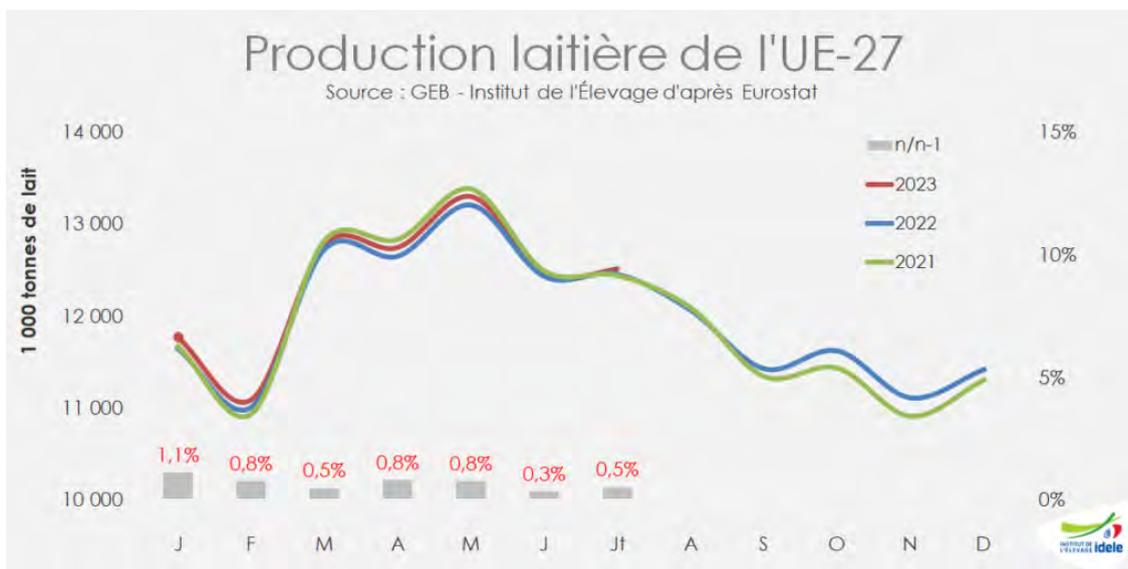
Dernière révision le 19 septembre 2023

La dynamique de production de lait s'est essouffée aux États-Unis cet été, tandis que dans l'UE elle parvenait à se maintenir légèrement au-dessus de l'an passé. En Nouvelle-Zélande, la météo est actuellement propice à la collecte printanière, mais des craintes pèsent sur le début d'année 2024. En somme, la collecte est stable et ne progresse que de +59 000 t entre les 6 principaux exportateurs présentés ci-dessous.



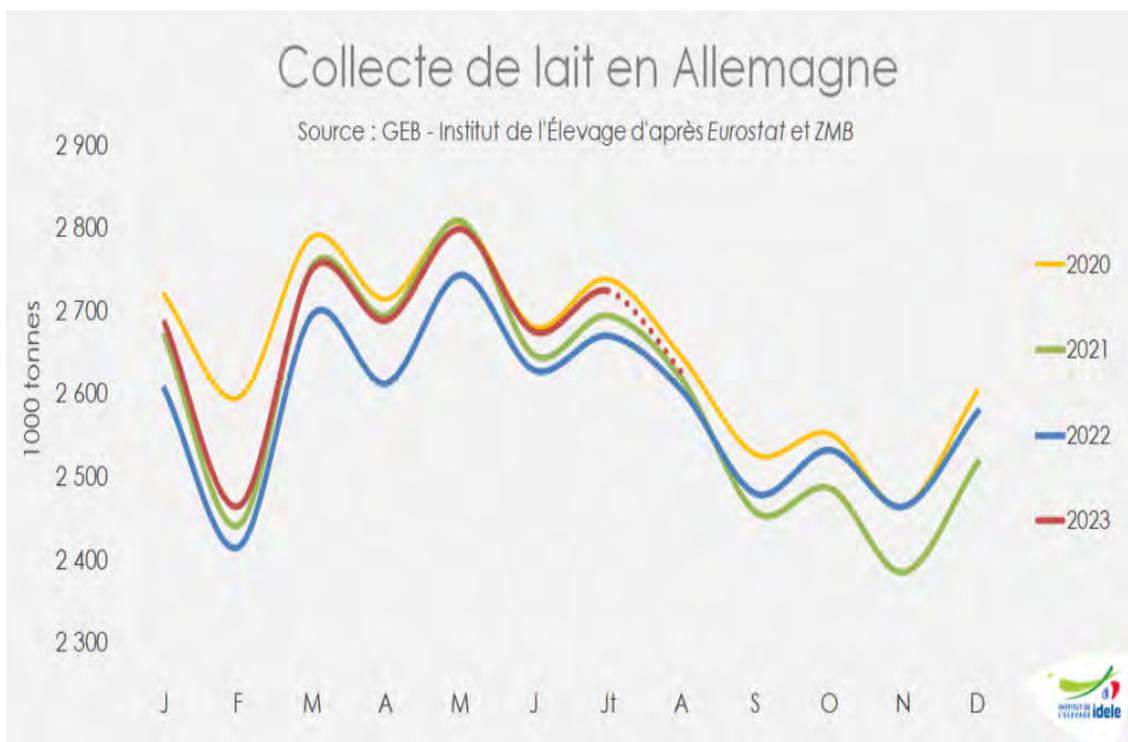
Poursuite de la légère croissance dans l'UE-27

La collecte laitière européenne a continué de croître légèrement en juillet 2023 de +0,5% /2022 et de +0,7% en cumul depuis le début de l'année. La météo, plutôt fraîche et pluvieuse pour un mois de juillet, a favorisé la production fourragère laitière.

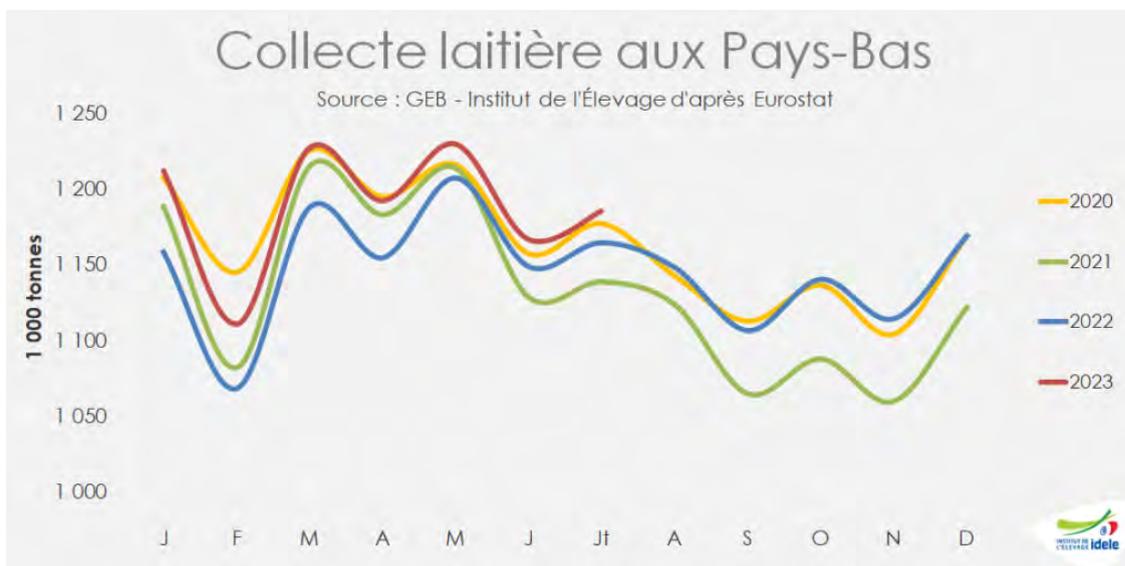


Au mois d'août, les chaleurs pourraient avoir entraîné des baisses de production. Quant au reste du second semestre, les pourcentages d'évaluation devraient être plus modestes voire négatifs car en 2022, les volumes avaient beaucoup augmenté au 4^{ème} trimestre.

En **Allemagne**, la baisse saisonnière de production laitière semble plus marquée cette année. Au cours de la semaine 34, elle a même baissé de -1,9% par rapport à la semaine précédente, légèrement sous le niveau de 2022 selon ZMB. Toutefois, elle reste en hausse de +2,3% en cumul sur sept mois en volume et de +3,4% en Matière Solide Utile (MSU).



Aux **Pays-Bas**, en attendant l'entrée en vigueur des mesures politiques de réduction du cheptel laitier, la production est en nette hausse de +1,8% au mois de juillet et +2,9% en cumul sur sept mois /2022 en volume et +4,7% en MSU.



En Irlande, la collecte a presque retrouvé en juillet son niveau de 2022, après avoir légèrement reculé au 1^{er} semestre. Ainsi le volume cumulé sur 7 mois a reculé de -0,8% /2022. Les taux de matières grasses très élevés au mois de juillet ont ainsi permis une hausse de +1,1% de la MSU (-0,7% en cumul) et des fabrications de beurre. Outre le fort recul de la production laitière française, la production italienne a aussi marqué le pas de -1,1% en cumul sur les sept mois de 2023 /2022.

Fin de la croissance aux Etats-Unis

À l'international, le changement vient des États-Unis. Après avoir été la dynamique au 1^{er} semestre (+0,7% /2022) au sein des principaux exportateurs, la collecte laitière a reculé en juillet (-0,5% /2022), pour la première fois depuis le début de l'année. La conjoncture y est morose, les prix du lait ont fortement chuté depuis le début de 2023. De plus la météo très sèche et caniculaire a affecté les rendements par vache dans le Midwest. À l'échelle nationale, le rendement moyen a baissé au mois de juillet de -0,4% /2022. La collecte dans le Wisconsin parvient à se maintenir (+0,9% /2022), mais elle a chuté fortement en Californie de -5,5% /juillet 2022.

Dans ce contexte, l'USDA a abaissé son estimation de production nationale annuelle à seulement +0,4% de lait par rapport à 2022. Par ailleurs, le cheptel national est également attendu en baisse jusqu'à la mi-2024. Au mois de juillet, il a reculé de -3 000 vaches en un mois et de -13 000 têtes en un an à 9,4 M de têtes.

Fin d'année attendue propice en Nouvelle-Zélande

Par ailleurs, à partir du mois de septembre, les regards se tournent vers l'Océanie et notamment la Nouvelle-Zélande où la moitié de la production sera réalisée d'ici décembre. A l'entrée du printemps, la pousse de l'herbe semble proche de la moyenne quinquennale. Il y a toutefois des disparités entre les deux îles. En effet, le sud du Canterbury semble plus sec que l'île du Nord. La collecte nationale au mois de juillet était en léger repli, de -0,1 % en MSU et de -0,9% en volume /2022, résultant d' hausse dans l'île du Nord, de +0,8% selon Fonterra, et d'une baisse de -2% dans l'île du Sud. Les opérateurs locaux attendent une production en très légère hausse sur la fin d'année 2023.

À plus longue échéance, un météorologue de la NIWA suggère que le phénomène *El Niño* en prévision serait parmi les plus fort enregistrés durant les 80 dernières années. Si le printemps est attendu normal, la sécheresse pourrait prendre le dessus durant l'été austral (début 2024).

Aussi, au second semestre, entre les différents exportateurs, la hausse de production devrait se poursuivre en Biélorussie, seule zone vraiment dynamique. La production étatsunienne est attendue en léger recul, ce qui sera en partie compensé par des volumes supplémentaire dans l'Hémisphère sud. La véritable incertitude réside donc, comme souvent, dans l'évolution de collecte de l'Union européenne.

Lait de vache » Collecte laitière »

Érosion préoccupante de la collecte de lait en France

Dernière révision le 19 septembre 2023

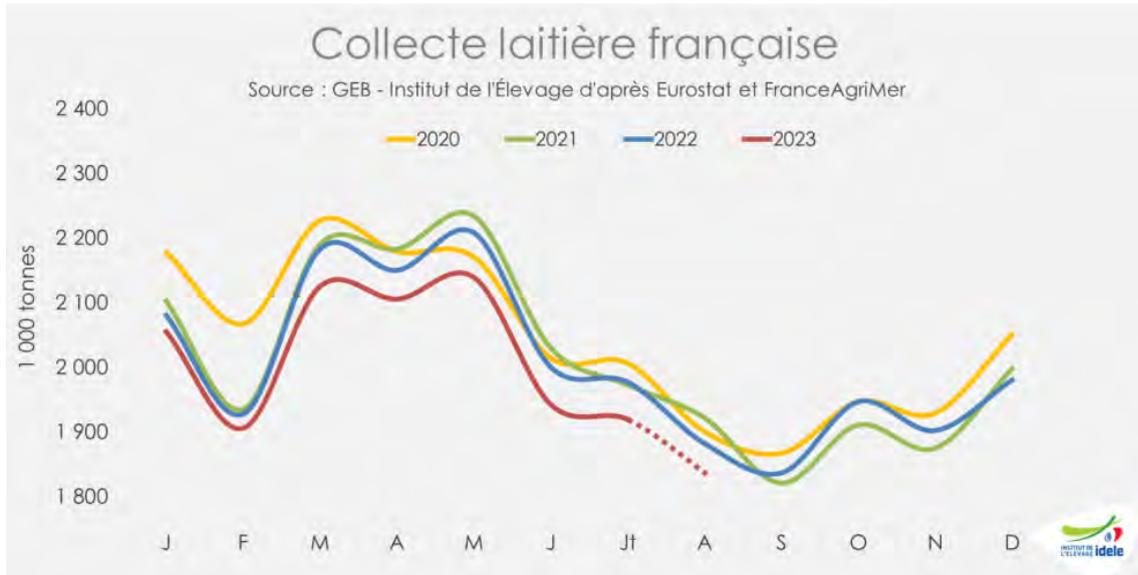
La bonne tenue du prix du lait en France et une année fourragère qui s'annonce très favorable n'enrayent pas le recul de la collecte française.

Depuis le début d'année, les transformateurs laitiers privilégient les fabrications de produits finis, dont laits et crèmes conditionnés, si bien que le recul des fabrications de poudres de lait s'accroît.

Recul persistant de la collecte laitière française malgré des conditions propices

La collecte française a poursuivi un recul appuyé en juillet (-2,9% / 2022). Sur les 7 premiers mois de l'année, la baisse de la collecte a atteint -2,3% /2022. Depuis 2021, la collecte a entamé un repli structurel qui s'accroît en 2023 malgré une très bonne année fourragère 2023 et un prix du lait supérieur à celui de l'an passé. Toutefois, les maïs fourrages récoltés en 2022 et distribués jusqu'à cet été étaient peu lactogènes.

D'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, le retrait de la collecte aurait été de même ampleur en août (-2,4% / 2022). Malgré des conditions favorables (fourrages, prix du lait), le nombre de livreurs connaît un recul qui s'accroît (-4,5% en un an), l'élevage laitier ayant le taux de renouvellement le plus faible en agriculture. La majorité des élevages laitiers disposent de bâtiments et d'équipement saturés. La problématique travail devient très limitante. Seule la Normandie tire son épingle du jeu avec une progression de sa collecte de +0,9% /2022 en cumul jusqu'à juillet ainsi que les Hauts de France (+0,4%).

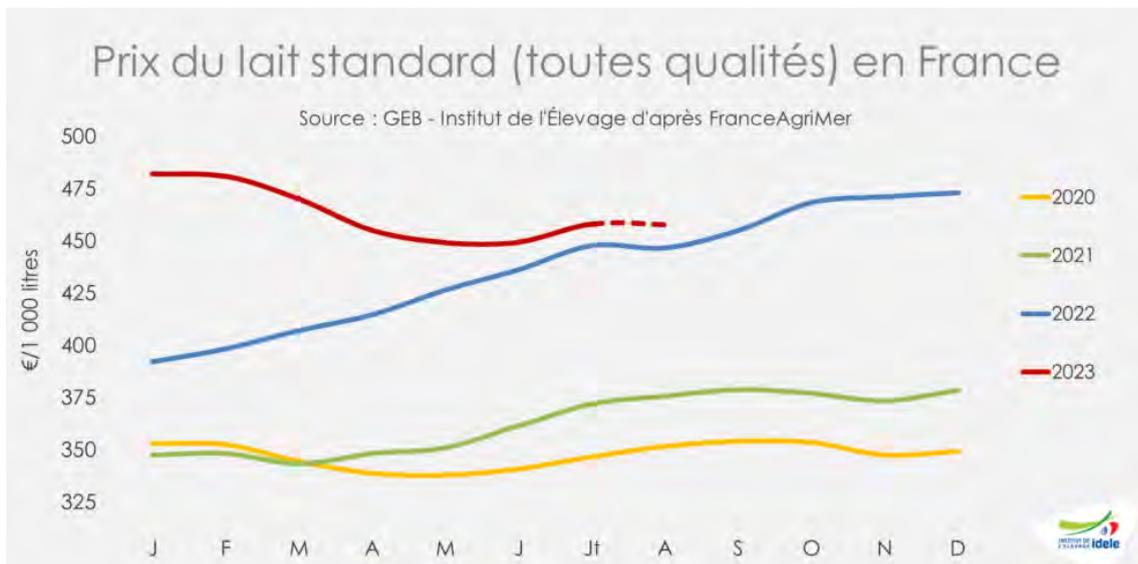


Avec l'amélioration des taux butyreux et protéiques, la collecte nationale calculée en MSU recule moins nettement sur les sept premiers mois de l'année (-0,8% /2022).

Au 1^{er} août 2023, l'effectif de vaches laitières a enregistré une baisse de -2,2% /2022. Ce repli est moins prononcé que les mois précédents : conséquence de la forte diminution des sorties de vaches de réforme (-4% en août /2022) et nombre d'entrée de génisses est reparti à la hausse (+3% /2022).

Le prix du lait s'est redressé en France en juillet et se maintient

En juillet 2023, le prix du lait standard (toutes qualités) en France est remonté de +8 € en un mois, à 458 €/1 000 l. Il reste toujours plus élevé qu'un an auparavant (+10 €/2022). Dans le même temps, il décroche un peu partout en Europe, depuis janvier 2023, et se retrouve désormais en dessous des prix de l'année dernière, à l'exception de l'Espagne. En août et septembre, le prix du lait en France devrait se maintenir, d'après nos estimations, dans un contexte de forte tension sur la ressource laitière française.

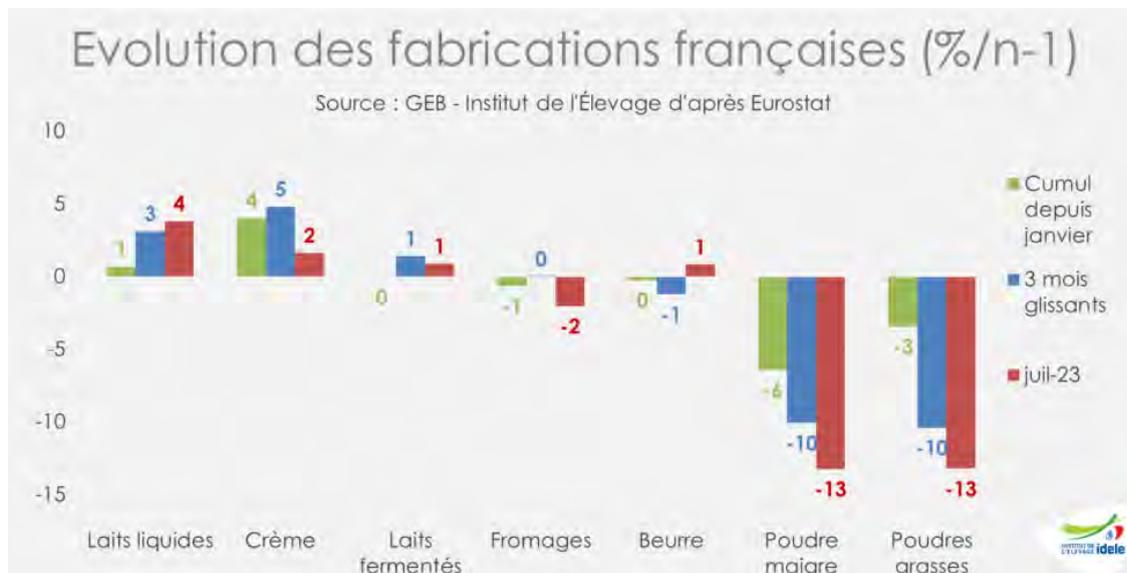


Les charges en élevage poursuivent leur repli d'après l'IPAMPA lait de vache. Cet indicateur, qui n'intègre pas l'ensemble des charges, a diminué faiblement en juillet de -0,3% /juin 2023 avec un poste énergie qui est reparti à la hausse après un an de baisse (+2,3% /juin2023). Le poste engrais amendement poursuit son recul entamé fin 2022 (-38% entre octobre 2022 et juillet 2023). Le prix de l'aliment continue de baisser (-7,7% entre février et juillet 2023), mais cette diminution s'atténue en juillet.

La marge MILC en France, estimée à 144 €/1 000 l en juillet, a augmenté de +7 € d'un mois sur l'autre sous l'effet de la hausse du prix du lait et de la faible réduction des charges. Le produit des ventes d'animaux a légèrement fléchi. Sur un an, la MILC a augmenté de +18 €/1 000 l. Le produit lait a progressé (+10 €/2022) alors que les autres produits se sont réduits (-3 €), mais les charges ont reculé (-10 €).

Des fabrications de laits et crèmes conditionnés dynamiques

En ce début d'année, les industriels ont orienté leurs fabrications vers les laits et crèmes conditionnés tandis qu'ils ont considérablement réduit celles de poudres. En juillet 2023, les fabrications de laits conditionnés ont été très soutenues (+4% /2022). En cumul depuis le début d'année, elles ont progressé de +1% /2022. Les fabrications de crèmes conditionnées ont augmenté quant à elles de +4% sur les 7 premiers mois de l'année. Les fabrications de yaourts et de beurre ont légèrement repris en juillet (+1% /2022) et sont stables en cumul sur le début d'année.



Les fabrications de fromages, tous laits confondus, ont globalement reculé depuis le début d'année (-1% /2022). Les fabrications de fromages à pâte molle résistent mieux (stabilité sur 7 mois) alors que celles de fromages à pâte pressée non cuite reculent sévèrement (-6% /2022) et celles de fromages à pâte pressée cuite légèrement (-2%). La consommation des fromages est affectée par la hausse des prix.

Les fabrications de poudres maigre et grasses ont accentué leur repli en juillet (-13% / 2022). En cumul depuis le début d'année, la baisse est marquée pour les fabrications de poudre maigre (-6% /2022) et de poudres grasses (-3%).

Lait de vache » Consommation »

L'inflation affecte la consommation de produits laitiers bio et AOP

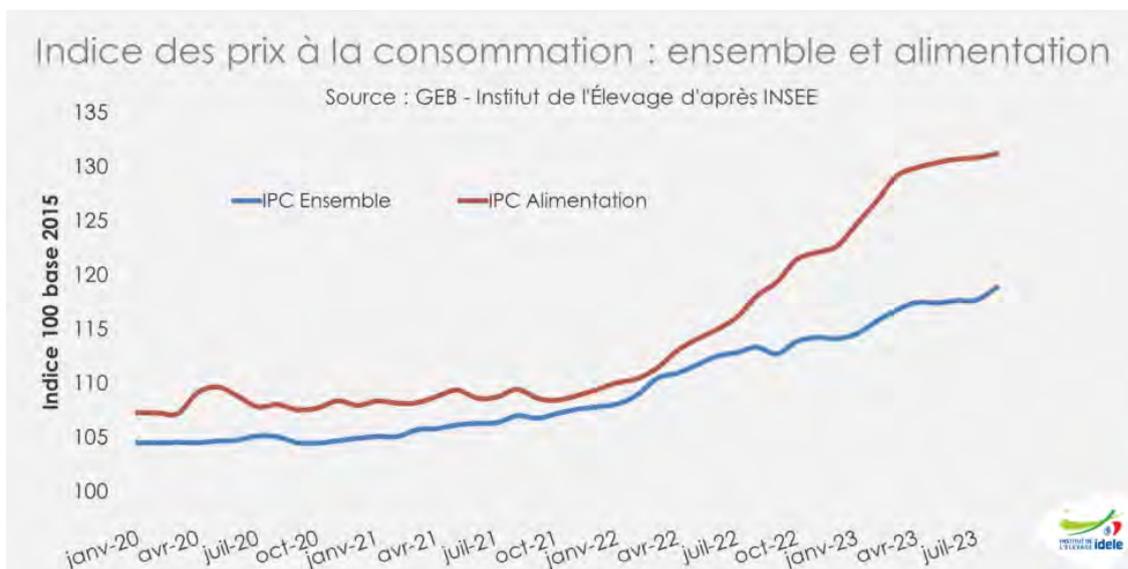
Dernière révision le 19 septembre 2023

La consommation des produits laitiers est très affectée par la hausse spectaculaire des prix depuis deux ans, même s'ils tendent à se stabiliser depuis cet été. La déconsommation touche particulièrement les produits laitiers démarqués sous signe de qualité (bio et AOP).

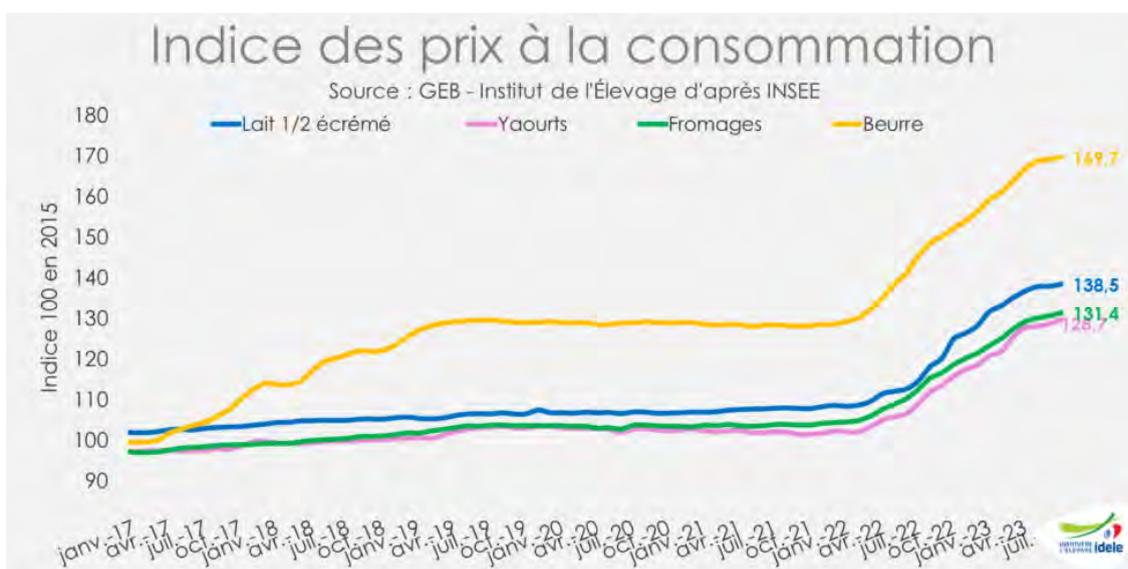
Ailleurs en Europe, la consommation de produits laitiers bio est aussi affectée.

Les prix des produits laitiers en magasins se stabilisent

Les prix à la consommation (IPC Ensemble) sont repartis à la hausse en août 2023 avec le rebond du prix de l'énergie. Depuis début 2021, la France connaît une forte hausse de ces prix à la consommation. Les prix à la consommation alimentaire (IPC Alimentation) ont progressé plus tardivement (fin 2021), mais ont connu une envolée spectaculaire. De novembre 2021 à août 2023, l'augmentation des prix alimentaires a atteint +20,5 %.



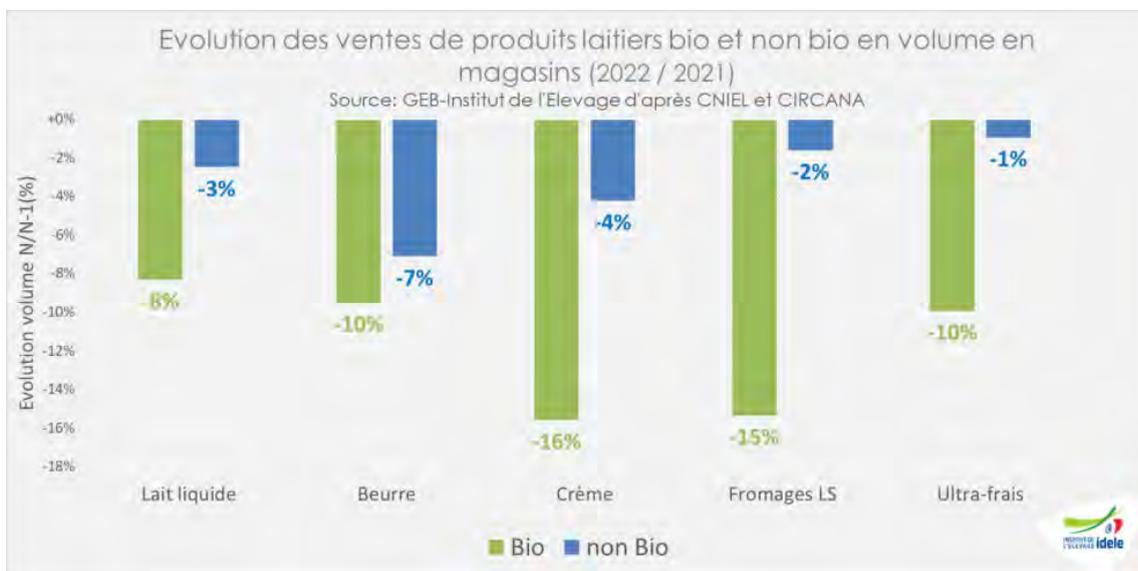
Les prix des produits laitiers montrent désormais des signes de stabilisation après une période de forte hausse tarifaire. Ils ont davantage progressé que l'ensemble des prix alimentaires : +27% entre novembre 2021 et juillet 2023. Le beurre a connu la hausse de prix la plus marquée (+32%) affectant fortement sa consommation.



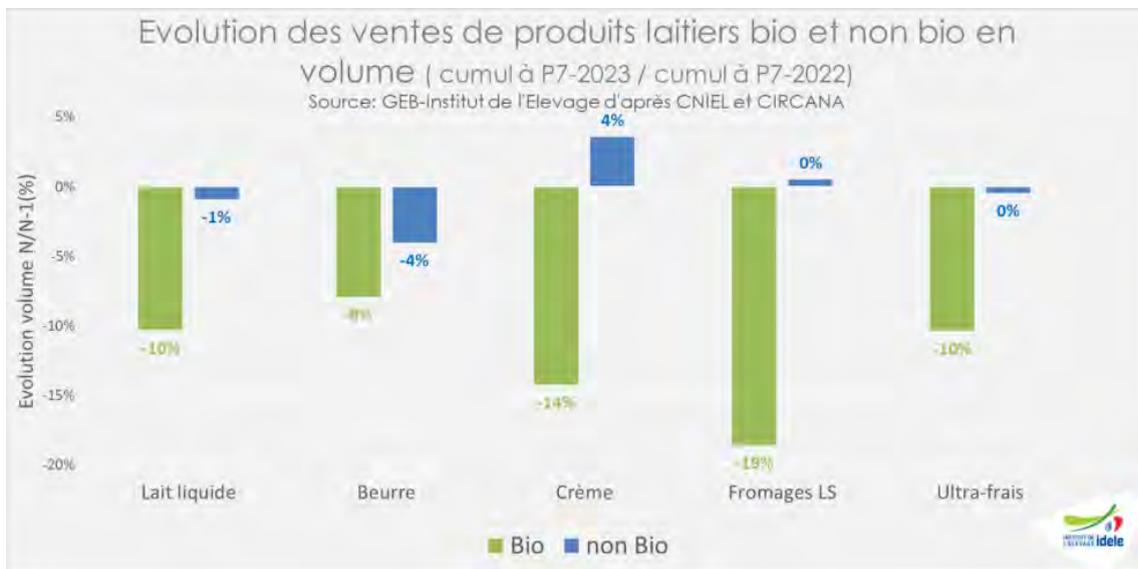
Les ventes de produits laitiers bio et AOP en magasins très impactés par l'inflation

Alors que les ventes en volume de produits laitiers non bio ne reculent plus en magasin sur les 7 premiers mois 2023 (à l'exception du beurre), le recul est toujours très prononcé pour les ventes de produits laitiers bio.

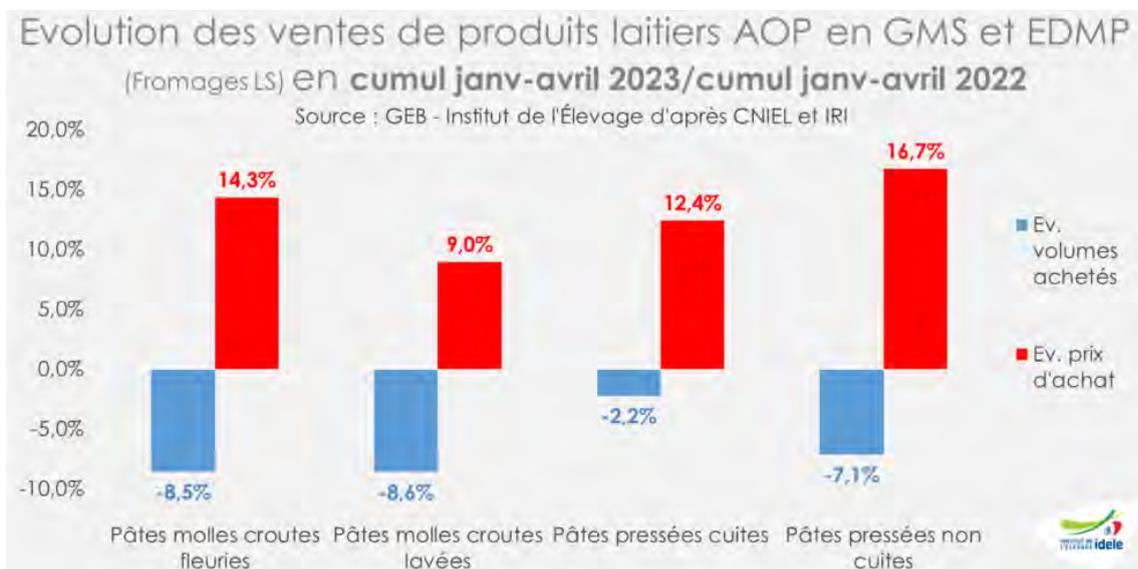
En 2022, les ventes de produits laitiers non bio avaient baissé d'une année sur l'autre de -1 à -4% selon les produits, atteignant même -7% pour le beurre (forte hausse de prix). Les ventes de produits bio avaient davantage décroché : de -8 à -16%. Les produits bio bien ancrés dans la consommation des Français, tels que les laits conditionnés, le beurre et les yaourts naturels ont mieux résisté.



Sur les 7 premières périodes de l'année 2023, les ventes de produits laitiers bio ont continué à décrocher au même rythme qu'en 2022. Les hausses de prix en magasin deviennent visiblement dissuasives pour les acheteurs. Un seuil de prix psychologique a été franchi, devenant un obstacle majeur à l'acte d'achat. De plus, la réduction de l'offre et des références bio proposées aux clients en magasin accentue le recul des ventes.



Les produits laitiers AOP français, en grande majorité des fromages, subissent aussi les effets de l'inflation. Sur le premier quadrimestre 2023, les ventes en magasin de fromages AOP au rayon libre-service ont reculé de -2 à -9% selon les fromages. Les ventes de fromages à pâte pressée cuite ont mieux résisté. En 2022 déjà, les ventes avaient reculé dans les mêmes proportions. Sur ce début d'année 2023, les prix en magasin ont plus fortement progressé qu'en 2022. A noter que les ventes de l'ensemble des fromages en libre-service en GMS et magasins hard discount ont progressé en volume de +0.7% /1^{er} quadrimestre 2022.



Sur le 1^{er} semestre 2023, la consommation apparente de produits laitiers en équivalent lait aurait reculé d'au moins -3% / 2022, d'après les données de commerce extérieur de FranceAgriMer.

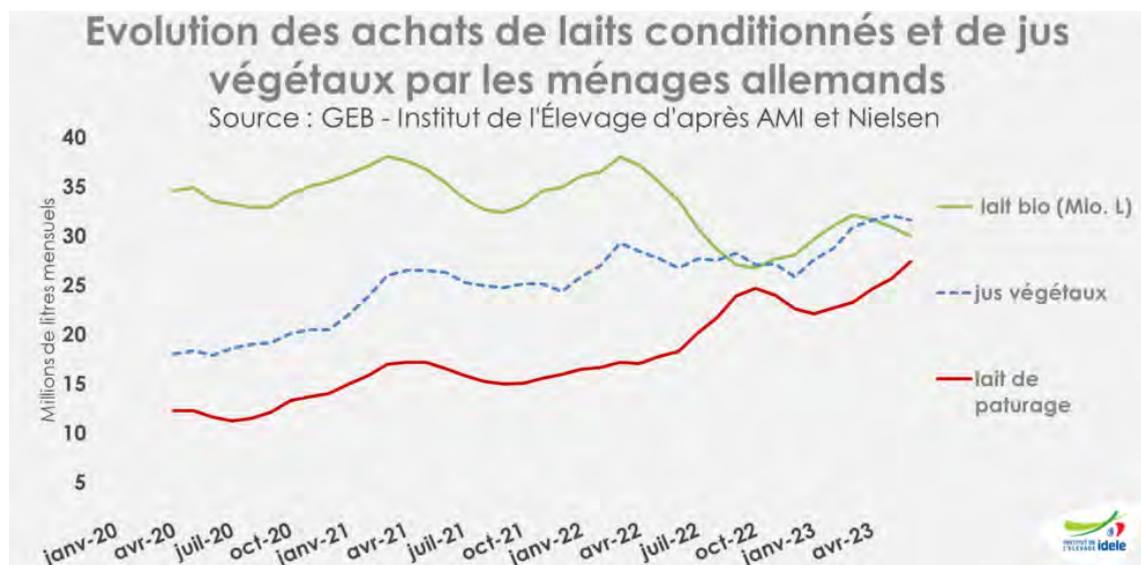
Les ventes de produits laitiers bio décrochent aussi en Europe

La France n'est pas seule à connaître un recul marqué des ventes de produits laitiers bio. Ailleurs en Europe, l'inflation est forte et les produits laitiers bio sont délaissés par les consommateurs.

Au **Royaume Uni**, les ventes en volume de produits laitiers bio ont considérablement chuté au cours des deux dernières années, davantage que les produits laitiers non bio. Sur les douze derniers mois jusqu'en août 2023, elles ont baissé de -13% contre -3% pour les produits laitiers non bio.

En **Italie**, les ventes en magasin de produits laitiers bio poursuivent un recul prononcé sur les 7 premiers mois de l'année 2023 : de -13 à -18% en volume selon les produits, chute la plus sévère pour le beurre. Le repli s'est accentué comparé à l'année 2022 : -4 à -12% /2021 selon les produits.

En **Allemagne**, les ventes de laits conditionnés bio ont lourdement chuté tout au long de l'année 2022 (-10% /2021). Bien qu'elles se soient légèrement redressées début 2023, elles ont de nouveau baissé à partir d'avril. Pendant ce temps, la consommation de lait dit de pâturage et de jus végétaux continue leur progression : au 1^{er} semestre 2023 de +43% /2022 en lait de pâturage et +11% en jus végétaux, après respectivement +27% et +9% en 2022 /2021.



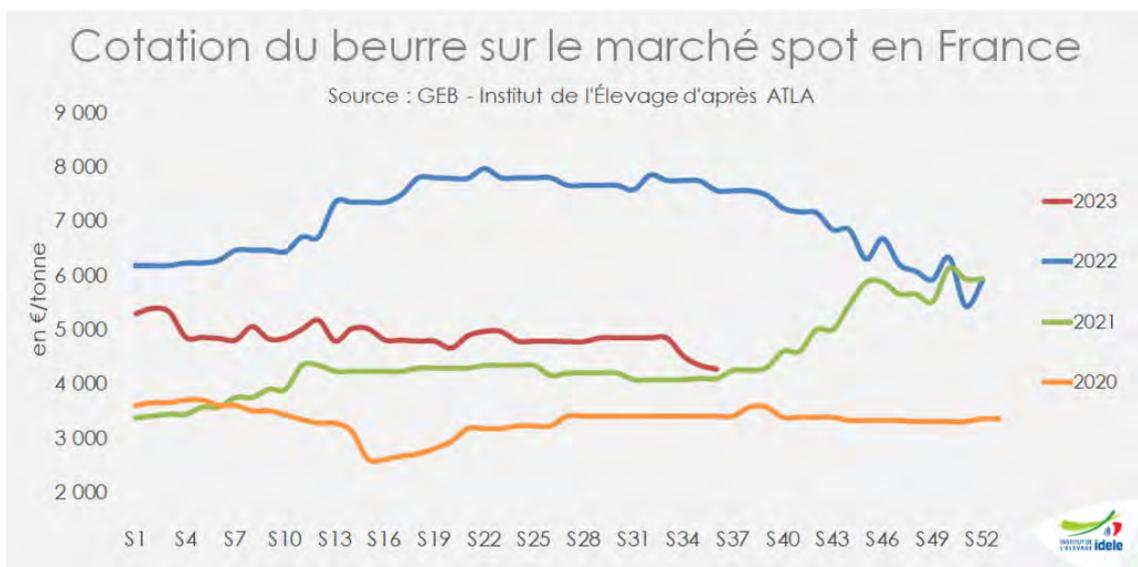
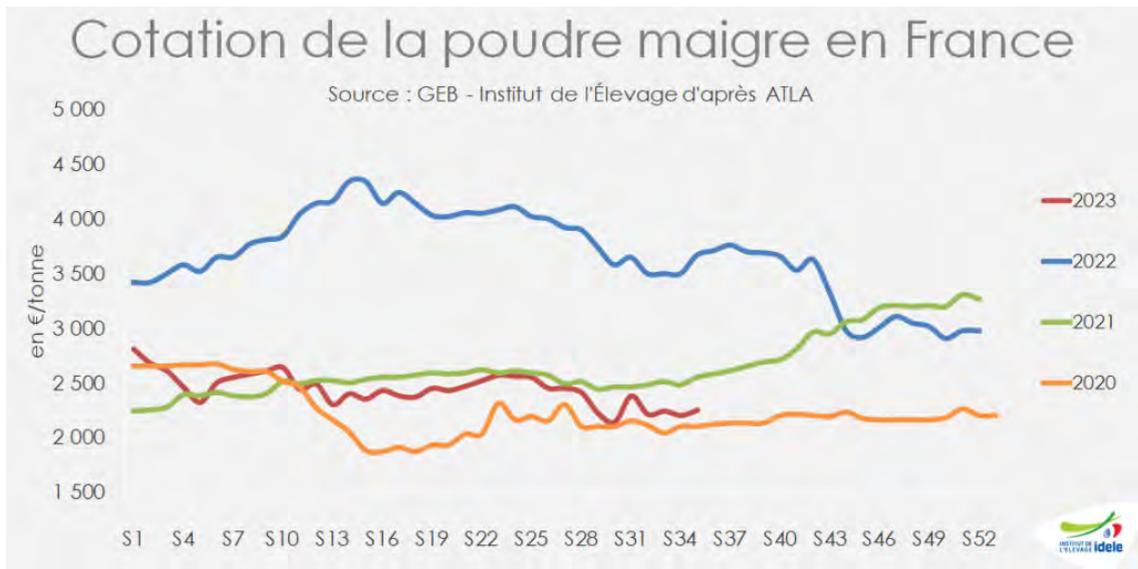
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

La baisse des cours des commodités laitières durant l'été est-elle terminée ?

Dernière révision le 19 septembre 2023

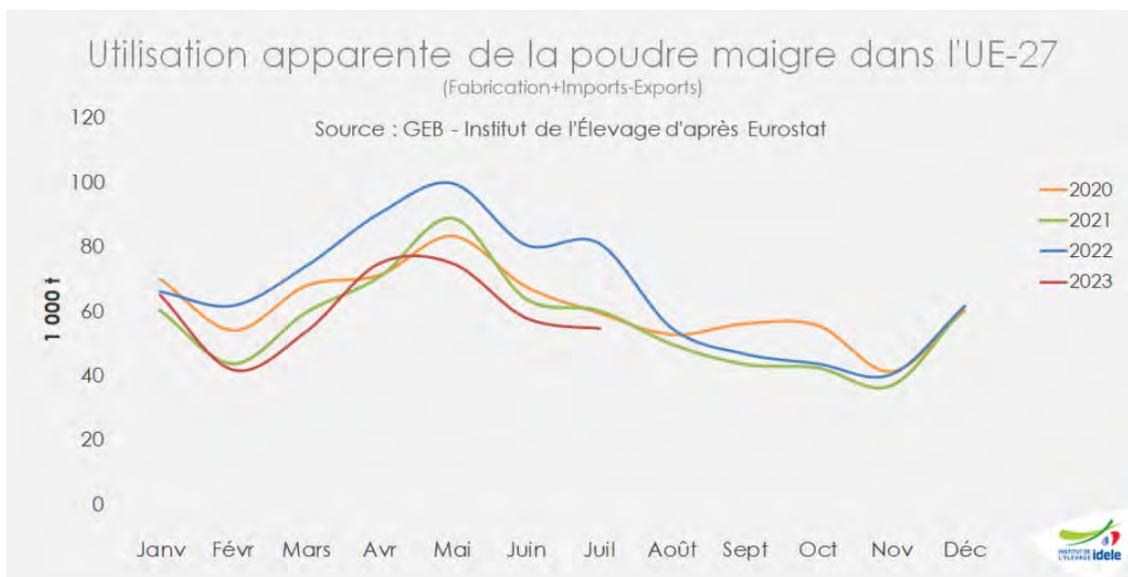
Durant l'été, entre les semaines 26 et 36, les cotations ATLA du beurre et de la poudre maigre ont enregistré d'importantes baisses de respectivement -520 €/t à 4 260 €/t et -210 €/t à 2 240 €/t. Toutefois, elles pourraient se stabiliser cet automne.

Les fondamentaux, tant l'offre que la demande, semblent équilibrés sur ces deux produits. Les exports européens sont dynamiques. Aussi, à moins d'un fort retrait des acheteurs sur le marché intérieur, la tendance pourrait rester neutre à haussière pour la fin d'année.



La poudre maigre est concurrencée par la poudre grasse néozélandaise

Dans l'UE-27, la situation est équilibrée. Au 1^{er} semestre 2023, les fabrications de poudre maigre sont ressorties en légère baisse dans l'UE (-0,6% /2022) à 689 000 t. En revanche, dans le même temps, les exportations ont bondi de +25% à 427 000 t, retrouvant des niveaux similaires à 2021. Aussi, l'utilisation apparente présentée dans le graphique ci-dessous qui représente la consommation et les stocks, était en net repli par rapport à 2022. Au 1^{er} semestre 2022, les transformateurs ont probablement constitué des stocks car rien ne justifiait une forte hausse de la consommation intérieure. Ces stocks ont pu être une raison de la baisse des cours de la poudre maigre au cours de l'année dernière.



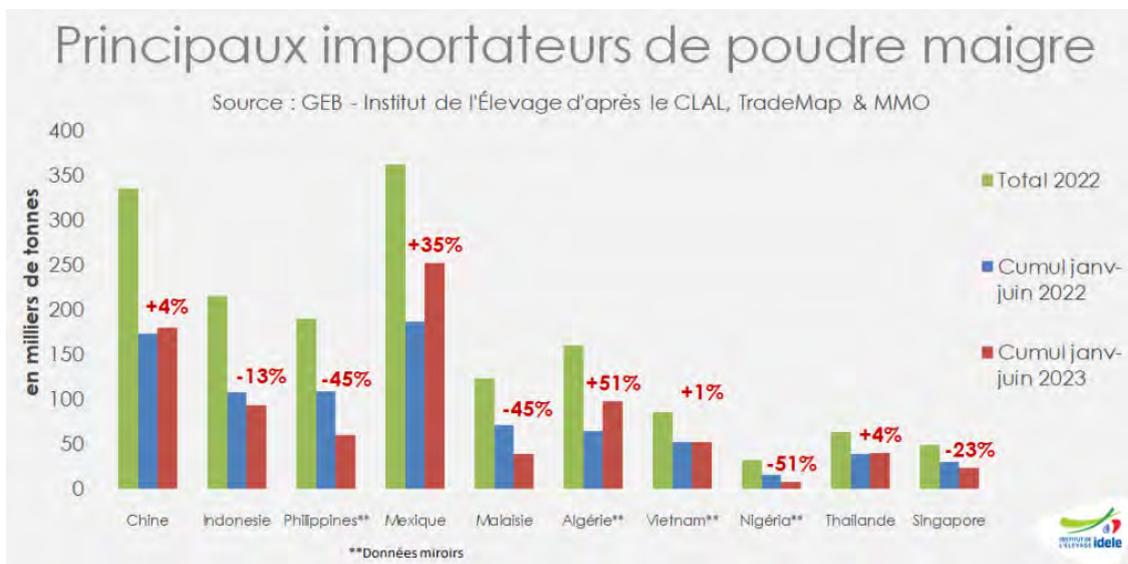
Aux **États-Unis**, les fabrications ont également légèrement baissé de -17 000 t à 709 000 t sur la période janvier-juillet /2022, tandis que les exports n'ont baissé que de -5 000 t à 490 000 t. En revanche, ils ont continué de progresser vers le Mexique (+36% à 252 500 t) où la demande est toujours forte.

En **Nouvelle-Zélande** également, les exports étaient en hausse sur les sept premiers mois de l'année de +36,% /2022, à 277 000 t /2022.

En conséquence, il n'y a pas de surplus d'offre qui a pesé sur les cours de la poudre maigre cet été.

Du côté de la demande internationale, les importations des dix principaux pays (voir graphique ci-dessous), a été globalement stable au 1^{er} semestre /2022, avec toutefois des évolutions disparates entre les zones. L'Asie du Sud-Est est moins présente aux achats avec des baisses notables en Indonésie et Philippines. Toutefois, la demande chinoise en poudre maigre se maintient pour le moment.

A l'inverse, le Mexique et l'Algérie sont massivement retournés sur le marché mondial.



La demande internationale semblait donc équilibrée elle aussi. Toutefois, l'absence de l'Asie du Sud -Est a été particulièrement remarquée durant les enchères du *Global Dairy Trade* (GDT) en Nouvelle-Zélande ce qui a pesé sur les cours (-350 €/t durant l'été à 2 100 €/t lors de la dernière enchère) tandis que l'Algérie et le Mexique n'achètent pas par ce canal. Le décalage entre la publication des deux informations peut avoir joué.

D'autre part, la poudre maigre est concurrencée par les poudres grasses. En effet, il est probable qu'il reste des stocks en Nouvelle-Zélande car Fonterra a ajouté régulièrement des volumes sur le *GDT* ces dernières semaines. Les cours des poudres grasses ont d'ailleurs fortement baissé, de -572 €/t en deux mois, à 2 500 €/t fin août. La Chine est toujours moins présente aux achats, après avoir réduit de janvier à juillet ses importations de -40% /2022, à 322 000 t.

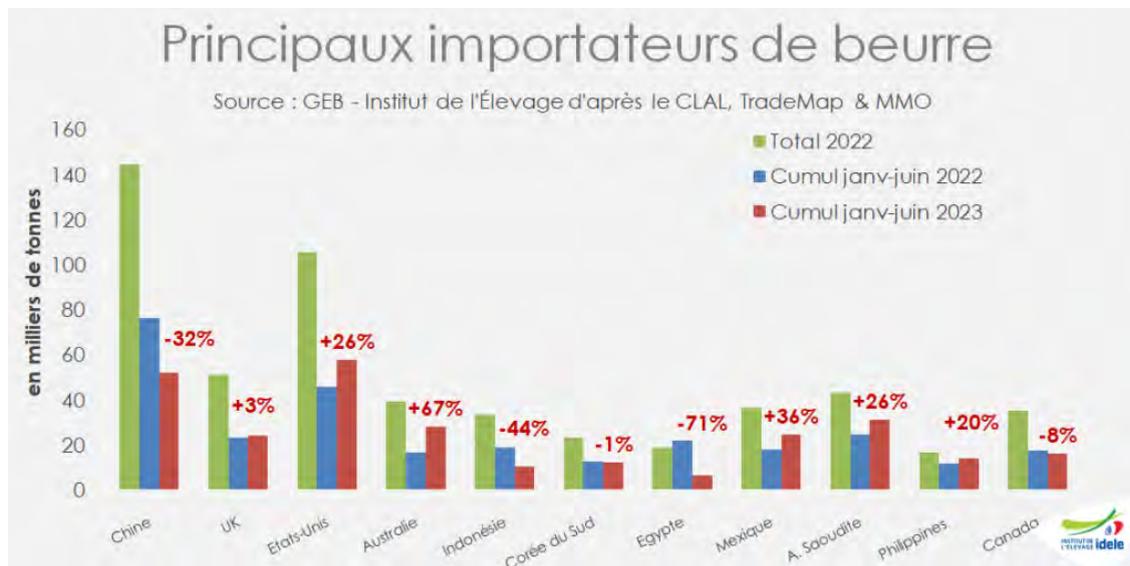
Néanmoins, cette chute des prix des poudres grasses a été stoppée lors de la dernière enchère du GDT début septembre. Les opérateurs suivront celle du 19 septembre avec attention pour voir si cette inflexion est durable. Les niveaux de prix ont pu inciter certains pays à revenir aux achats. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande a vendu d'importants volumes à l'Algérie probablement à des prix bas. Les exportations vers ce pays ont doublé en un an, à 110 000 t sur janvier-juillet 2023.

Les surplus de production de poudres grasses en Amérique du Sud ont été absorbés par le Brésil dont les importations ont plus que triplé en un an, à 110 000 t sur janvier-août 2023.

Des fondamentaux plus contrastés en beurre

Du côté de l'offre, les fabrications européennes de beurre ont progressé au 1er semestre de +1,7% /2022, à 1Mt, tout comme les exportations de +8% à 146 000 t. En Nouvelle-Zélande, les fabrications auraient aussi progressé et permis une hausse des exports sur les sept premiers mois de 2023 de +9,3% /2022 à 294 000 t.

La demande internationale de beurre semble marquer le pas au regard de l'évolution des achats des quinze principaux pays importateurs qui ont au total légèrement reculé au 1er semestre de -5% /2022, à 320 000 t. L'Indonésie et l'Égypte enregistrent les reculs les plus importants, respectivement -44% et -71%. En revanche, la demande de l'Australie, du Moyen Orient et de l'Amérique du Nord était conséquente et semblait toujours forte lors du dernier GTD.



En revanche, dans l'UE-27, la demande intérieure semble faible. Un pic de demande a été observé au moment de la rentrée, lors du réapprovisionnement de la restauration scolaires et d'entreprise, mais il a été de courte durée. Depuis, les acheteurs semblent attentistes dans ce contexte d'inflation et prudents à l'approche de la réouverture des négociations commerciales avec la grande distribution. A l'inverse, les prix de la crème sont élevés et ne justifient pas de fabriquer du beurre aux prix en cours.

Dans ce contexte, il est plus difficile de prévoir l'évolution des prix de la matière grasse d'ici la fin de l'année. En cas de forte production laitière en Nouvelle-Zélande, l'offre pourrait être trop abondante sans forte présence de l'Asie du Sud Est aux achats. D'un autre côté, le dernier trimestre de l'année est en général un moment de forte consommation de matière grasse avec les fêtes de fin d'année et de *Thanksgiving* aux Etats-Unis. Il sera important de suivre l'impact de l'inflation sur la consommation à cette période.

Des exportations britanniques dynamiques

Dernière révision le 19 septembre 2023

Avec une production pourtant ralentie, le Royaume-Uni a enregistré un bond de ses exportations de viande ovine, désormais supérieures à leur niveau moyen d'avant Brexit. Confrontés à une consommation des Britanniques en berne, les opérateurs tirent parti des faibles disponibilités sur le continent.

Le Royaume-Uni augmente ainsi ses envois vers la France, profitant notamment du recul du marché espagnol.

Viande ovine » France »

Commerce encore ralenti cet été

Dernière révision le 19 septembre 2023

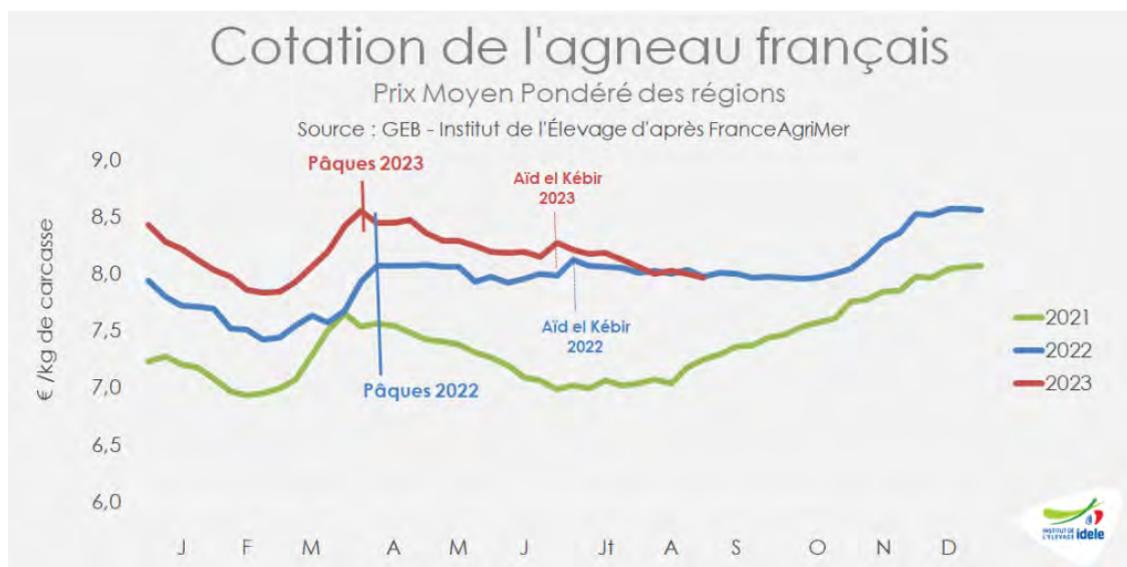
La cotation de l'agneau français a continué sa baisse saisonnière estivale et, sous l'effet d'une accentuation de la baisse des achats due aux fortes chaleurs, est repassée sous son niveau de 2022. La production française reste en retrait, et les importations demeurent modestes, face à des consommateurs qui continuent de boudier l'agneau dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat.

La baisse de consommation estivale a pesé sur le cours français

Déjà en berne, la consommation d'agneau par les Français a de nouveau baissé cet été, du fait notamment des fortes chaleurs, peu incitatives à ce genre d'achats. En semaine 35 (se terminant le 3 septembre), la **cotation** a poursuivi sa baisse saisonnière. A 7,96 €/kg, elle a perdu 4 centimes d'une semaine sur l'autre, et 7 centimes d'une année sur l'autre.

Les abattoirs continuent de fonctionner au ralenti : l'offre en agneaux des élevages français est plutôt en recul et l'Espagne fournit moins d'agneaux vivants.

La cotation devrait repartir à la hausse ces prochaines semaines avec une raréfaction de l'offre : les sorties d'agneaux étant toujours faibles à l'automne.



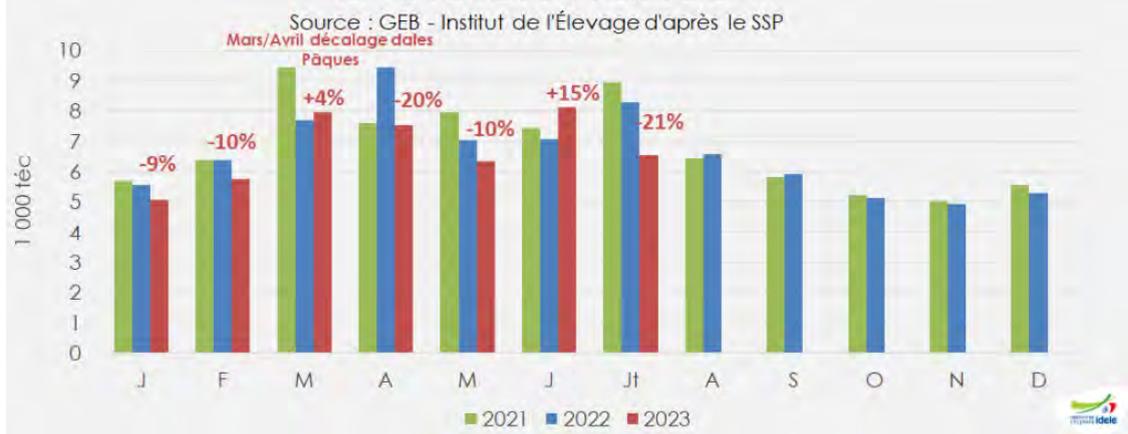
L'IPAMPA ovin viande poursuit son léger recul d'un mois sur l'autre (-1% /juin 2023) : à 132,6 en juillet, il est en repli de -3% /2022. Les indices énergie et lubrifiants (-16% /2022, mais +32% /2021) et engrais (-33% /2022 et +26% /2021) ont davantage reculé d'une année sur l'autre, mais restent très élevés. L'indice aliments achetés a moins reculé (-5% /2022), mais reste aussi élevé (+23% /2021).

Les abattages repartent franchement à la baisse en juillet

Selon Agreste, après un regain en juin (+15% /2022), la **production** ovine (agneaux et réformes) a de nouveau chuté en juillet (-21% /2022). Au total, sur 7 mois, elle atteignait 47 400 téc, soit -8% /2022.

De janvier à juillet, les abattages d'agneaux ont reculé de -9% en effectifs comme en volume, signe de poids de carcasse stables d'une année sur l'autre, à 18,4 kgéc. Les abattages de réformes ont quant à eux reculé de -2% en effectifs, et de -3% en volume : leur poids moyen des carcasses s'est allégé, passant de 27,1 à 26,7 kgéc.

Production abattue de viande ovine en France

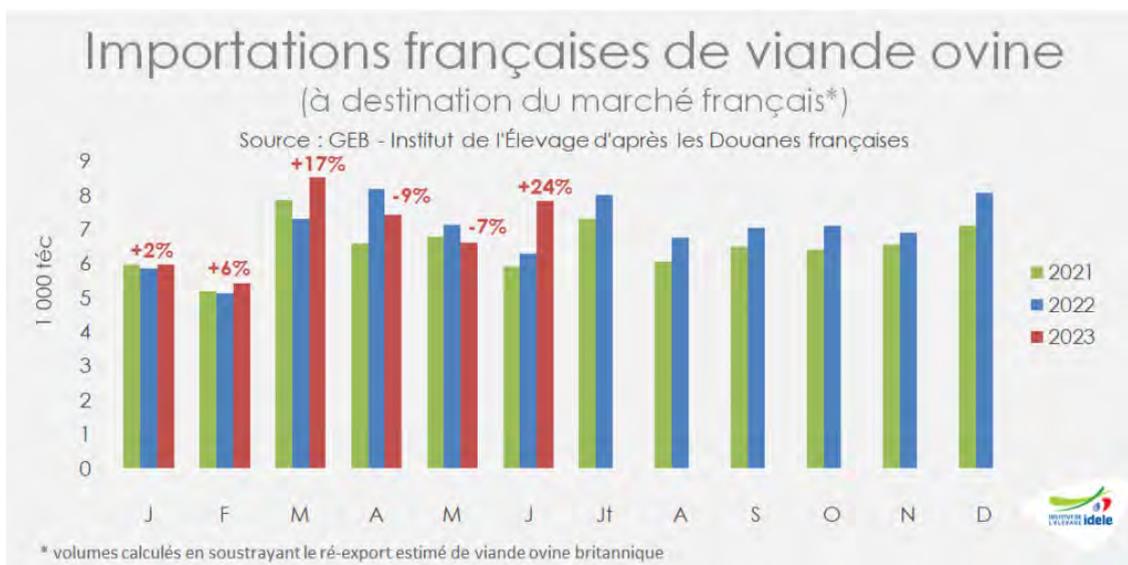


Avec un repli des **importations d'agneaux espagnols** (-24% /2022 à 64 000 têtes), des **sorties des agneaux français** en baisse au 1^{er} semestre de 2023 (-5% /2022 à 1,9 M de têtes) ainsi que des exportations d'agneaux haussières (+9% /2022 à 165 000 têtes), les abattages français reculent inéluctablement début 2023. Selon *Ovinfos*, les abattages d'ovins sont restés sous leur niveau de 2022 au mois d'août.

Hausse des importations de viande ovine au 1^{er} semestre

Au 1^{er} semestre 2023, les **importations françaises de viande ovine** ont augmenté d'une année sur l'autre (+5% /2022, à 41 800 téc) : les nette hausses de mars avec Pâques et le Ramadan (+17%) puis juin avec l'*Aïd el-Kébir* (+24%) ont contrebalancé les baisses d'avril et mai. Cependant, les importations sont restées en somme plutôt faibles au 1^{er} semestre, inférieures de -9% à la moyenne des 6 premiers mois de 2015-2019 (avant la pandémie de covid-19).

Les volumes importés ont progressé en provenance du Royaume-Uni (+22% /2022) et d'Irlande (+4%), mais ont fléchi d'Espagne (-26%). Jusque-là en retrait, les importations de Nouvelle-Zélande ont bondi de +50% en juin, si bien que le volume importé au 1^{er} semestre a été stable d'une année sur l'autre.



Le disponible français en léger repli au 1^{er} semestre

Au 1^{er} semestre 2023, le **disponible** français en viande ovine a baissé de -0,6% /2022 avec des abattages toujours en retrait. Il reste sous son niveau de la dernière moyenne quinquennale (-8%).



Viande ovine » UE et monde »

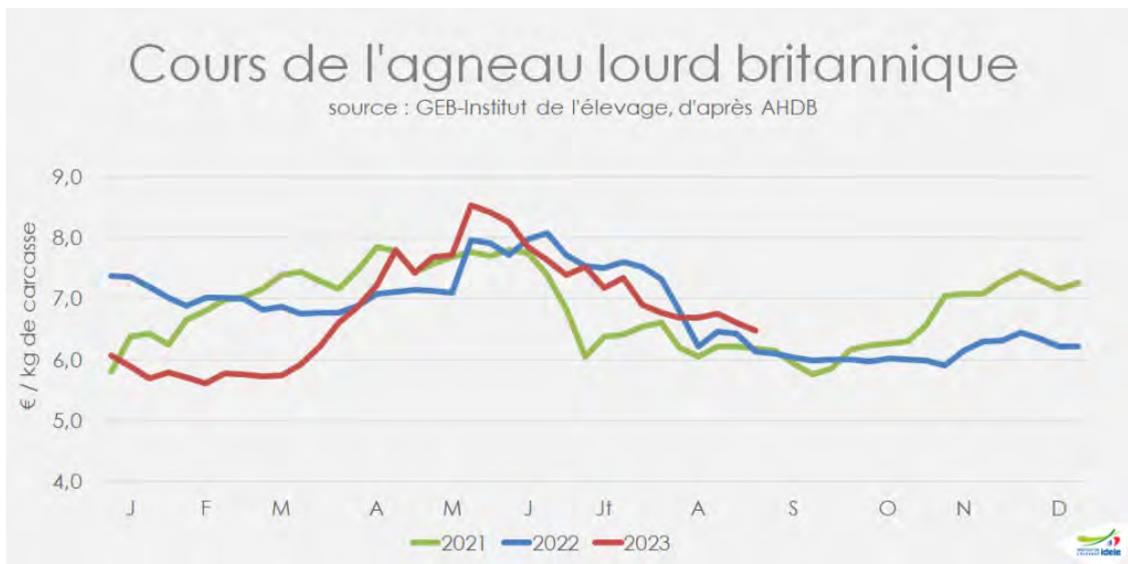
Une filière ovine britannique résiliente

Dernière révision le 19 septembre 2023

L'offre et les exportations de viande ovine au Royaume-Uni ne cessent de croître depuis le Brexit commercial en 2021. En 2022, les envois n'étaient pas encore revenus aux niveaux d'avant Brexit mais cette année, ces derniers les dépassent. Les bonnes conditions météorologiques permettent une bonne pousse de l'herbe, ce qui dynamise la filière.

Royaume-Uni : des exports dynamiques face à une consommation intérieure en berne

Le **cours** britannique poursuit sa baisse saisonnière, légèrement au-dessus du niveau des années précédentes : en semaine 35, il s'établissait à 6,48 €/kg, en hausse de +35 centimes comparé à 2022, et de +30 centimes par rapport à celui de 2021 à pareille époque. Le resserrement de l'offre a maintenu les prix de l'agneau fini au cours des dernières semaines. Les bonnes disponibilités en herbe (pâturée et conservés) sont un facteur clé qui stimule la production britannique et qui contrebalance la situation de l'an passé, marquée par la sécheresse.



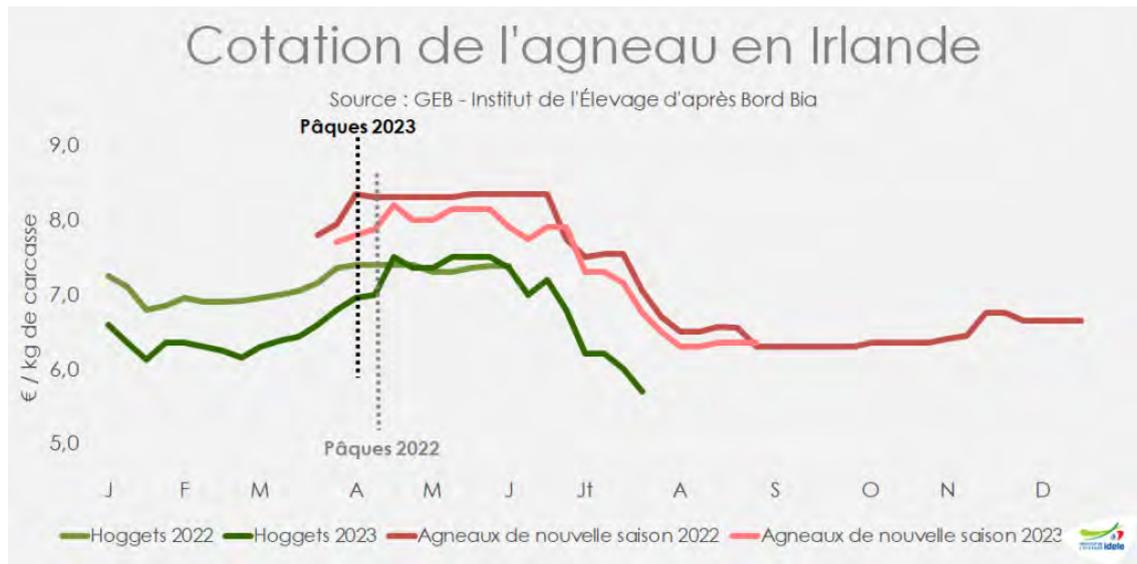
En cumulé sur les 7 premiers mois de 2023, la **production** britannique de viande ovine a légèrement reculé d'une année sur l'autre (-1%), à 162 000 t : les effectifs d'agneaux abattus ont augmenté de +2% tandis que ceux des réformes ont reculé, de -3%/2022. Après concertation avec le reste de la profession, les éleveurs ont diminué les **poids de carcasses** de leurs agneaux pour s'adapter au recul des achats par les consommateurs.

Malgré une production en léger recul, les **exportations** britanniques de viande ovine ont bondi de +16% au 1^{er} semestre 2023, comparé à une année 2022 où les exportations étaient modestes car la filière se remettait encore des effets du Brexit.

Par ailleurs, le **repli de la demande intérieure** a accru les disponibilités exportables. Au 1^{er} semestre 2023, leurs exports de viande ovine ont ainsi dépassé de +6% la moyenne 2015-2019. Les **importations** de viande ovine ont logiquement chuté, de -32% /2022, dont -36% en provenance de Nouvelle-Zélande et -21% d'Irlande.

Irlande : ralentissement des abattages au 2nd semestre

Après sa baisse saisonnière, la **cotation** de l'agneau irlandais de la nouvelle saison s'est stabilisée quelques semaines, pour atteindre 6,35 €/kg en semaine 35, en hausse de +5 centimes d'une année sur l'autre.



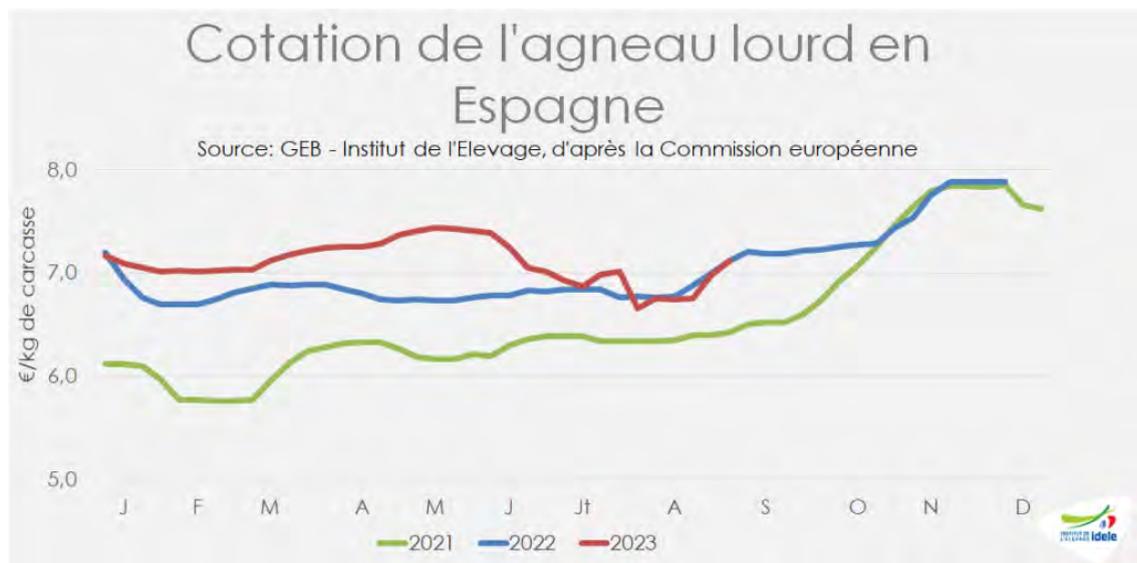
En cumul sur les 7 mois en 2023, les **abattages** d'ovins ont progressé de +2% /2022, à 1,8 M de têtes, avec davantage d'agneaux abattus (+3% /2022), à 1,6 M de têtes, mais moins de réformes (- 2% /2022). En volume, la hausse est de +5%, conséquence d'un alourdissement des carcasses.

Malgré cette hausse de production, les **exportations** de viande ovine irlandaise ont très légèrement régressé sur 6 mois, de -1% /2022, à 29 000 téc, notamment vers la France (-2%) et le Royaume-Uni (- 3%). Elles restent toutefois à un bon niveau (+5% comparé à la moyenne des 5 dernières années). Ce ralentissement des exports a probablement obligé les abatteurs à davantage **stocker**, dans l'attente d'une reprise de la demande.

Depuis juillet, les abattages se replient : mauvaise finition des agneaux et retard de sorties à cause du mauvais temps et du coût élevé des intrants (poids de carcasse en baisse). Ces dernières semaines, de nombreux éleveurs ont alors vendu des agneaux non finis aux marchés à bestiaux. La production irlandaise devrait donc augmenter au 4^{ème} trimestre 2023 et au 1^{er} trimestre 2024.

Espagne : situation compliquée pour la filière

Le **cours** espagnol était toujours au niveau de 2022 en semaine 35. Il s'établissait alors à 7,12 €/kg, et se maintenait toutefois +0,73 € au-dessus de son niveau de 2021. La baisse saisonnière de la production va progressivement faire augmenter le cours pour les semaines à venir.



En 2022, pour faire face à la **sécheresse**, beaucoup d'éleveurs avaient réformé prématurément leurs brebis, ce qui a réduit les agnelages et les **abattages** d'agneaux au 1^{er} semestre 2023 : -5% /2022 en effectifs et -4% en volume. Le nombre de réformes abattues a parallèlement chuté au 1^{er} semestre 2023 de -7% /2022, et leurs carcasses se sont allégées, la baisse étant plus importante en volume (-9%/2022).

Sur la même période et face à des approvisionnements amoindris, les **exports d'agneaux vivants espagnols** ont chuté, de - 12% /2022.

Le marché marocain s'est ouvert à l'Espagne en mars 2023 et quelques 70 000 agneaux y ont été envoyés entre mai et juin, mais cela n'a pas suffi à contrebalancer le repli de moitié des envois vers la Jordanie (-223 000 têtes).

Les **exportations de viande ovine** ont-elles aussi baissé, de -5% /2022 sur la même période, totalisant 25 000 téc. La forte hausse vers l'Italie (+12%) a contrebalancé le fort repli vers le Qatar (- 56%).

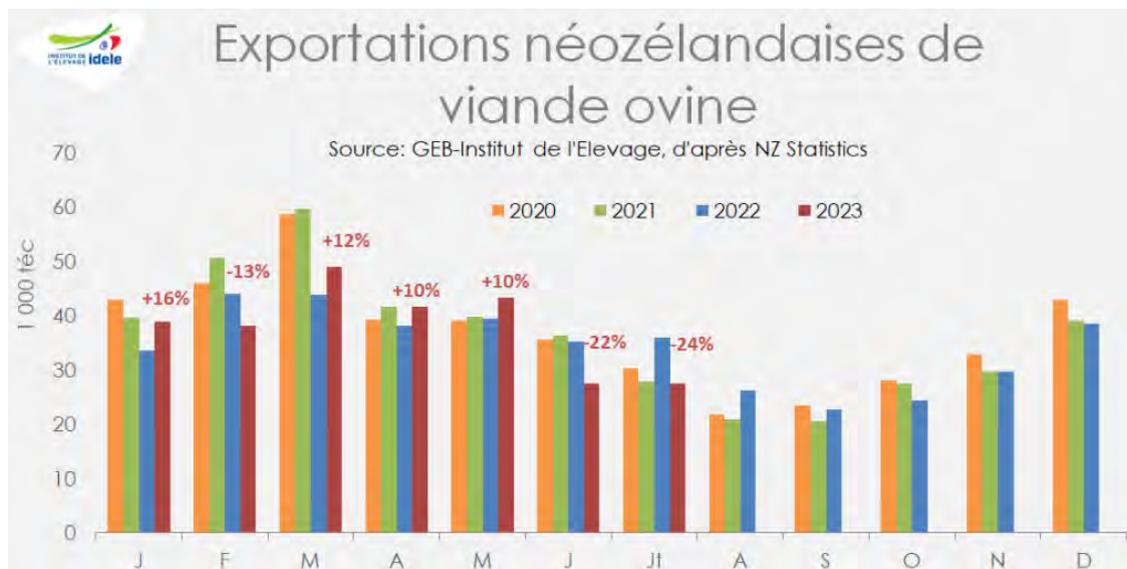
En plus des problèmes d'offre, surtout dus à la sécheresse et l'inflation, les **problèmes sanitaires** se multiplient en Espagne (clavelée, FCO, maladie hémorragique, ...), ce qui entrave parfois la commercialisation du bétail en vif.

Nouvelle-Zélande : léger recul des exportations de viande ovine

De janvier à juillet 2023, la **production** ovine abattue en Nouvelle-Zélande a reculé de -1% d'une année sur l'autre, à 270 000 t. Les effectifs d'agneaux abattus ont reculé de -3% /2022 et ceux des ovins adultes de -5% /2022. Les carcasses d'agneaux comme d'ovins adultes destinés à l'export se sont alourdis, de respectivement +1% et +2% d'une année sur l'autre, à 19,0 kg et 25,8 kg de carcasse.

Sur la même période, les **exportations de viande ovine** ont diminué, de -2% /2022, à 266 000 téc, principalement en juin et juillet. Elles ont certes bondi vers la Chine (+15%), la Belgique (+73%) et les Pays-Bas (+22%), mais elles ont aussi fortement reculé vers le Royaume-Uni (-29%), la France (-9%) et l'Allemagne (-21%).

Selon la *Meat Industry Association* de Nouvelle-Zélande, les stocks de viande sont très élevés dans les entrepôts frigorifiques chinois et la Chine a donc récemment freiné ses importations. Cela pèse sur les prix des agneaux néozélandais.



Australie : une filière ovine très dynamique

En Australie, les **exportations de viande ovine** se portent bien et vers la **Chine**, elles ont même atteint des niveaux record cette année, en hausse chaque mois d'une année sur l'autre, de janvier à août.

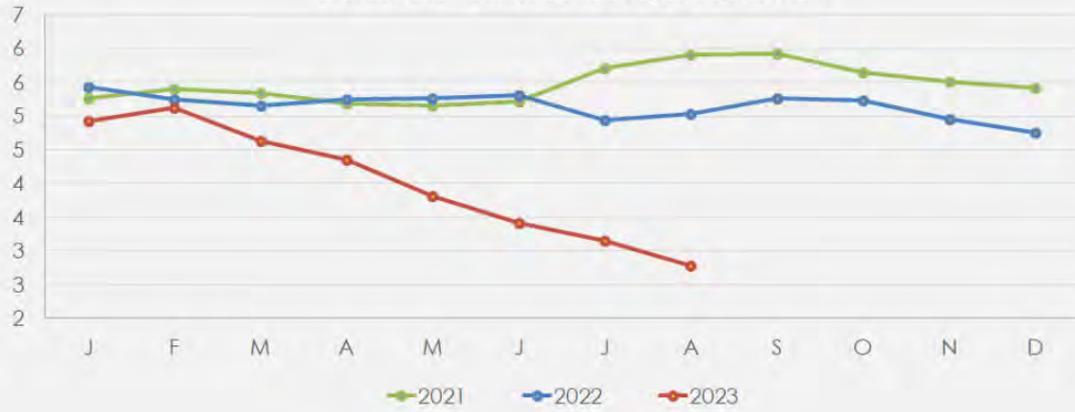
De janvier à août 2023, selon les données du ministère de l'agriculture australien, les exportations vers la Chine ont en effet bondi de +63% /2022 et de +46% comparé à la moyenne des 5 dernières années. Au total, les exportations australiennes ont augmenté de +22% sur la même période /2022 et de +23% comparé à la moyenne 2018-2022. Pour rappel, les importations chinoises de viande ovine ont baissé en 2022, ce qui explique aussi ces fortes évolutions d'une année sur l'autre.

Le **prix à la production de l'agneau australien**, représenté par le National Trade Lamb Indicator, est extrêmement bas en 2023 sous l'effet d'une production abondante (+8% sur 37 semaines /2022) : malgré des exportations dynamiques, les volumes accumulés sur le marché pèsent sur les cours, rendant cet agneau très attractif, notamment pour le marché chinois. En août 2023, ce prix de l'agneau australien était enregistré à 4,59 \$AUS/kg, soit 2,78 €/kg.

Prix à la production de l'agneau en Australie (NTLI)

€/kg de carcasse

Source: GEB - Institut de l'Élevage, d'après MLA



L'activité industrielle freinée par la moindre demande de fromages

Dernière révision le 19 septembre 2023

L'érosion des achats des fromages de chèvre par les ménages se répercute sur les fabrications fromagères industrielles. Avec une collecte légèrement croissante, les transformateurs ont fortement réduit leurs importations de produits de report.

Les producteurs, quant à eux, ont amélioré leur marge en juillet, du fait de la hausse du prix du lait et du léger repli du prix des charges de production, notamment des aliments achetés.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

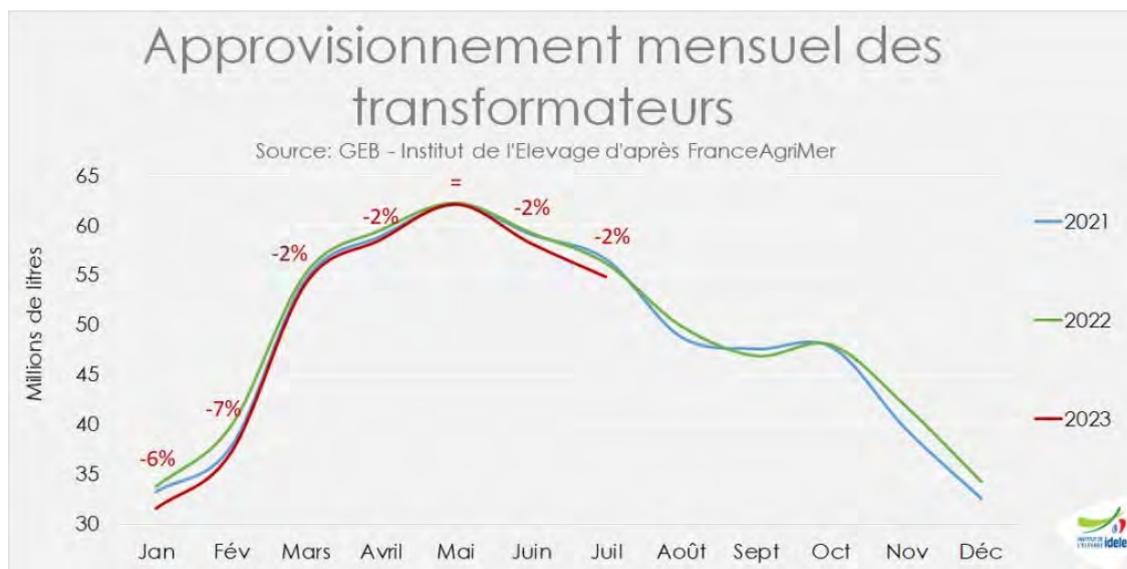
L'activité industrielle freinée par la baisse de la demande de fromages

Dernière révision le 19 septembre 2023

La hausse des prix à la consommation a entraîné un repli considérable des ventes de fromages de chèvre. Les importations de produits de report restent alors la variable d'ajustement des transformateurs cherchant visiblement à limiter leurs stocks de lait. Ceci a eu pour conséquence une chute des importations de produits de report.

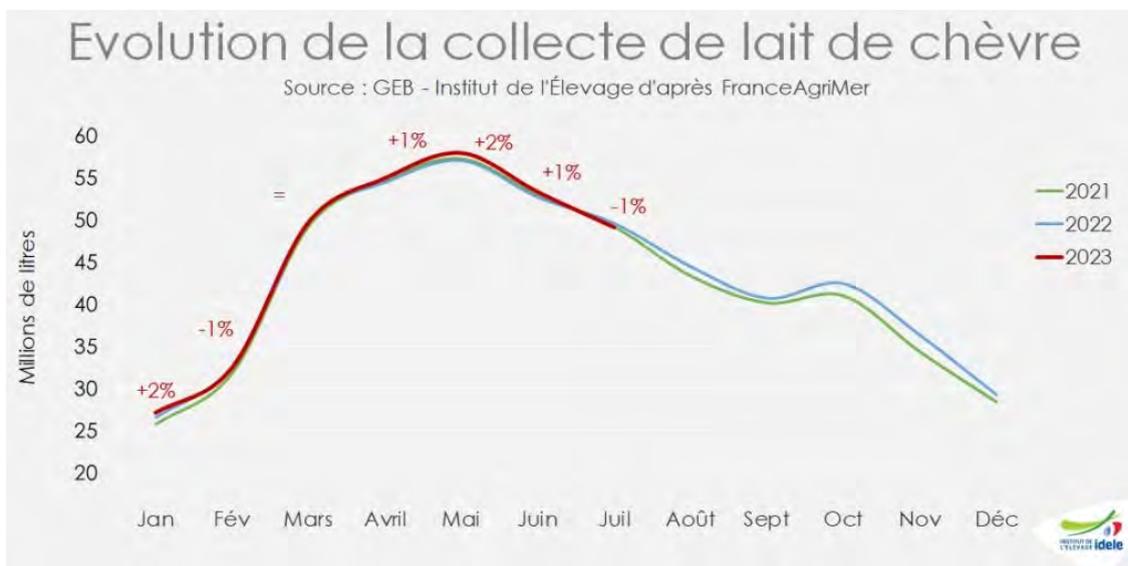
L'approvisionnement des laiteries a nettement baissé au 1^{er} semestre...

Le 1^{er} semestre 2023 est marqué par un repli des approvisionnement totaux (collecte + importations) en lait de chèvre. La collecte semestrielle s'est établie à 276 millions de litres, impliquant un léger redressement de +1% d'une année sur l'autre. Cette augmentation peut s'expliquer par l'amélioration de la marge des producteurs, du fait du prix du lait (+14% /2022, à 875 €/1 000 l) qui a augmenté plus fortement que celui des charges (+5% /2022, à l'indice 139) au 1^{er} semestre. Les importations des produits de report ont connu une chute importante au cours de ce semestre (-29% /2022, à 26 000 t). Celles-ci servent de variable d'ajustement entre une collecte nationale légèrement haussière et une transformation fromagère affectée par la moindre demande des ménages.



... Comme au début du 2^{ème} semestre

En juillet 2023, l'approvisionnement des laiteries en lait de chèvre a poursuivi sa tendance baissière, avec un repli de -2% d'une année sur l'autre, à 55 millions de litre de lait.

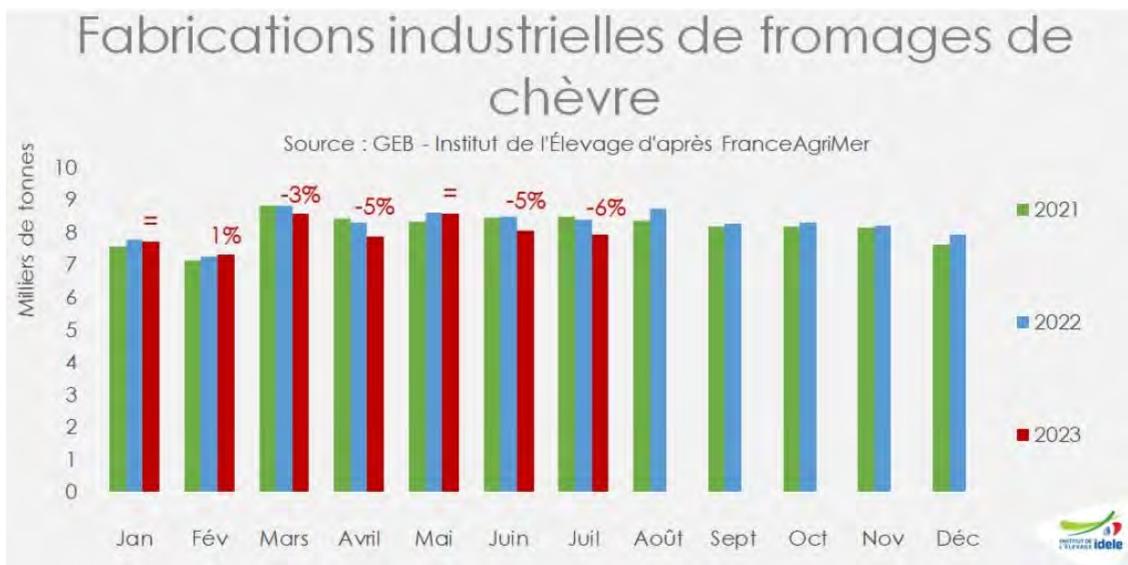


La collecte a légèrement baissé de -1% /2023, à 49 millions de litres, tandis que les importations se sont repliées de -14% d'une année sur l'autre, à près de 6 millions de litres. La collecte cumulée sur les sept premiers mois s'établit à 324 millions de litres de lait, soit une progression de +1% d'une année sur l'autre, tandis que les importations cumulées ont chuté de -27% /2022 à 32 000 t.

D'après les données de FranceAgriMer, le prix du lait de chèvre s'établit à 848 €/1 000 litres en juillet, soit une progression de +6% d'une année sur l'autre. En même temps, le prix des charges de production a légèrement baissé, de -4% /2022 selon l'PAMPA-Lait de chèvre, à l'indice 135.

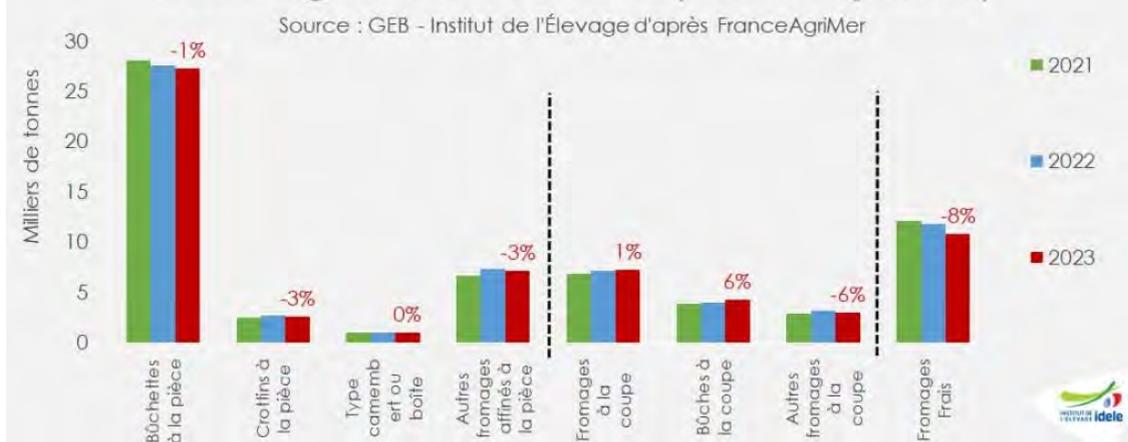
L'activité industrielle toujours ralentie

En juillet, les fabrications de fromages s'établissent à 8 000 t, soit un repli de -6% /2022, encore plus conséquent qu'au 1^{er} semestre (-2% /2022, à 48 000 t). Ce repli de l'activité industrielle s'explique notamment par le contexte de hausse des prix des produits finis, entraînant à la fois une baisse de la demande des ménages (en juin par exemple, les volumes de fromages vendus en GMS ont baissé de -5%, à 3882 /2022) et un repli des exportations.



Les fabrications françaises de bûchettes à la pièce ont légèrement baissé de -1% /2022, à 27 300 t sur les 7 premiers mois de l'année. Celles de fromages frais ont davantage fléchi de -8% /2022, à près de 11 000 t. En revanche, les fromages à la coupe et bûches à la coupe ont vu leur volume progresser respectivement de +1% et +6%, à 7 200 t et 4 200 t. Quant aux autres types de fromages (crottins à la pièce et autres fromages affinés à la pièce), leur production a reculé de -3% d'une année sur l'autre.

Evolution des fabrications par type de fromages de chèvre (cumul juillet)

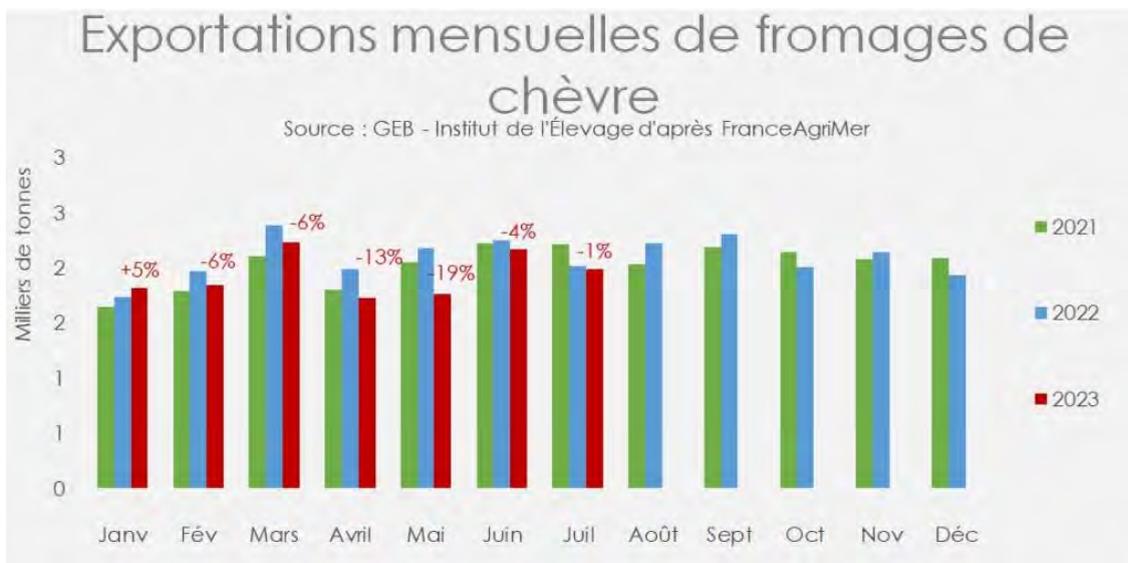


La demande des ménages en baisse

En juin 2023, les achats de fromages au lait de chèvre par les ménages français en GMS se sont contractés de -5% /2022, à 3 882 t, selon IRI-CNIEL, maintenant ainsi la dynamique baissière observée depuis le début de l'année. Le cumul semestriel des volumes de fromages vendus en libre-service indique un recul de -3,2% /2022, à environ 23 100 t. Le prix moyen pondéré des fromages de chèvre vendus au 1^{er} semestre s'est apprécié de +14% /2022, à 13,90 € /kg.

Chute des exportations de fromages

La demande extérieure en fromages de chèvre souffre fortement de la hausse des prix au détail et de la baisse de pouvoir d'achat des ménages. En juillet 2023, les exportations ont baissé de -1% /2023, à près de 2 000 t. Au terme des sept premiers mois de l'année, les volumes exportés ont reculé de -7% /2023, à 13 500 t.



Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Hausse du prix du lait et baisse des charges au 2^{ème} trimestre

Dernière révision le 19 septembre 2023

Le prix moyen français du lait de chèvre a évolué favorablement d'une année sur l'autre, sous l'effet de la hausse du prix de base. La baisse des charges dans les élevages caprins dans un contexte de hausse des prix du lait a permis une amélioration de la marge des producteurs, inversant complètement la situation de perte de revenus observée il y a un an.

Hausse du prix de base

Le prix de base du lait de chèvre s'est établi à 775 € les 1 000 litres au 2^{ème} trimestre, soit une progression de +100 € d'une année sur l'autre (+15% /2022). Cette dynamique de hausse des prix du lait s'inscrit dans le prolongement de la revalorisation entamée depuis près d'un an.

Le prix de base demeure le plus élevé dans le bassin Bretagne-Pays de la Loire, à 801 €/1 000 litres au 2^{ème} trimestre, (+20% /2022), devant le Sud-Ouest, à 770 €/1 000 litres (+15% /2022). Le bassin Poitou-Centre suit de près, à 768 €/1 000 litres (+10% /2022) et en queue de peloton le Sud-Est à 758 €/1 000 litres (soit +14% en un an).

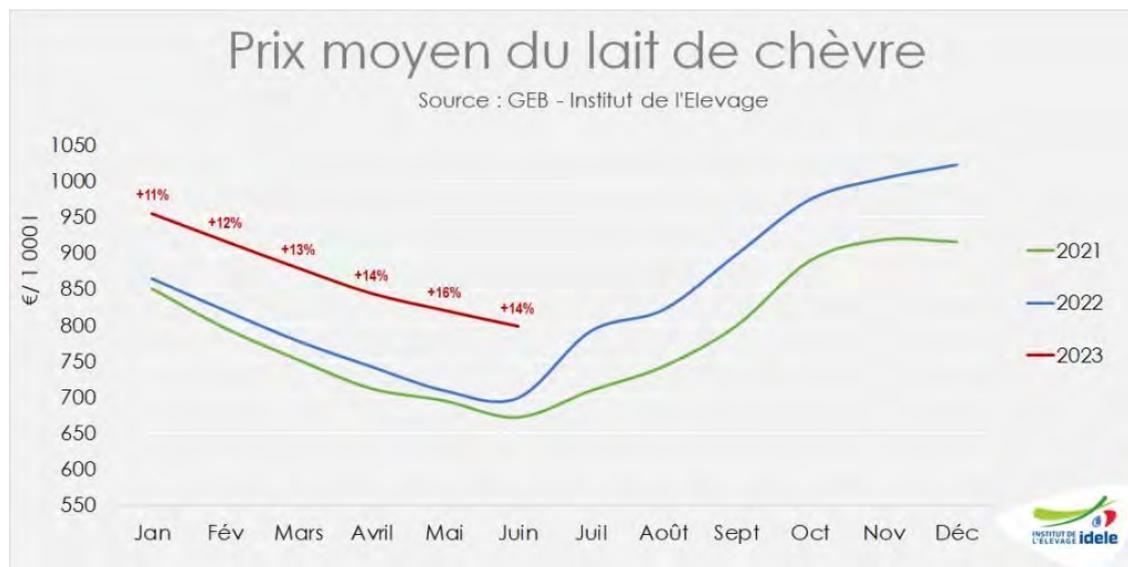
La composition du lait s'améliore

La composition du lait de chèvre s'est améliorée au 2^{ème} trimestre, s'inscrivant ainsi dans la dynamique observée au 1^{er} trimestre.

Le taux butyreux s'est légèrement dégradé en avril, puis s'est rétabli en mai. A 43,1 g/litre (moyenne nationale) au 2^{ème} trimestre, il a progressé de +0,5% d'une année sur l'autre. Tous les bassins ont enregistré une amélioration du TB, exception faite du Poitou-Centre où il s'est légèrement dégradé en un an de -0,7%, à 37,4 g/l.

Au 2^{ème} trimestre, le taux protéique a progressé de +1% /2022, à 33,5 g /litre en moyenne nationale. Les bassins du Sud-Ouest et du Sud-Est ont enregistré une progression de +1,4% et +1,0%, respectivement à 33,5 g/l et 33,1 g/l. Les bassins Bretagne-Pays de la Loire et Poitou-Centre ont connu une légère hausse du taux protéique de +0,8% et +0,3% /2022, respectivement à 33,4 g/l et 33,6 g/l.

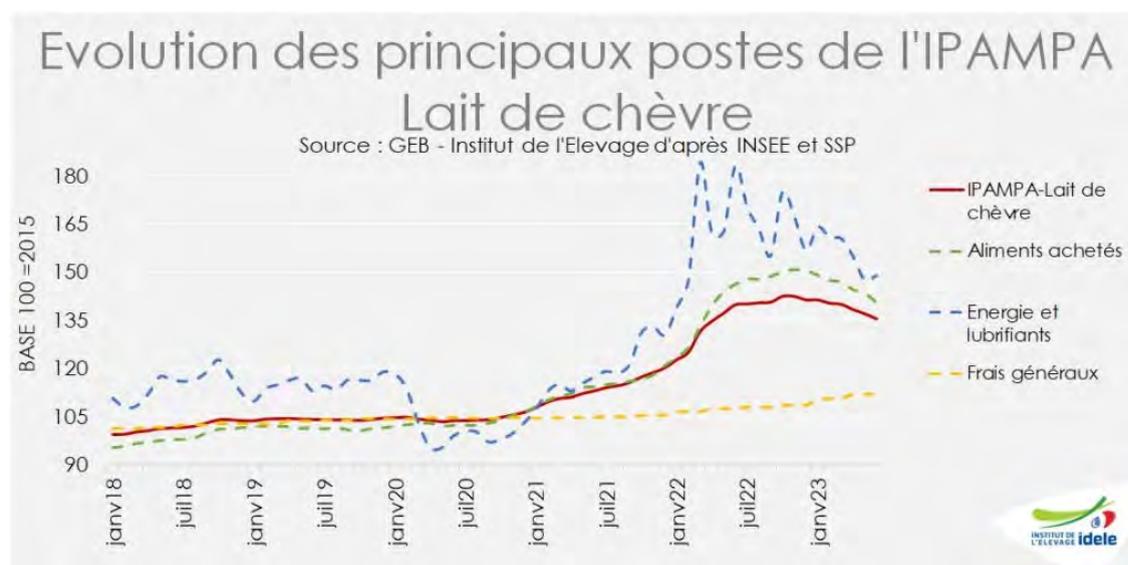
La revalorisation du prix du lait se poursuit



A 921 €/1 000 litres au 2^{ème} trimestre (+15% /2022), le prix moyen payé aux producteurs de lait de chèvre a enregistré une progression de +105 €/2022, et +128 € par rapport à la même période de l'année 2021. Cette hausse du prix payé découle de la revalorisation du prix de base du lait de chèvre.

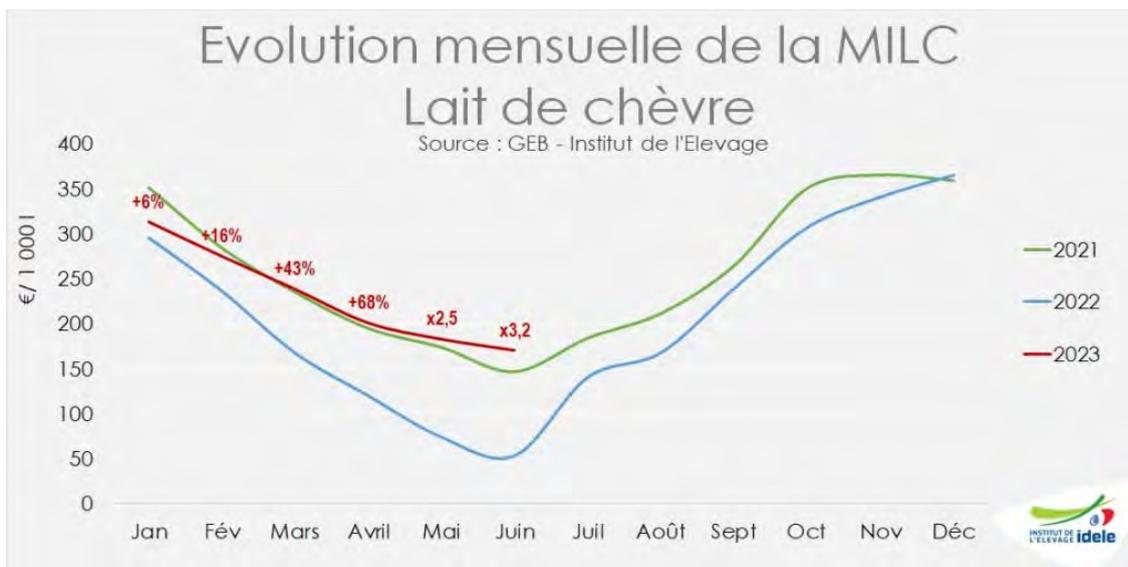
Le lait de chèvre est mieux valorisé dans le bassin Bretagne-Pays de la Loire, à 828 €/1 000 litres, avec une progression de +17% d'une année sur l'autre. Les prix moyens dans les bassins Sud-Ouest et Poitou-Centre suivent, avec 823 € et 820 € les 1 000 litres, en hausse respectivement de +16% et +10% /2022. Enfin, le prix moyen payé dans le bassin Sud-Est atteignait 807 €/1 000 litres, soit +15% /2022.

Les charges en baisse sur le 2^{ème} trimestre



Le 2^{ème} trimestre est marqué par un léger repli du prix des charges dans les ateliers caprins. A l'indice 137 en moyenne au 2^{ème} trimestre (base 100 = 2015), l'IPAMPA-Lait de chèvre s'est en effet positionné -0,2% en-dessous de son niveau de 2022, essentiellement du fait du prix de l'énergie (-11% /2022 au 2^{ème} trimestre, à l'indice moyen de 151). Le prix des aliments achetés (poste occupant 60% de charges) a également baissé de -0,3% /2022, à l'indice 143. La moyenne cumulée sur les douze derniers mois de l'indice IPAMPA-Lait de chèvre est revanche en hausse de +13% d'une année sur l'autre.

La MILC nettement améliorée



La hausse des prix du lait face à la baisse des charges conduit à une amélioration de la marge des producteurs. Au 2^{ème} trimestre, la MILC (moyenne trimestrielle) s'élève à 185 €/1 000 litres, soit 2,5 fois son niveau de 2022 à la même période de l'année.

La PAC dans tous ses États

Dernière révision le 19 septembre 2023

Ce *Dossier Économie de l'Élevage* détaille et synthétise les apports de huit des intervenants de la conférence « La PAC dans tous ses États » qui s'est tenue à Paris le 16 novembre dernier, à l'initiative conjointe de l'Institut de l'Élevage et de la Confédération Nationale de l'Élevage.

Cette réforme de la PAC est de plus en plus à la carte pour les États membres, selon le principe de la subsidiarité. Mais elle est en même temps subordonnée au respect d'une stratégie européenne très axée sur l'environnement et la santé, à travers le Pacte Vert et sa déclinaison « de la Fourche à la Fourchette ». En outre, si son budget a été relativement épargné en euros courants (mais érodé par l'inflation), il a été convenu d'une obligation de résultats, avec donc de possibles corrections plus fréquentes si un pays ne respecte pas ses objectifs.

Pour comprendre ces évolutions, il est toujours utile de se pencher sur l'histoire de la PAC qui a plus de 60 ans désormais, ce qu'a fait Vincent Chatellier (chapitre 1). Le second chapitre présente l'architecture de la nouvelle PAC et les exigences de la Commission européenne.

Les chapitres suivants déclinent la réforme dans les 7 principaux pays d'élevage ruminant en Europe, en commençant par la France. On constate de fortes divergences sur les priorités à travers les applications concrètes. La Pologne, et à un degré moindre l'Irlande, ont ainsi conçu des politiques visant à stimuler la production, tout en a«chant la nécessité de durabilité, quand l'Allemagne et les PaysBas mettent surtout l'accent sur l'environnement. L'Italie et l'Espagne, aux agricultures très contrastées, ont tenté un compromis pour favoriser les exploitations petites et moyennes, parfois au détriment des grosses exploitations d'élevage, notamment en Italie du Nord. Ces applications divergentes auront bien entendu des impacts sur la compétitivité des différentes filières lait et viande dans les prochaines années, d'autant qu'elles se doublent parfois de réglementations nationales fortes.

La PAC dans tous ses États. *Dossier Économie de l'Élevage* n°534 Novembre 2023

